



Un partenaire de confiance pour des marchés en croissance

RAPPORT
ANNUEL
2024



Réalisation de nos objectifs financiers et de nos ambitions de croissance pour l'exercice 2024

289,3 M\$

Produits
pour l'E2024

Hausse de

19 %

par rapport à
l'exercice précédent

53,3 M\$

BAIIA ajusté⁽¹⁾
pour l'E2024

Hausse de

39 %

par rapport à
l'exercice précédent

31,6 %

Marge brute ajustée
en pourcentage⁽¹⁾
pour l'E2024

Amélioration de

260 POINTS

de base par rapport à
l'exercice précédent

326 JOURS

Carnet de
commandes⁽¹⁾
au 31 décembre 2024

Hausse de

34 JOURS

par rapport au
31 décembre 2023

(1) Mesures non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Pour plus de détails sur ces mesures, y compris un rapprochement entre ces montants et les mesures conformes aux normes IFRS les plus directement comparables, se reporter à notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 qui peut être consulté sur le site SEDAR+, à l'adresse sedarplus.ca.

Tous les montants du présent document sont exprimés en dollars américains, à moins d'indication contraire.

2	Faits saillants
4	Message du président du conseil d'administration
6	Message du président et chef de la direction
8	25 ans d'innovation
10	Aperçu de l'entreprise
12	Développement durable
14	Rapport de gestion
45	Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière
46	Rapport de l'auditeur indépendant
51	États financiers consolidés
94	Renseignements supplémentaires



Notre position unique et notre avantage concurrentiel



Producteur de confiance de semiconducteurs spécialisés de très grande pureté et de matériaux de haute performance



Partenaire de choix et chef de file sur des marchés diversifiés et en croissance



Stratégie axée sur les matériaux de pointe à valeur ajoutée qui constitue la partie critique des produits finaux de nos clients



Avantage sur le plan de l'approvisionnement grâce à une présence stratégique à l'échelle mondiale et à des capacités d'affinage en amont



Ressources en recherche et développement et expertise technique de premier ordre

Mission

Être essentielle à nos clients, offrir une culture prisée par nos employés et inspirer confiance à nos actionnaires.

Vision

Fournir aux industries critiques les produits essentiels à leur développement grâce à une technologie des matériaux de pointe.

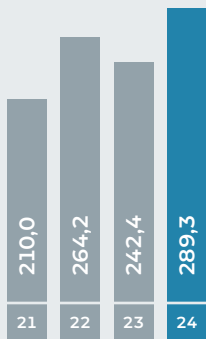
Valeurs

Amélioration continue
Développement durable
Engagement
Intégrité
Orientation client
Santé et sécurité

FAITS SAILLANTS

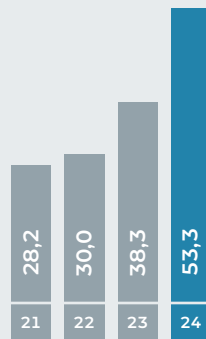
Produits

(en millions de dollars)



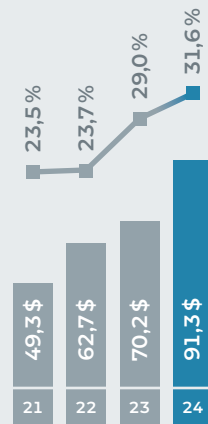
BAlIA ajusté

(en millions de dollars)



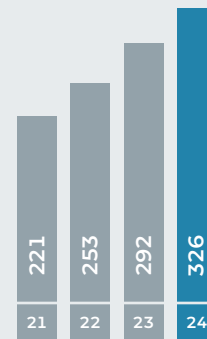
Marge brute ajustée

(en dollars et en pourcentage)



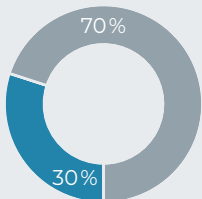
Carnet de commandes

(nombre de jours en fonction des produits annualisés du dernier trimestre)



Produits sectoriels pour l'E2024

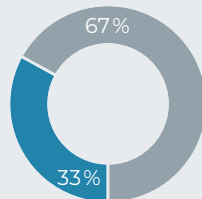
Semiconducteurs spécialisés
203,3 M\$



Matériaux de haute performance
87,0 M\$

BAlIA ajusté sectoriel pour l'E2024

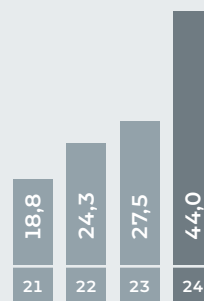
Semiconducteurs spécialisés
44,0 M\$



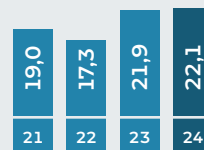
Matériaux de haute performance
22,1 M\$

BAlIA ajusté sectoriel

(en millions de dollars)



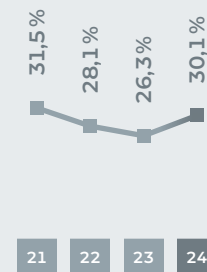
Semiconducteurs spécialisés



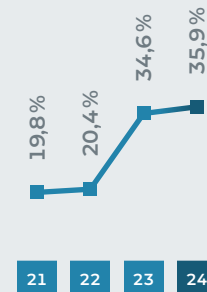
Matériaux de haute performance

Marge brute ajustée sectorielle

(en pourcentage des ventes)



Semiconducteurs spécialisés



Matériaux de haute performance

Siège social situé à
Montréal avec

7 centres de
production et

4 centres de recherche
et développement à
l'échelle mondiale

Plus de
790
employés et des
activités répartis sur
trois continents

Production

de matériaux de pointe
destinés aux secteurs de
l'énergie renouvelable
terrestre, de l'énergie
solaire spatiale, de
l'imagerie et la détection,
de la santé et des produits
pharmaceutiques, et des
matériaux techniques

Amérique du Nord

Montréal Canada



- Énergie renouvelable terrestre
- Imagerie et détection

Bridgeport É.-U.



- Santé et pharmaceutique
- Matériaux techniques

St. George É.-U.



- Énergie solaire spatiale
- Imagerie et détection

Europe

Heilbronn Allemagne



- Énergie solaire spatiale
- Énergie renouvelable terrestre

Lübeck Allemagne



- Santé et pharmaceutique
- Matériaux techniques

Eisenhüttenstadt Allemagne



- Énergie renouvelable terrestre

Asie

Shangyu Chine



- Matériaux techniques

Hong Kong Chine



- Production
- Recherche et développement
- Activités de vente

Favoriser la croissance et le succès



Nous sommes persuadés que 5N+ continuera de connaître du succès, qu'elle pourra s'appuyer sur une équipe solide et que ses matériaux de pointe continueront de jouer un rôle essentiel dans une vaste gamme d'applications critiques.

Au nom du conseil d'administration, je suis heureux de faire le point sur nos priorités et de souligner les réalisations de 5N+ en 2024. En cette période d'innovations technologiques rapides et de bouleversements géopolitiques, nous prenons très au sérieux notre responsabilité de surveillance et nous demeurons pleinement engagés envers le succès et la croissance durable de la Société.

Nous avons été particulièrement satisfaits de constater que la Société a une fois de plus fait preuve d'exécution exemplaire en 2024, comme en témoignent ses excellents résultats financiers qui ont dépassé les objectifs ambitieux qu'elle s'était fixés et qui lui confèrent une position solide pour 2025. L'équipe de direction se concentre principalement sur les produits à valeur ajoutée et sur les relations d'affaires à long terme, de sorte que 5N+ est idéalement positionnée pour répondre aux besoins des clients dans les marchés critiques et en croissance dans les années à venir.

Grâce à ses sites de production en Allemagne, au Canada et aux États-Unis, 5N+ est un fournisseur de choix à l'extérieur de la Chine. Nous disposons de la stratégie et des moyens nécessaires pour saisir les occasions et surmonter les défis à venir. En tant que conseil d'administration, nous soutenons pleinement l'équipe de direction dans la mise en œuvre de notre stratégie qui a fait ses preuves.

En tant qu'actionnaires, vous pouvez être assurés que votre conseil d'administration est entièrement dédié au respect des normes les plus rigoureuses qui soient en matière de gouvernance, d'éthique et de gestion des risques. Nous examinons régulièrement les politiques de la Société pour nous assurer qu'elles satisfont aux attentes du marché, respectent les réglementations internationales et tiennent compte des priorités émergentes.

En 2024, la Société a révisé plusieurs aspects de ses politiques. Conformément à l'engagement que nous avons pris de publier des rapports sur le travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement, nous avons mis au point et adopté un nouveau Code de conduite destiné aux fournisseurs et une formation sur l'esclavage moderne pour la direction. En outre, le Code de conduite a été revu afin de mieux rendre compte de certains principes fondamentaux, notamment en ce qui a trait aux droits de la personne. Nous avons par ailleurs renforcé la politique sur le harcèlement afin de clarifier le processus de traitement des plaintes.

Une des principales responsabilités du conseil est la rémunération de la direction et une partie de cette tâche consiste à s'assurer que la Société est concurrentielle à ce chapitre. Sous la direction du comité de gouvernance et de rémunération, et avec l'appui d'un tiers, nous avons procédé à une évaluation exhaustive de notre groupe de comparaison, un exercice important nous permettant d'évaluer où 5N+ se situe par rapport aux entreprises de taille comparable œuvrant dans des secteurs d'activité similaires. Le dernier exercice de ce genre, qui a eu lieu en 2021, a fait l'objet d'une mise à jour afin de garantir que nous sommes toujours en mesure de recruter, de retenir et de motiver les meilleurs talents qui sont essentiels à notre succès.

En tant que conseil d'administration, nous nous engageons à nous donner les moyens de répondre aux besoins de la Société et à agir comme des leaders chevronnés qui possèdent une connaissance approfondie de la Société et apportent de nouvelles perspectives grâce au renouvellement périodique du conseil.

L'an dernier, Nathalie Le Prohon ne s'est pas représentée à titre d'administratrice après avoir passé 10 ans à ce poste. Je tiens à la remercier sincèrement pour sa contribution dans le cadre de son mandat. À la suite de l'assemblée annuelle qui s'est tenue en mai 2024, nous avons eu le plaisir d'accueillir Andrée-Lise Méthot. Par conséquent, nous avons maintenu une proportion de 40% de femmes au conseil, une diversité à laquelle nous attachons une grande importance. Andrée-Lise compte plus de 25 ans d'expérience dans le capital de risque, l'investissement à retombées sociales, la gestion et l'ingénierie, et elle est un atout précieux au sein de notre équipe.

Les questions de durabilité demeurent également au cœur de nos responsabilités de surveillance alors que 5N+ poursuit son plan d'action et améliore ses capacités ESG. Outre les changements de politique concernant les droits de la personne, la Société continue d'aligner ses activités sur les réglementations émergentes, non seulement en tant que société cotée au Canada, mais aussi pour respecter les exigences de l'Union européenne en ce qui a trait à nos activités en Allemagne. Nous continuerons de présenter chaque année nos progrès de façon exhaustive, conformément aux attentes du marché et aux pratiques du secteur.

Alors que nous célébrerons le 25^e anniversaire de 5N+ plus tard en 2025, je tiens à féliciter la direction et toute l'équipe de la Société pour leur engagement soutenu et précieux. Je tiens également à remercier sincèrement nos actionnaires pour leur confiance et leur soutien constants.

En tant que conseil d'administration, nous sommes persuadés que 5N+ continuera de connaître du succès, qu'elle pourra s'appuyer sur une équipe solide et que ses matériaux de pointe continueront de jouer un rôle essentiel dans une vaste gamme d'applications critiques.

Cordialement,



Luc Bertrand
Président du conseil d'administration

Conseil d'administration



Luc Bertrand
Président du conseil d'administration, 5N+
Québec, Canada
Administrateur depuis janvier 2016



Jean-Marie Bourassa
Administrateur de sociétés
Québec, Canada
Administrateur depuis décembre 2007



Blair Dickerson
Vice-présidente, Affaires publiques et corporatives canadiennes, Domtar
Ontario, Canada
Administratrice depuis février 2023



Gervais Jacques
Président et chef de la direction, 5N+
Québec, Canada
Administrateur depuis mai 2020



Andrée-Lise Méthot
Fondatrice et associée directrice, Cycle Capital
Québec, Canada
Administratrice depuis mai 2024

Comité de direction



Gervais Jacques
Président et chef de la direction



Richard Perron
Chef de la direction financière



Roland Dubois
Chef de la direction commerciale et vice-président directeur, Semiconducteurs spécialisés



Paul Tancell
Vice-président directeur, Matériaux de performance

Un partenaire de confiance pour des marchés en croissance



Alors que nous célébrerons le 25^e anniversaire de 5N+ plus tard cette année, nous sommes déterminés à poursuivre notre croissance interne et externe et à renforcer notre position de partenaire de confiance sur les marchés en croissance.

En 2024, 5N+ a connu un autre exercice remarquable en ce qui a trait à la mise en œuvre de sa stratégie et de ses résultats financiers. En nous concentrant sur les produits à valeur ajoutée et sur nos relations de longue date avec les clients des marchés en croissance, nous avons réussi à surpasser nos objectifs financiers et à consolider les bases de notre réussite à long terme.

La performance du secteur Semiconducteurs spécialisés, portée par une forte demande dans les marchés de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire spatiale, renforce notre position en tant que partenaire de confiance. De plus, le secteur Matériaux de haute performance a affiché une forte rentabilité, attribuable à une meilleure combinaison de produits et à une exécution opérationnelle améliorée.

Notre objectif est de continuer sur cette lancée en 2025 en nous appuyant sur notre vision claire et sur notre équipe agile afin de poursuivre notre trajectoire de croissance et de relever les défis à venir.

Rehausser la barre

En 2024, nous avons obtenu des résultats supérieurs pour l'ensemble de nos indicateurs de performance clés, tout en gérant prudemment notre capital.

Nous avons enregistré une forte croissance des produits d'un exercice à l'autre, dépassé notre cible initiale de BAIIA ajusté, continué d'élargir nos marges et maintenu un carnet de commandes bien rempli. Nous avons terminé l'exercice avec un bilan solide, ce qui nous permet de continuer d'investir de façon stratégique dans nos activités, y compris en tirant parti d'occasions externes. Ces résultats remarquables reflètent les efforts concertés et les contributions de nos équipes à l'échelle de la Société et nous comptons rehausser de nouveau notre performance en 2025.

Une solution efficace pour répondre à la demande accrue dans le secteur de l'énergie

La demande dans le secteur de l'énergie est en hausse, en particulier aux États-Unis, où l'évolution rapide de l'intelligence artificielle conduit à des investissements dans de nouveaux centres de données énergivores. À la fois propre et rapide à commercialiser, l'énergie solaire fait partie de la solution. En tant que fournisseur clé d'une entreprise américaine à l'avant-plan de la technologie solaire pour le secteur commercial, nous sommes bien positionnés pour continuer de bénéficier de la croissance de la demande énergétique.

En 2024, nous avons été ravis de renouveler, selon des modalités favorables, notre entente pluriannuelle avec un client stratégique, avec une hausse des volumes de 50%. Grâce à nos installations de production au Canada, aux États-Unis et en Allemagne, nous sommes en excellente posture pour demeurer concurrentiels dans ce segment de marché.

L'an dernier, nous avons également finalisé des projets d'investissements à Montréal, au Canada, et à Eisenhüttenstadt, en Allemagne, afin d'accroître les capacités de production de composés semiconducteurs et de recyclage. Nous avons triplé notre capacité installée depuis 2022 de manière à répondre à la demande actuelle et à permettre notre expansion future.

Alimenter la course spatiale

Le marché de l'énergie solaire spatiale connaît également une croissance sans précédent. La révolution spatiale bat son plein, que ce soit à des fins de télécommunications, de sécurité nationale, de recherche scientifique ou d'exploration. Nous comptons profiter de cette occasion en tant que partenaire de longue date tant dans les secteurs commerciaux et civils que dans le secteur de la défense.

À ce chapitre, nous bénéficions de l'expertise d'AZUR, une entreprise chef de file dans la technologie de cellules solaires établie en Allemagne, acquise par 5N+ en 2021. Depuis son acquisition, AZUR a vu ses ventes doubler et ses bénéfices augmenter considérablement. Au premier trimestre de 2024 seulement, AZUR a conclu des nouveaux contrats totalisant plus de 135 millions de dollars.

Pour soutenir les nouvelles activités et répondre aux nouveaux besoins, nous avons effectué des investissements stratégiques sur le site de fabrication d'AZUR à Heilbronn, en Allemagne. Nous avons ainsi augmenté la capacité de production de cellules solaires de 35% pour l'exercice 2024 et nous comptons accroître la capacité de production de 30% de plus en 2025, moyennant des coûts supplémentaires minimales.

Possibilité de croissance future dans le secteur de l'imagerie médicale

Dans le secteur de l'imagerie médicale, nos matériaux de pointe sont essentiels dans la fabrication de détecteurs de radiation et contribuent à réduire l'exposition des patients aux rayons X.

La technologie *Photon Counting Detector* (PCD), qui est en voie de remplacer les détecteurs à scintillateur traditionnels, représente la prochaine ère de l'imagerie médicale. En 2024, nous avons continué de collaborer étroitement au développement des produits de plusieurs grandes entreprises en vue de cette transition. Cette avancée devrait offrir une possibilité de croissance prometteuse à moyen terme.

Des activités rentables et complémentaires

Une meilleure combinaison de produits et une exécution opérationnelle solide ont également contribué à la forte rentabilité du secteur Matériaux de haute performance. En tant que premier fournisseur d'ingrédients pharmaceutiques actifs (IPA) à base de bismuth, nous estimons répondre à environ 75% de la demande mondiale. Grâce à notre installation de pointe située à Lübeck, en Allemagne, nous pourrions tirer avantage de la croissance soutenue dans ce secteur à mesure que de nouveaux IPA

sont mis au point. Nous prévoyons que la demande pour les produits chimiques à base de bismuth continuera de progresser au rythme du PIB des marchés respectifs et de la mise au point de nouveaux IPA, et constituera la principale source de croissance dans ce secteur.

Tirer profit de nos avantages concurrentiels

Notre orientation stratégique axée sur les produits à valeur ajoutée et sur notre position en tant que fournisseur essentiel sans impact critique sur les coûts pour nos clients a été avantageuse au cours des dernières années et nous a bien positionnés pour l'avenir. Combinée à notre expertise poussée et reconnue dans la conception de matériaux technologiques de grande pureté pour les marchés en croissance et notre présence manufacturière en Occident, cette approche nous confère un avantage concurrentiel supplémentaire pour saisir les occasions et relever les défis à venir.

Alors que nous célébrerons le 25^e anniversaire de 5N+ plus tard cette année, nous sommes déterminés à poursuivre notre croissance interne et externe et à renforcer notre position de partenaire de confiance sur les marchés en croissance.

Nous cherchons également à ce que nos actions contribuent à créer une valeur durable pour nos employés, nos clients et nos actionnaires. En 2024, nous avons continué de faire avancer nos priorités en matière de durabilité afin d'améliorer graduellement les informations fournies. Notre feuille de route actuelle et les évaluations approfondies en cours de réalisation sont conçues pour établir une base solide sur laquelle nous appuyer pour favoriser le développement durable à long terme afin de répondre aux attentes et aux exigences en évolution, tout en travaillant à atteindre nos objectifs financiers et opérationnels.

Pour terminer, j'aimerais remercier nos employés répartis sur trois continents pour leur engagement envers nos clients et notre stratégie de croissance, de même que nos clients et nos actionnaires pour leur confiance et leur soutien indéfectibles.

Cordialement,



Gervais Jacques

Président et chef de la direction

Célébrons une contribution essentielle depuis 25 ans

Au cours des 25 dernières années, 5N+ est devenue un producteur mondial, verticalement intégré, de semiconducteurs spécialisés et de matériaux de haute performance, reconnu comme un partenaire industriel de confiance par les grandes sociétés du secteur privé et les organismes gouvernementaux. Pendant cette période, 5N+ a concentré ses efforts sur la conception et la fabrication de matériaux de pointe, essentiels pour les produits de ses clients, sans constituer une composante de coûts significative. La Société répond aux besoins de divers marchés en expansion, allant de l'énergie solaire spatiale aux produits pharmaceutiques.



1^{er} juin 2000

Lors d'un rachat d'entreprise par les cadres, un groupe d'employés d'une grande société canadienne du secteur des mines et métaux fonde une nouvelle entreprise. Son objectif est de fournir des matériaux de pointe destinés à l'imagerie médicale, afin de réduire l'exposition aux rayons X.



2003

Une usine de raffinage primaire par hydrométallurgie en boucle fermée, dont les activités s'étendent de l'extraction primaire à partir de concentrés miniers aux capacités de recyclage, est mise en service à Montréal, au Canada.



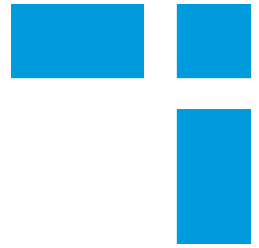
2007

5N+ devient une société cotée en bourse. Ses actions se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole « VNP ».



2009

5N+ renforce sa position dans le développement et la fabrication de semiconducteurs spécialisés et la vente de métaux purs en faisant l'acquisition de Firebird Technologies.



2011

Grâce à une acquisition, la Société étend stratégiquement sa présence mondiale et devient un acteur important dans la production diversifiée de métaux spéciaux et de produits chimiques, dont le bismuth.



2021

Dans le cadre d'une transaction transformationnelle, 5N+ acquiert AZUR, située à Heilbronn, en Allemagne, un chef de file mondial dans le développement et la fabrication de cellules solaires multi-jonctions, élargissant ainsi la chaîne de valeur hautement concurrentielle de son secteur Semiconducteurs spécialisés.



2024

La capacité installée de production du site de Montréal augmente de 100% par rapport aux volumes de 2022. AZUR termine un programme de deux ans visant à accroître sa capacité de production de 35% et prévoit l'augmenter de 30% de plus en 2025.



2014

En acquérant sa participation restante dans Sylarus Technologies à St. George, en Utah, 5N+ renforce sa position de chef de file dans la production de substrats utilisés dans la fabrication de puces pour détecteurs et de cellules solaires.



2022

La Société entreprend un projet d'expansion majeure de sa capacité de récupération et de production de tellure à son installation de Montréal en vue de soutenir la demande croissante de semiconducteurs spécialisés dans les marchés de l'énergie renouvelable terrestre.



1^{er} juin 2025

5N+ et plus de 790 employés souligneront le 25^e anniversaire de la Société depuis sa création.

Des matériaux de base pour de nombreux marchés finaux

Nos processus uniques et exclusifs et notre expertise technologique de calibre mondial nous permettent de créer des matériaux de pointe à la base d'une vaste gamme d'applications dans nos deux secteurs opérationnels : Semiconducteurs spécialisés et Matériaux de haute performance.

Semiconducteurs spécialisés



Énergie renouvelable terrestre

Nous sommes un fournisseur de premier plan du secteur des énergies renouvelables, et nos semiconducteurs spécialisés sont essentiels dans la transition vers un avenir durable. Des gigawatts de panneaux solaires intégrant nos matériaux sont installés dans des projets à grande échelle et nos produits convertissent l'énergie solaire en énergie renouvelable, fournissant ainsi de l'électricité aux consommateurs partout dans le monde. Nos matériaux sont également utilisés dans des infrastructures de stockage d'énergie de prochaine génération.



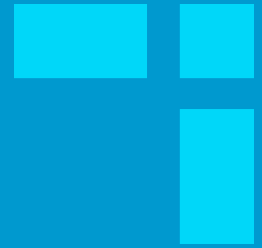
Énergie solaire spatiale

Nos substrats de germanium de grande pureté et nos substrats semiconducteurs avec couches épitaxiales sont utilisés dans la fabrication de cellules solaires photovoltaïques à très haut rendement pour la production d'énergie solaire spatiale et des systèmes photovoltaïques à concentration. Nos matériaux sont fréquemment utilisés pour l'alimentation de satellites dans le cadre de diverses missions de mise en orbite terrestre basse (LEO), moyenne (MEO) et géostationnaire, ainsi que dans divers véhicules spatiaux.



Imagerie et détection

Nos matériaux sont utilisés pour fabriquer des détecteurs de radiation dans les applications médicales, infrarouges et d'imagerie terrestre pour le secteur médical et les secteurs de la sécurité et de la défense, et contribuent à réduire l'exposition des patients aux rayons X et à assurer la sécurité des pays. Nous jouons un rôle clé dans la chaîne de valeur de production des nouveaux tomodensitomètres utilisant la nouvelle technologie *Photon Counting Detector* (PCD) appelée à remplacer les détecteurs à scintillation.



Matériaux de haute performance



Santé et pharmaceutique

Nous fabriquons des produits chimiques à base de bismuth, non toxiques pour la santé humaine ou l'environnement, qui sont essentiels à la création de produits destinés aux soins quotidiens des êtres humains. Nos produits à base de bismuth sont utilisés comme ingrédients pharmaceutiques actifs dans les antiacides et les crèmes antibiotiques en vente libre, ainsi que dans diverses applications de produits cosmétiques.



Matériaux techniques

Que ce soit en tant que substitut pour les métaux lourds toxiques présents dans différentes applications ou en tant qu'alliages et produits chimiques spécialisés, nos matériaux techniques sont personnalisables et essentiels à un large éventail d'industries, de l'aviation à l'optique.

Un modèle d'affaires durable

5N+ est déterminée à être une source fiable de semiconducteurs spécialisés et de matériaux performants servant à l'élaboration de produits novateurs essentiels à la vie quotidienne. En plus de soutenir de nombreux secteurs essentiels à un avenir durable, nous incorporons le développement durable dans nos activités, notre chaîne d'approvisionnement et nos pratiques.

Engagement à respecter des normes élevées

Nous détenons plusieurs certifications, en lien avec différents aspects de nos activités, ce qui témoigne de notre engagement à respecter des normes élevées en matière de santé et sécurité, de qualité, d'énergie, d'environnement et de gestion des ressources, notamment les normes ISO reconnues à l'échelle internationale.

En plus de nos certifications ISO, les installations de Lübeck sont approuvées par la U.S. Food and Drug Administration (la FDA) et sont conformes aux exigences applicables aux bonnes pratiques de fabrication (les BPF). À Heilbronn, AZUR détient la certification EN 9100 (Système de management de la qualité dans le secteur aéronautique, spatial et défense). Les principaux produits spatiaux sont conformes aux normes européennes (ECSS) et américaines (AIAA), et les produits de concentrateurs photovoltaïques sont fabriqués conformément aux normes de la Commission électrotechnique internationale (CEI).

	ISO 9001 Management de la qualité	ISO 14001 Management environnemental	ISO 45001 Management de la santé et de la sécurité au travail	ISO 50001 Management de l'énergie
Eisenhüttenstadt Allemagne	●	●		●
Heilbronn Allemagne	●	●	●	○
Lübeck Allemagne	●			●
Montréal Canada	●	●	●	
Shangyu Chine	●	●	●	
St. George É.-U.	●			

○ = Mise en œuvre de la norme en cours

Principes d'économie circulaire et modèle en boucle fermée

Nous appliquons une approche intégrée fondée sur le cycle de vie pour la gestion des matériaux et investissons continuellement dans l'approvisionnement durable de nos matières premières en intégrant autant que possible les principes d'économie circulaire.

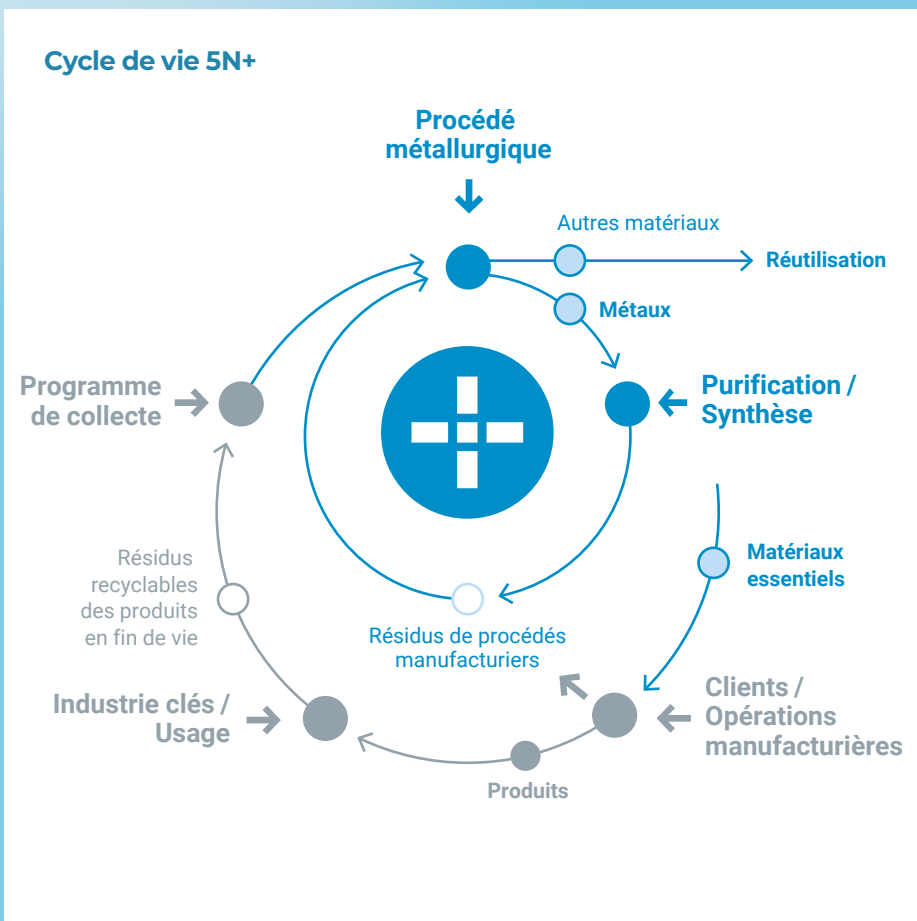
Nous possédons une expertise poussée et des technologies uniques en matière de récupération, de traitement et de valorisation des ressources dégradées issues d'autres industries et avons mis sur pied un programme de recyclage des minéraux qui s'étend sur trois continents. Nous nous procurons des matières résiduelles contenant de faibles teneurs en métaux critiques auprès de fournisseurs en amont. Nous procédons ensuite à l'extraction des métaux critiques pour mettre au point et fabriquer des matériaux innovants pour nos clients.

En procédant au suprarecyclage de sous-produits provenant d'autres secteurs, nous contribuons à réduire les déchets en encourageant la réutilisation, tout en élargissant notre marché source, ce qui nous permet de renforcer et de diversifier notre chaîne d'approvisionnement.

Exécution de notre plan d'action en matière de développement durable

Depuis 2022, nous publions un rapport annuel complet sur le développement durable, qui couvre les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance importants pour nos activités, notre secteur et nos parties prenantes. Notre rapport est préparé conformément à certains indicateurs de la Global Reporting Initiative (GRI) ainsi qu'à un nombre croissant d'exigences issues d'autres normes et cadres d'information ESG pertinents pour notre entreprise et nos activités, ou en référence à ceux-ci.

Nous poursuivons nos efforts en matière de développement durable en améliorant la qualité des informations que nous communiquons et en respectant les normes reconnues. Cela nous permet d'établir une base solide pour favoriser le développement durable à long terme, tout en tirant parti de notre engagement déjà bien établi dans le domaine. Nous continuons de progresser régulièrement et, comme par le passé, nous publierons une mise à jour complète de notre rapport au printemps 2025.



Pour consulter notre dernier rapport sur le développement durable, visitez notre site à l'adresse www.5nplus.com/fr/developpement-durable/

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N+ ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (« Normes IFRS de comptabilité » ou « IFRS »), à moins d'indication contraire. Il a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 25 février 2025, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales. Le « T4 2024 » et le « T4 2023 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 31 décembre 2024 et 2023, et l'« E 2024 » et l'« E 2023 » correspondent aux exercices clos respectivement les 31 décembre 2024 et 2023.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme certaines mesures financières non conformes aux IFRS, certains ratios financiers non conformes aux IFRS, certaines mesures de gestion du capital et certaines mesures financières supplémentaires, qui n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS de comptabilité et, par conséquent, ils pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Les mesures financières et les ratios financiers non conformes aux IFRS comprennent : le carnet de commandes, les nouvelles commandes, le BAIIA, la marge du BAIIA, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, les charges d'exploitation ajustées, le résultat net ajusté, le résultat de base ajusté par action, la marge brute ajustée, la marge brute ajustée en pourcentage, le total de la dette, la dette nette, le ratio dette nette/BAIIA, le fonds de roulement et le ratio du fonds de roulement.

Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » pour les définitions, d'autres informations et les rapprochements aux mesures conformes aux normes IFRS de comptabilité les plus directement comparables.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion peuvent être prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur un certain nombre d'estimations et d'hypothèses que la Société juge raisonnables lorsqu'elles sont formulées, notamment que 5N+ sera en mesure de maintenir en poste et d'embaucher du personnel clé et de préserver les relations avec ses clients, ses fournisseurs et ses autres partenaires commerciaux; que 5N+ continuera de mener ses activités dans le cours normal des affaires; que 5N+ sera en mesure de mettre en œuvre sa stratégie de croissance; que 5N+ réussira à traiter les commandes de son carnet de commandes en temps opportun; que 5N+ ne subira pas de problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement ou de perturbations importantes de l'approvisionnement en matières premières à des conditions concurrentielles; que 5N+ sera en mesure de générer de nouvelles ventes, de produire, de livrer et de vendre des produits aux volumes et aux prix prévus et de contrôler ses coûts; ainsi que sur d'autres facteurs jugés appropriés et raisonnables dans les circonstances. Toutefois, rien ne garantit que ces estimations et ces hypothèses se révéleront exactes. Ces énoncés ne constituent pas une garantie du rendement futur, reposent sur des hypothèses et comportent des risques et des incertitudes difficiles à prévoir et qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques associés aux facteurs suivants : taux d'intérêt, monnaies étrangères, crédit, liquidité, conjoncture économique mondiale, activités internationales, notamment en Chine, mesures commerciales protectionnistes et mesures de représailles des pays touchés, réglementation environnementale, gestion des crises et des risques liés aux changements climatiques, facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), santé et sécurité, prolongation du conflit armé en Ukraine,

épidémies, disponibilité et maintien en poste d'employés qualifiés, conventions collectives, litiges, stratégie de croissance de la Société, concurrence, prix des produits de base, sources d'approvisionnement, protection des droits de propriété intellectuelle, valorisation des stocks, interruptions des activités, perte d'un client important, variations du carnet de commandes, acquisitions, défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques, protection des données à caractère personnel, valeur de marché des actions ordinaires ainsi que subventions et autres programmes incitatifs. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion daté du 25 février 2025.

En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans les énoncés prospectifs du présent rapport de gestion se produiront ou, s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N+ pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N+.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont valables en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour ces énoncés prospectifs afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont présentés dans le présent rapport de gestion dans le but d'aider les investisseurs et autres personnes à comprendre certains éléments clés des résultats financiers attendus de la Société, ainsi que ses objectifs, priorités stratégiques et perspectives, ainsi que pour leur permettre d'avoir une meilleure compréhension de l'environnement dans lequel la Société prévoit exercer ses activités. Les lecteurs sont avertis que de telles informations pourraient ne pas convenir à d'autres fins.

Aperçu

5N+ est un chef de file mondial dans la production de semiconducteurs spécialisés et de matériaux de haute performance. Ces matériaux ultrapurs constituent souvent la partie critique des produits de ses clients, qui comptent sur la fiabilité d'approvisionnement de 5N+ pour assurer la performance et la durabilité de leurs propres produits. La Société déploie un éventail de technologies exclusives et éprouvées pour mettre au point et fabriquer ses produits, lesquels donnent lieu à de nombreuses utilisations dans différents secteurs de pointe, notamment les énergies renouvelables, la sécurité, la filière spatiale, l'industrie pharmaceutique, l'imagerie médicale et la production industrielle. 5N+, dont le siège social est situé à Montréal (Québec, Canada), gère des centres de recherche-développement, de production et de vente stratégiquement situés dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique du Nord et en Asie.

Vision, mission et valeurs

La vision de la Société est de fournir aux industries critiques les produits essentiels à leur développement grâce à une technologie des matériaux de pointe, et son objectif est de propulser la croissance de ces marchés en concevant et en fabriquant des matériaux de pointe qui favorisent la performance des produits finaux.

La Société a pour mission d'être essentielle à ses clients, d'offrir une culture prisée par ses employés et d'inspirer confiance à ses actionnaires. Ses valeurs fondamentales sont l'intégrité, l'engagement, l'orientation client, avec une attention particulière sur le développement durable, l'amélioration continue, la santé et la sécurité.

Information sectorielle

Les deux secteurs opérationnels présentés par la Société sont le secteur Semiconducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles et des indicateurs clés de performance définis sont utilisés pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté¹, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés compte tenu des produits et des charges du siège social de la Société.

Les activités du secteur Semiconducteurs spécialisés sont exercées en Amérique du Nord et en Europe. Ce secteur fabrique et vend des produits utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs de l'énergie renouvelable, des satellites spatiaux ainsi que de l'imagerie. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), de l'imagerie médicale, de l'imagerie infrarouge, de l'optoélectronique et des applications avancées dans les secteurs de l'électronique. Ces produits entrent dans la composition de composés semiconducteurs, de substrats semiconducteurs, de métaux de très grande pureté, de substrats semiconducteurs fabriqués par épitaxie, de cellules solaires destinées à des applications spatiales et d'assemblages. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Semiconducteurs spécialisés sont inclus dans ce secteur.

Les activités du secteur Matériaux de haute performance sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Ce secteur fabrique et vend des produits qui sont utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs des produits pharmaceutiques, des soins de santé et de la production industrielle. Les principaux produits sont vendus sous forme d'ingrédients pharmaceutiques actifs, de produits chimiques spécialisés, de métaux de qualité commerciale, d'alliages et de poudres spécialisées. Toutes les ventes de métaux de qualité commerciale et de poudre spécialisées ont été regroupées dans les ventes du secteur Matériaux de haute performance. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux de haute performance sont inclus dans ce secteur.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières (produits financiers) sont regroupés sous « Siège social ».

¹ Mesures non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Faits saillants pour le quatrième trimestre de 2024 et l'exercice 2024 – Un partenaire de confiance pour des marchés en croissance

5N+ a connu un exercice remarquable en 2024, avec des résultats financiers supérieurs pour le trimestre et l'exercice, dont un BAIIA ajusté annuel record qui a affiché une croissance de 39 % par rapport à l'exercice 2023. La Société a tenu ses engagements en augmentant sa marge et en maintenant un carnet de commandes¹ bien rempli et a terminé l'exercice avec un bilan solide. Cette performance résulte de sa stratégie axée sur des produits à marge élevée et à plus forte valeur ajoutée ainsi que de sa position en tant que fournisseur essentiel sans impact critique sur les coûts pour ses clients exerçant leurs activités dans des marchés en croissance. À cela s'ajoutent son expertise et sa fiabilité reconnues dans la conception de matériaux de pointe, sa présence manufacturière en Occident et son rôle de chef de file dans ses marchés finaux.

Tous les montants sont exprimés en dollars américains.

Soutenue par les marchés stratégiques du secteur Semiconducteurs spécialisés, la Société a généré pour l'exercice 2024 une croissance annuelle de 19 % des produits, qui ont atteint 289,3 M\$, et de 39 % du BAIIA ajusté, qui a atteint le niveau record de 53,3 M\$. Avantagée par la hausse des volumes sur les marchés stratégiques du secteur Semiconducteurs spécialisés et de meilleurs prix par rapport à l'inflation, la marge brute ajustée en pourcentage¹ s'est établie à 33,0 % pour le quatrième trimestre de 2024, par rapport à 28,5 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, et à 31,6 % pour l'exercice 2024 par rapport à 29,0 % pour l'exercice 2023.

La forte performance du secteur Semiconducteurs spécialisés pour le quatrième trimestre de 2024 et l'exercice 2024 confirme bien la position stratégique de 5N+ à titre de partenaire de confiance dans les marchés de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire spatiale. Pour l'exercice 2024, les produits sectoriels se sont élevés à 202,3 M\$, ce qui représente une augmentation de 29 % par rapport à l'exercice 2023, et la marge brute ajustée en pourcentage s'est établie à 30,1 % pour l'exercice considéré, par rapport à 26,3 % pour l'exercice 2023. Pour l'exercice 2024, le BAIIA ajusté a augmenté de 16,5 M\$ pour atteindre 44,0 M\$.

Au cours de l'exercice 2024, 5N+ a renouvelé, selon des modalités favorables, son entente pluriannuelle avec un client stratégique dans le domaine de l'énergie renouvelable terrestre, avec une hausse des volumes prévue de 50 % pour les deux prochaines années par rapport à l'entente précédente. Pour répondre à la demande, la Société a réalisé des investissements à Montréal, au Canada, et à Eisenhüttenstadt, en Allemagne, afin d'accroître ses capacités de production de composés semiconducteurs et de recyclage. Pour soutenir les nouvelles activités et répondre aux nouveaux besoins dans le secteur de l'énergie solaire spatiale, 5N+ a effectué des investissements stratégiques dans l'installation de fabrication d'AZUR à Heilbronn, en Allemagne. Ces investissements ont permis d'accroître sa capacité de production de cellules solaires de 35 % pour l'exercice 2024 et la Société est en voie d'accroître sa capacité de production de 30 % supplémentaire en 2025, moyennant des coûts supplémentaires minimes.

Le secteur Matériaux de haute performance a également contribué à la forte rentabilité grâce à une meilleure combinaison de produits et une exécution opérationnelle solide. Bien que les produits de ce secteur soient demeurés relativement stables d'un exercice à l'autre, la marge brute ajustée en pourcentage s'est établie à 35,9 % pour l'exercice 2024, par rapport à 34,6 % pour l'exercice 2023, et le BAIIA ajusté s'est établi à 22,1 M\$ pour l'exercice, soit une hausse de 0,1 M\$ par rapport à l'exercice précédent.

¹ Mesures non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Faits saillants

- Pour le quatrième trimestre de 2024, les produits ont augmenté de 9 % pour atteindre 70,9 M\$, comparativement à 65,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023, en raison de la croissance solide dans le secteur Semiconducteurs spécialisés. Pour l'exercice 2024, les produits ont atteint 289,3 M\$, par rapport à 242,4 M\$ pour l'exercice 2023, soutenus par les marchés de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire spatiale du secteur Semiconducteurs spécialisés.
- Stimulé par la hausse des volumes dans les marchés de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire spatiale et par les meilleurs prix par rapport à l'inflation, le BAIIA ajusté a augmenté de 38 % pour atteindre 12,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024, comparativement à 9,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023. Pour l'exercice 2024, le BAIIA ajusté s'est établi à 53,3 M\$, soit une hausse de 39 % par rapport à 38,3 M\$ pour l'exercice 2023.
- Avantagée par les facteurs mentionnés ci-dessus, la marge brute ajustée¹ a augmenté de 26 % pour atteindre 23,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024. La marge brute ajustée en pourcentage des ventes s'est établie à 33,0 % pour le quatrième trimestre de 2024, comparativement à 28,5 % pour le quatrième trimestre de 2023. La marge brute ajustée s'est chiffrée à 91,3 M\$, ou 31,6 % des ventes, pour l'exercice 2024, par rapport à 70,2 M\$, ou 29,0 % des ventes, pour l'exercice 2023.
- Pour le quatrième trimestre de 2024, le résultat net a été de 1,0 M\$, comparativement à 2,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023. Pour l'exercice 2024, le résultat net a été de 14,7 M\$, comparativement à 15,4 M\$, pour l'exercice 2023.
- Au 31 décembre 2024, le carnet de commandes a atteint 252,8 M\$, ce qui représente 326 jours de produits annualisés, en hausse de 37 jours par rapport au trimestre précédent et de 34 jours par rapport à la fin de l'exercice précédent, en raison principalement du moment où a eu lieu la conclusion ou le renouvellement des contrats.
- La dette nette¹ au 31 décembre 2024 s'établissait à 100,1 M\$, par rapport à 73,8 M\$ au 31 décembre 2023, en raison de la hausse du fonds de roulement¹ et des dépenses en immobilisations prévues pour le secteur Semiconducteurs spécialisés au cours de 2024. Le ratio dette nette/BAIIA¹ de la Société s'établissait à 2,02x au 31 décembre 2024.

Perspectives

Dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, 5N+ continue de tirer parti de sa position privilégiée à titre de premier fournisseur mondial de composés semiconducteurs de très grande pureté à l'extérieur de la Chine ainsi que de partenariats à long terme avec ses principaux clients. La croissance de la demande demeure la règle, particulièrement sur les marchés de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire spatiale. 5N+ est bien positionnée pour profiter d'occasions futures sur ces marchés à forte croissance.

La Société s'attend également à une croissance liée aux applications dans les secteurs de l'imagerie et de la détection ainsi que dans les secteurs de la sécurité, de la défense et de la santé. Dans le secteur de l'imagerie médicale, le passage à la technologie Photon counting detector (« PCD ») devrait offrir une possibilité de croissance prometteuse à moyen terme.

¹ Mesures non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Dans le secteur Matériaux de haute performance, la direction s'attend à une croissance provenant principalement des secteurs de la santé et des produits pharmaceutiques, qui génèrent une rentabilité élevée et des flux de trésorerie prévisibles. Nous prévoyons que la demande pour les produits chimiques à base de bismuth continue de progresser au rythme du PIB des marchés respectifs.

Grâce à l'accroissement de sa capacité de production et à sa flexibilité opérationnelle, 5N+ est en position favorable pour générer davantage de croissance interne à court terme, tout en recherchant activement des occasions de croissance externe.

D'après la demande anticipée à court terme et les ententes contractuelles conclues, surtout dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, la direction projette un BAIIA ajusté qui devrait osciller entre 55 M\$ et 60 M\$ pour l'exercice 2025, ce qui représente une révision à la hausse par rapport à la fourchette précédente qui était de 50 M\$ à 55 M\$.

Avec le récent changement d'administration aux États-Unis, les perspectives économiques mondiales sont incertaines, tout particulièrement en ce qui a trait à la mise en place d'éventuelles mesures commerciales protectionnistes qui pourraient inciter les pays touchés à exercer des représailles. Dans ce contexte évolutif et étant donné les répercussions possibles de ces mesures, la Société a choisi de reporter la présentation de ses projections pour l'exercice 2026 jusqu'à ce qu'elle puisse évaluer plus précisément les impacts directs et indirects sur ses activités. La Société demeure déterminée à poursuivre ses objectifs à long terme et à mettre en œuvre ses initiatives stratégiques.

En 2025, la Société entend continuer de s'appuyer sur sa position stratégique et ses avantages concurrentiels pour poursuivre sur la lancée de l'exercice 2024 et gérer les défis potentiels liés au contexte macroéconomique et géopolitique.

Synthèse des résultats

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	T4 2024	T4 2023	E 2024	E 2023
	\$	\$	\$	\$
Produits	70 854	65 063	289 281	242 371
Charges d'exploitation ajustées ¹	(58 370)	(56 030)	(235 949)	(204 048)
BAIIA ajusté	12 484	9 033	53 332	38 323
Charge de rémunération à base d'actions	(309)	(414)	(906)	(1 432)
Profit (perte) sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	2 089	(1 051)
Perte à la réévaluation d'un instrument financier	(1 000)	-	(1 000)	-
Reprise de dépréciation (dépréciation) des actifs non courants	120	(64)	(2 706)	(672)
(Coûts) produits associés aux litiges et aux activités de restructuration	(769)	(458)	(1 790)	8 314
(Pertes) profits de change	(286)	(361)	549	136
BAIIA¹	10 240	7 736	49 568	43 618
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	2 446	2 129	9 169	8 834
Amortissement	4 373	4 057	16 791	16 110
Résultat avant impôt sur le résultat	3 421	1 550	23 608	18 674
Charge (recouvrement) d'impôt				
Exigible	907	612	6 945	6 674
Différé	1 508	(1 346)	1 991	(3 399)
	2 415	(734)	8 936	3 275
Résultat net	1 006	2 284	14 672	15 399
Résultat de base par action	0,01 \$	0,03 \$	0,17 \$	0,17 \$
Résultat dilué par action	0,01 \$	0,03 \$	0,16 \$	0,17 \$

Produits par secteur et marge brute ajustée

(en milliers de dollars américains)	T4 2024	T4 2023	Variation	E 2024	E 2023	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Semiconducteurs spécialisés	51 866	45 661	14 %	202 329	156 479	29 %
Matériaux de haute performance	18 988	19 402	(2) %	86 952	85 892	1 %
Total des produits	70 854	65 063	9 %	289 281	242 371	19 %
Coût des ventes	(51 104)	(49 677)	3 %	(211 413)	(184 833)	14 %
Amortissement inclus dans le coût des ventes	3 643	3 189	14 %	13 445	12 656	6 %
Marge brute ajustée	23 393	18 575	26 %	91 313	70 194	30 %
Marge brute ajustée en pourcentage	33,0 %	28,5 %		31,6 %	29,0 %	

Pour le quatrième trimestre de 2024, les produits ont augmenté de 9 % pour atteindre 70,9 M\$, comparativement à 65,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par la croissance solide des marchés de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire spatiale dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, contrebalançant le léger recul dans le secteur Matériaux de haute performance. Pour l'exercice 2024, les produits ont atteint 289,3 M\$, par rapport à 242,4 M\$ pour l'exercice 2023, grâce à l'appui des marchés stratégiques du secteur Semiconducteurs spécialisés.

Avantagée par la hausse des volumes sur les marchés stratégiques du secteur Semiconducteurs spécialisés et les meilleurs prix par rapport à l'inflation, la marge brute ajustée a augmenté de 26 % pour s'établir à 23,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024, par rapport à 18,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023, et à 91,3 M\$ pour l'exercice 2024 par rapport à 70,2 M\$ pour l'exercice précédent. La marge brute ajustée en pourcentage des ventes a été de 33,0 % pour le quatrième trimestre de 2024, par rapport à 28,5 % pour le quatrième trimestre de 2023, grâce à une progression des marges soutenue par le secteur Semiconducteurs spécialisés. Pour l'exercice 2024, la marge brute ajustée en pourcentage des ventes s'est établie à 31,6 %, par rapport à 29,0 % pour l'exercice 2023.

¹ Mesures non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Semiconducteurs spécialisés

Pour le quatrième trimestre de 2024, les produits ont atteint 51,9 M\$, comparativement à 45,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023. Pour l'exercice 2024, les produits ont atteint 202,3 M\$, par rapport à 156,5 M\$ pour l'exercice 2023, en raison de l'augmentation de la demande sur les marchés de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire spatiale. Pour le quatrième trimestre de 2024, la marge brute ajustée en pourcentage des ventes s'est établie à 33,3 %, comparativement à 26,7 % pour le quatrième trimestre de 2023. Favorisée par les économies d'échelle découlant de l'augmentation de la production et la hausse des prix par rapport à l'inflation, la marge brute ajustée en pourcentage des ventes s'est établie à 30,1 % pour l'exercice 2024, comparativement à 26,3 % pour l'exercice 2023.

Matériaux de haute performance

Pour le quatrième trimestre de 2024, les produits ont atteint 19,0 M\$, comparativement à 19,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023. Pour l'exercice 2024, les produits ont atteint 87,0 M\$, par rapport à 85,9 M\$ pour l'exercice 2023. Pour le quatrième trimestre de 2024, la marge brute ajustée en pourcentage des ventes s'est établie à 33,5 %, comparativement à 33,8 % pour le quatrième trimestre de 2023. La marge brute ajustée en pourcentage des ventes s'est établie à 35,9 % pour l'exercice 2024, comparativement à 34,6 % pour l'exercice 2023, en raison d'une combinaison de produits plus avantageuse tout au long de l'exercice.

Résultat d'exploitation, BAIIA et BAIIA ajusté

(en milliers de dollars américains)	T4 2024	T4 2023	Variation	E 2024	E 2023	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Semiconducteurs spécialisés	12 647	7 480	69 %	44 008	27 544	60 %
Matériaux de haute performance	3 728	4 615	(19) %	22 072	21 948	1 %
Siège social	(3 891)	(3 062)	27 %	(12 748)	(11 169)	14 %
BAIIA ajusté	12 484	9 033	38 %	53 332	38 323	39 %
BAIIA	10 240	7 736	32 %	49 568	43 618	14 %
Résultat d'exploitation	6 153	4 040	52 %	32 228	27 372	18 %

Pour le quatrième trimestre de 2024, le BAIIA ajusté a augmenté de 38 %, pour atteindre 12,5 M\$, soit une marge du BAIIA ajusté¹ de 17,6 %, comparativement à 9,0 M\$, soit une marge du BAIIA ajusté de 13,9 %, pour le quatrième trimestre de 2023. Pour l'exercice 2024, le BAIIA ajusté s'est établi à 53,3 M\$, ce qui représente une hausse de 39 % par rapport à 38,3 M\$ pour l'exercice 2023.

Pour le quatrième trimestre de 2024, le BAIIA s'est établi à 10,2 M\$, contre 7,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023. Cette augmentation de 2,5 M\$ s'explique principalement par la hausse du BAIIA ajusté, en partie contrebalancée par une perte à la réévaluation d'un instrument financier. Pour l'exercice 2024, le BAIIA s'est établi à 49,6 M\$, soit une hausse de 14 % par rapport à 43,6 M\$ pour l'exercice 2023. Les autres éléments de rapprochement entre le BAIIA ajusté et le BAIIA sont le profit (la perte) sur la sortie d'immobilisations corporelles, la dépréciation des actifs non courants, les (coûts) produits associés aux litiges et aux activités de restructuration, les profits de change et la charge de rémunération à base d'actions. Se reporter à la rubrique « Charges » pour de plus amples renseignements.

Pour le quatrième trimestre de 2024, le résultat d'exploitation a été de 6,2 M\$, par rapport à 4,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023, l'écart découlant des facteurs mentionnés ci-dessus. Pour l'exercice 2024, le résultat d'exploitation a été de 32,2 M\$ par rapport à 27,4 M\$ pour l'exercice 2023.

Semiconducteurs spécialisés

Pour le quatrième trimestre de 2024, le BAIIA ajusté a augmenté de 5,2 M\$, ou 69 %, pour atteindre 12,6 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 24,4 %, comparativement à 16,4 % pour le quatrième trimestre de 2023. Pour l'exercice 2024, le BAIIA ajusté a augmenté de 16,5 M\$ pour atteindre 44,0 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 21,8 %, comparativement à 17,6 % pour l'exercice 2023. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse de la demande sur les marchés de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire spatiale, la hausse des prix par rapport à l'inflation et les coûts unitaires avantageux grâce aux économies d'échelle.

¹ Mesures non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

RAPPORT DE GESTION

Matériaux de haute performance

Pour le quatrième trimestre de 2024, le BAIIA ajusté a diminué de 0,9 M\$, ou 19 %, pour atteindre 3,7 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 19,6 %, comparativement à 23,8 % pour le quatrième trimestre de 2023. Pour l'exercice 2024, le BAIIA ajusté a augmenté de 0,1 M\$ pour atteindre 22,1 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 25,4 %, comparativement à 25,6 % pour l'exercice 2023.

Résultat net et résultat net ajusté

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	T4 2024	T4 2023	E 2024	E 2023
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	1 006	2 284	14 672	15 399
Résultat de base par action	0,01 \$	0,03 \$	0,17 \$	0,17 \$
Éléments de rapprochement :				
Charge de rémunération à base d'actions	309	414	906	1 432
(Profit) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	(2 089)	1 051
Perte à la réévaluation d'un instrument financier	1 000	-	1 000	-
(Reprise de dépréciation) dépréciation des actifs non courants	(120)	64	2 706	672
Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration	769	458	1 790	(8 314)
Recouvrement d'impôt sur les éléments imposables ci-dessus	(181)	(226)	(598)	(854)
Résultat net ajusté¹	2 783	2 994	18 387	9 386
Résultat de base ajusté par action¹	0,03 \$	0,03 \$	0,21 \$	0,11 \$

Pour le quatrième trimestre de 2024, le résultat net a été de 1,0 M\$, ou 0,01 \$ par action, comparativement à 2,3 M\$, ou 0,03 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2023. Le résultat net ajusté a été de 2,8 M\$, ou 0,03 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2024, par rapport à 3,0 M\$, ou 0,03 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2023.

Pour l'exercice 2024, le résultat net a été de 14,7 M\$, ou 0,17 \$ par action, comparativement à 15,4 M\$, ou 0,17 \$ par action, pour l'exercice 2023. Pour l'exercice 2024, le résultat net ajusté a été de 18,4 M\$, ou 0,21 \$ par action, comparativement à 9,4 M\$, ou 0,11 \$ par action, pour l'exercice 2023.

Outre le recouvrement d'impôt, les éléments de rapprochement pour établir le résultat net ajusté pour le quatrième trimestre de 2024 ont été la charge de rémunération à base d'actions, la perte à la réévaluation d'un instrument financier, la reprise de dépréciation des actifs non courants et les coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration. Pour l'exercice 2024, les éléments de rapprochement ont été la charge de rémunération à base d'actions, le profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, la perte à la réévaluation d'un instrument financier, la dépréciation des actifs non courants et les coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration. Se reporter à la rubrique « Charges » pour de plus amples renseignements.

Carnet de commandes et nouvelles commandes

(en milliers de dollars américains)	CARNET DE COMMANDES			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T4 2024	T3 2024	T4 2023	T4 2024	T3 2024	T4 2023
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Semiconducteurs spécialisés	216 911	218 200	174 957	50 577	55 748	52 909
Matériaux de haute performance	35 920	31 493	33 346	23 415	27 726	24 543
Total	252 831	249 693	208 303	73 992	83 474	77 452

(nombre de jours de produits annualisés)*	CARNET DE COMMANDES			NOUVELLES COMMANDES		
	T4 2024	T3 2024	T4 2023	T4 2024	T3 2024	T4 2023
Semiconducteurs spécialisés	365	365	350	89	96	106
Matériaux de haute performance	173	111	157	113	98	115
Moyenne pondérée	326	289	292	95	97	109

* Le carnet de commandes et les nouvelles commandes sont également présentés en nombre de jours pour éliminer l'incidence des prix des produits de base.

¹ Mesures non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Quatrième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2024

Au 31 décembre 2024, le carnet de commandes représentait 326 jours de produits annualisés, en hausse de 37 jours par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2024.

Le carnet de commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés représentait 365 jours de produits annualisés, un niveau qui s'apparente à celui au 30 septembre 2024, en raison de la conclusion de contrats à long terme. Bien que, selon la définition de la Société, le nombre de jours estimé en fonction des produits annualisés ne puisse pas dépasser 365 jours, il est important de noter que, dans les faits, le carnet de commandes pour le secteur Semiconducteurs spécialisés se prolonge au-delà des douze prochains mois.

Le carnet de commandes du secteur Matériaux de haute performance représentait 173 jours de produits annualisés, ce qui correspond à une hausse de 62 jours, ou 56 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2024, surtout en raison du moment où a eu lieu la conclusion ou le renouvellement des contrats, soit généralement aux quatrième et premier trimestres pour ce secteur, déduction faite des commandes exécutées au cours du trimestre sur des contrats à long terme.

Les nouvelles commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés ont représenté 89 jours pour le quatrième trimestre de 2024, en baisse de 7 jours par rapport à 96 jours pour le troisième trimestre de 2024. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux de haute performance ont représenté 113 jours pour le quatrième trimestre de 2024, en hausse de 15 jours par rapport à 98 jours pour le troisième trimestre de 2024. Les nouvelles commandes sont calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Par conséquent, les facteurs expliquant l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes s'appliquent également à l'augmentation ou à la diminution des nouvelles commandes.

Quatrième trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023

En nombre de jours, le carnet de commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés représentait 365 jours au 31 décembre 2024, soit une hausse de 15 jours par rapport au 31 décembre 2023. Au 31 décembre 2024, le carnet de commandes du secteur Matériaux de haute performance représentait 173 jours, en hausse de 16 jours par rapport à 157 jours au 31 décembre 2023.

Les nouvelles commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés ont diminué de 17 jours et celles du secteur Matériaux de haute performance, de 2 jours, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Charges

(en milliers de dollars américains)	T4 2024	T4 2023	E 2024	E 2023
	\$	\$	\$	\$
Amortissement	4 373	4 057	16 791	16 110
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	9 857	8 699	34 026	29 410
Charge de rémunération à base d'actions	309	414	906	1 432
(Profit) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	(2 089)	1 051
Perte à la réévaluation d'un instrument financier	1 000	-	1 000	-
(Reprise de dépréciation) dépréciation des actifs non courants	(120)	64	2 706	672
Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration	769	458	1 790	(8 314)
Charges financières	2 732	2 490	8 620	8 698
Charge (recouvrement) d'impôt	2 415	(734)	8 936	3 275
Total des charges	21 335	15 448	72 686	52 334

Amortissement

La dotation aux amortissements s'est établie à 4,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024 et à 16,8 M\$ pour l'exercice 2024, par rapport à respectivement 4,1 M\$ et 16,1 M\$ pour les périodes correspondantes de 2023.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont établis à 9,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024 et à 34,0 M\$ pour l'exercice 2024, par rapport à respectivement 8,7 M\$ et 29,4 M\$ pour les périodes correspondantes de 2023. Pour le quatrième trimestre de 2024, l'augmentation s'explique principalement par la hausse des provisions liées à la rémunération annuelle variable à l'échelle des secteurs d'activité, alors que pour l'exercice 2024, elle découle aussi d'un besoin ponctuel de services de soutien externes, de l'inflation ainsi que d'une charge de 0,9 M\$ comptabilisée à l'égard de créances clients que l'on ne s'attend raisonnablement pas à recouvrer.

Charge de rémunération à base d'actions

Pour le quatrième trimestre de 2024, la charge de rémunération à base d'actions s'est établie à 0,3 M\$, par rapport à 0,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023. Pour l'exercice 2024, la charge de rémunération à base d'actions s'est établie à 0,9 M\$, par rapport à 1,4 M\$ pour l'exercice 2023.

(Profit) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles

Au cours du troisième trimestre de 2024, la Société a comptabilisé un profit de 2,1 M\$ découlant de la vente de matériel de production inutilisé du secteur Matériaux de haute performance, à la suite de sa décision de passer à du matériel de plus grande capacité.

Au cours du deuxième trimestre de 2023, la Société a comptabilisé une perte de 1,1 M\$ sur la sortie de matériel de production pour le secteur Semiconducteurs spécialisés découlant d'une modification apportée par la Société aux exigences et aux fonctionnalités techniques. La Société s'est départie de ce matériel de production dans le cadre d'une transaction non monétaire avec un fournisseur en échange d'un crédit qui pourra être utilisé lors d'achats futurs de matériel de production.

Perte à la réévaluation d'un instrument financier

En décembre 2024, la Société a comptabilisé une perte de réévaluation de 1,0 M\$ à l'égard de ses actifs financiers à la suite de la révision des estimations de la juste valeur de l'instrument de capitaux propres qu'elle détient dans Microbion Corporation (Microbion), afin de tenir compte des difficultés croissantes des sociétés de recherche pharmaceutique à mobiliser des capitaux.

Dépréciation des actifs non courants

Au cours du troisième trimestre de 2024, la Société a comptabilisé un montant de 1,7 M\$ au titre de la dépréciation des actifs non courants visant les immobilisations incorporelles du secteur Matériaux de haute performance, afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable de la technologie et des frais de développement à la suite de la vente par la Société de matériel de production inutilisé.

Au cours du troisième trimestre de 2024, la Société a comptabilisé un montant de 0,6 M\$ au titre de la dépréciation des actifs non courants visant les immobilisations corporelles du secteur Matériaux de haute performance, afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable du matériel de production à la suite de la décision de la Société de prioriser des activités de production spécifiques pour soutenir ses activités de base. Au cours du quatrième trimestre de 2024, la dépréciation a fait l'objet d'une reprise pour un montant de 0,1 M\$ après la révision des estimations d'entrées de trésorerie liées à la sortie des immobilisations, ce qui porte la dépréciation à 0,5 M\$ pour l'exercice 2024.

Au cours des deuxième et troisième trimestres de 2024, la Société a comptabilisé un montant de respectivement 0,3 M\$ et 0,3 M\$ au titre de la dépréciation des actifs non courants visant les immobilisations corporelles du secteur Semiconducteurs spécialisés, afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable du matériel de production à la suite de la décision de la Société d'abandonner la construction d'un actif.

Au cours du deuxième trimestre de 2023, la Société a comptabilisé un montant de 0,6 M\$ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants visant les immobilisations corporelles du secteur Matériaux de haute performance, afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable du matériel de production à la suite de la décision de la Société de passer à du matériel de production de plus grande capacité.

Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration

Au quatrième trimestre de 2024, la Société a comptabilisé des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration qui comprennent un montant de 0,4 M\$ relatif à la fermeture d'installations en Asie, un montant de 0,2 M\$ en lien avec des changements à l'équipe de direction et un montant de 0,2 M\$ au titre d'une charge liée à l'externalisation du service de comptabilité et de contrôle d'une filiale.

Au troisième trimestre de 2024, la Société a comptabilisé des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration qui comprennent un montant de 0,4 M\$ au titre d'une provision en lien avec un acompte qui devra probablement être remboursé à un client, un montant de 0,4 M\$ relatif à la fermeture de sites en Asie et un montant de 0,2 M\$ en lien avec des changements à l'équipe de direction.

Pour le quatrième trimestre de 2023, la Société a comptabilisé des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration de 0,5 M\$ composés d'indemnités de départ et d'autres coûts connexes ainsi que d'une charge de 0,2 M\$ en lien avec une créance autre qu'une créance client devenue non recouvrable au cours du trimestre. Outre les coûts mentionnés ci-dessus, pour l'exercice 2023, la Société avait également comptabilisé des produits associés aux litiges et aux activités de restructuration de 8,8 M\$, ce qui correspond au montant reçu de l'ancien actionnaire d'AZUR conformément aux clauses de la convention d'achat d'actions, déduction faite des charges connexes.

Charges financières

Les charges financières se sont établies à 2,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024, par rapport à 2,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023. Les charges financières se sont établies à 8,6 M\$ pour l'exercice 2024, comparativement à 8,7 M\$ pour l'exercice 2023.

Impôt sur le résultat

La Société a affiché un résultat avant impôt de 3,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024 et de 23,6 M\$ pour l'exercice 2024. La charge d'impôt s'est établie à 2,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024 et à 8,9 M\$ pour l'exercice 2024, par rapport à un recouvrement d'impôt de 0,7 M\$ et une charge d'impôt de 3,3 M\$ pour les périodes correspondantes de 2023. Les actifs d'impôt différé applicables dans certains pays seulement ont eu une incidence sur les montants de charge ou recouvrement des deux exercices.

Situation financière et sources de financement

(en milliers de dollars américains)	T4 2024	T4 2023	E 2024	E 2023
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie d'exploitation avant ce qui suit :	6 958	5 883	35 480	32 051
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	(10 011)	7 614	(42 366)	(13 077)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(3 053)	13 497	(6 886)	18 974
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 459)	(8 097)	(17 980)	(12 362)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	3 233	(694)	12 388	(14 725)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie	(144)	125	(86)	128
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie	(2 423)	4 831	(12 564)	(7 985)

Pour le quatrième trimestre de 2024 et l'exercice 2024, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation ont totalisé respectivement 3,1 M\$ et 6,9 M\$, par rapport à des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de respectivement 13,5 M\$ et 19,0 M\$ pour les périodes correspondantes de 2023. L'écart négatif de 25,9 M\$ pour l'exercice 2024 s'explique par des besoins supplémentaires en fonds de roulement hors trésorerie de 29,3 M\$, en partie contrebalancés par une augmentation de 3,4 M\$ des flux de trésorerie d'exploitation.

Pour le quatrième trimestre de 2024, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 2,5 M\$, comparativement à 8,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2023. Pour l'exercice 2024, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 18,0 M\$, comparativement à 12,4 M\$ pour l'exercice 2023. L'augmentation de 5,6 M\$ s'explique principalement par le produit tiré du règlement de la convention de dépôt indexé qui a été convertie au cours du premier trimestre de 2023, donnant lieu à l'encaissement d'un montant de 6,5 M\$ en trésorerie au cours de l'exercice précédent, tandis que les ajouts d'immobilisations corporelles de la Société se sont accrus de 3,4 M\$, contrebalancés par une hausse de 3,8 M\$ du produit de la sortie d'immobilisations corporelles.

Pour le quatrième trimestre de 2024 et l'exercice 2024, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont totalisé respectivement 3,2 M\$ et 12,4 M\$, par rapport à des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de respectivement 0,7 M\$ et 14,7 M\$ pour les périodes correspondantes de 2023. La variation de 27,1 M\$ s'explique par le montant net emprunté sur la facilité de crédit après le remboursement d'une partie du prêt subordonné à terme, ainsi que par l'obtention d'un montant total de 2,9 M\$ au premier trimestre de 2024 en lien avec deux prêts à terme ne portant pas intérêt. Se reporter à la rubrique « Dette nette » pour de plus amples renseignements.

Fonds de roulement

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
	\$	\$
Stocks	137 823	105 850
Autres actifs courants	79 572	76 113
Passif courant	(60 481)	(81 807)
Fonds de roulement	156 914	100 156
Ratio du fonds de roulement¹	3,59	2,22

Le fonds de roulement a augmenté de 56,8 M\$ par rapport au 31 décembre 2023, en raison de la baisse de 21,3 M\$ du passif courant, de l'augmentation de 32,0 M\$ des stocks au quatrième trimestre de 2024 pour répondre à la demande et de l'augmentation de 3,5 M\$ des autres actifs courants du fait de la hausse des produits. Le prêt subordonné à terme de 25,0 M\$ était présenté dans le passif courant au 31 décembre 2023, mais dans le passif non courant depuis sa modification au premier trimestre de 2024. Se reporter à la rubrique « Dette nette » pour de plus amples renseignements.

¹ Mesures non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Dettes nettes

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
	\$	\$
Dettes bancaires	-	-
Dettes à long terme, y compris la partie courante	122 203	108 500
Total de la dette¹	122 203	108 500
Trésorerie	(22 142)	(34 706)
Dettes nettes	100 061	73 794

Le total de la dette au 31 décembre 2024 s'établissait à 122,2 M\$, par rapport à 108,5 M\$ au 31 décembre 2023.

La dette nette, compte tenu de la trésorerie, a augmenté de 26,3 M\$ pour s'établir à 100,1 M\$ au 31 décembre 2024, par rapport à 73,8 M\$ au 31 décembre 2023.

Sources de financement à court terme disponibles

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
	\$	\$
Trésorerie	22 142	34 706
Facilité de crédit renouvelable disponible	18 500	40 500
Sources de financement à court terme disponibles	40 642	75 206

Facilité renouvelable garantie de premier rang

En juin 2022, la Société a conclu une facilité de crédit multidevise renouvelable garantie de premier rang de 124,0 M\$ échéant en avril 2026 pour remplacer sa facilité renouvelable garantie de premier rang de 124,0 M\$ échéant en avril 2023. En tout temps, la Société peut demander que la facilité de crédit soit augmentée en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 30,0 M\$ sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs. Des emprunts en dollars américains, en dollars canadiens ou en dollars de Hong Kong (à hauteur de 4,0 M\$) peuvent être effectués aux termes de cette facilité de crédit renouvelable. Les emprunts portent intérêt au taux préférentiel du Canada, au taux de base des États-Unis, au taux de base de Hong Kong ou au taux SOFR majoré d'une marge fondée sur le ratio dette nette de premier rang/BAIIA consolidé de la Société. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2024, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

Prêt subordonné à terme consenti par Investissement Québec

En mars 2024, la Société a conclu une convention de prêt subordonné à terme de 15,0 M\$ avec Investissement Québec pour remplacer le précédent prêt subordonné à terme de 25,0 M\$ échu en mars 2024. Le nouveau prêt à terme porte intérêt à un taux équivalent au taux des obligations du Trésor américain à quatre ans majoré d'une marge de 5,38 %, soit 9,71 %. En vertu des modalités du prêt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2024, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

Prêts ne portant pas intérêt

Au cours du premier trimestre de 2024, la Société a également reçu un montant de trésorerie provenant de deux prêts à terme ne portant pas intérêt octroyés par Investissement Québec et Développement économique Canada pour les régions du Québec :

1. La Société a reçu un montant de 2,7 M\$ CA d'Investissement Québec en vertu d'une convention de prêt à terme ne portant pas intérêt dont il est possible de prélever un montant maximum de 2,9 M\$ CA selon l'admissibilité des dépenses en immobilisations engagées en lien avec les investissements de la Société dans son installation de fabrication située à Montréal. Sous réserve du respect de certains critères, la Société s'attend à ce que le prêt fasse l'objet d'une exonération de remboursement de 0,5 M\$ CA. Le prêt est assorti d'un moratoire de deux ans sur le remboursement et est, par la suite, remboursable par versements mensuels sur une période de quatre ans.

¹ Mesures non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qui, par conséquent, pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

RAPPORT DE GESTION

2. La Société a reçu un montant de 1,2 M\$ CA de Développement économique Canada pour les régions du Québec en vertu d'une convention de prêt à terme ne portant pas intérêt dont il est possible de prélever un montant maximum de 3,0 M\$ CA selon l'admissibilité des dépenses en immobilisations engagées. Au plus tard au 31 décembre 2025, un autre moratoire de deux ans sur le remboursement commencera. Par la suite, le prêt est remboursable par versements mensuels sur une période de cinq ans.

Informations relatives aux actions

	Au 25 février 2025	Au 31 décembre 2024
Actions émises et en circulation	89 042 801	89 042 801
Options sur actions pouvant être émises	1 166 705	1 166 705

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement

Le 4 novembre 2015, la Société a adopté un nouveau régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement (le « régime ») pour remplacer le régime d'unités d'actions restreintes précédent. Le régime permet à la Société d'attribuer aux participants admissibles : i) des unités d'actions restreintes fictives qui s'acquièrent au plus tard trois ans après la date d'attribution; et ii) des unités d'actions liées au rendement fictives qui s'acquièrent au terme de certaines périodes, d'au plus trois ans, et en fonction de l'atteinte de certains critères de rendement déterminés par le conseil d'administration. Ce type de régime prévoit le règlement des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées au rendement en trésorerie ou en actions ordinaires émises à même le capital autorisé de la Société, d'un montant équivalent au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la TSX au cours des cinq jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement.

Pour l'exercice 2024, dans le cadre du régime, la Société a attribué 121 870 unités d'actions restreintes (155 873 pour 2023), elle en a réglé 75 542 (111 458 pour 2023), et 4 500 unités d'actions restreintes ont été annulées par déchéance (3 000 pour 2023). Au 31 décembre 2024, 361 724 unités d'actions restreintes étaient en cours (319 896 pour 2023) dans le cadre du régime.

Pour l'exercice 2024, la Société n'a attribué aucune unité d'action liée au rendement (aucune pour 2023), elle n'en a réglé aucune (aucune pour 2023) et n'en a annulé aucune (aucune pour 2023). Au 31 décembre 2024, aucune unité d'action liée au rendement n'était en cours (aucune pour 2023).

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser 5 000 000. Les options attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation le 31 décembre 2024 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date d'attribution. À moins que le conseil d'administration juge approprié d'en décider autrement, les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société (collectivement les « titulaires d'options »), et un an après le décès, le départ à la retraite ou le début de l'invalidité permanente du titulaire d'options, selon le cas, ou avant l'expiration de l'option, selon le premier de ces événements à survenir.

Le tableau suivant présente de l'information concernant toutes les options sur actions en circulation :

	2024		2023	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA
En circulation au début de l'exercice	1 365 162	1,90	1 598 938	1,91
Attribuées	139 620	4,47	140 712	2,74
Exercées	(338 077)	2,63	(374 488)	2,28
En circulation à la fin de l'exercice	1 166 705	1,99	1 365 162	1,90
Exercçables à la fin de l'exercice	523 013	1,64	458 454	2,10

Arrangements hors bilan

La Société a parfois recours à des arrangements hors bilan, puisque la plupart des contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière consolidé depuis l'adoption de la norme IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019. Tout arrangement hors bilan porte sur des obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères ainsi qu'aux fluctuations des taux d'intérêt de sa facilité de crédit et peut conclure à l'occasion des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt ou de devises afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 18 et 26 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie contractuels des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2024 :

(en milliers de dollars américains)	Valeur comptable	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes fournisseurs et charges à payer	42 116	42 116	-	-	-	-	42 116
Dettes à long terme	122 203	7 952	109 462	1 865	15 942	1 153	136 374
Obligations locatives	29 402	2 910	2 812	2 734	2 779	24 901	36 136
Total	193 721	52 978	112 274	4 599	18 721	26 054	214 626

Les flux de trésorerie contractuels faisant l'objet de taux d'intérêt variables ou libellés en monnaie étrangère sont déterminés en fonction du cours au comptant en vigueur le 31 décembre 2024.

Engagements

Dans le cours normal des activités, la Société avait conclu des lettres de crédit d'un montant de 0,2 M\$ au 31 décembre 2024 et de 0,6 M\$ au 31 décembre 2023.

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs éventuels ou à des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N+ a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI), pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) à l'aide des critères du référentiel intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« référentiel COSO 2013 ») pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux normes IFRS de comptabilité.

En raison de leurs limites intrinsèques, les CPCI et le CIIF ne fournissent qu'une assurance raisonnable et il se peut qu'ils n'empêchent pas, ou ne détectent pas, toutes les anomalies ou toutes les erreurs.

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le CIIF n'a subi, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le CIIF.

Adoption de nouvelles normes comptables et changements futurs de méthodes comptables

Adoption de nouvelles normes comptables

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a évalué les nouvelles Normes IFRS de comptabilité publiées et entrées en vigueur et a déterminé qu'elles n'avaient pas d'incidence importante sur ses états financiers.

Changements futurs de méthodes comptables

La norme suivante a été publiée, mais n'est pas encore en vigueur :

IFRS 18 – États financiers : Présentation et informations à fournir

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18, qui remplace IAS 1, *Présentation des états financiers*. La nouvelle norme renferme une structure prescrite pour la présentation de l'état du résultat net, des obligations d'information se rapportant aux mesures de la performance définies par la direction et des indications sur le regroupement des informations financières. Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027. La Société évalue actuellement l'incidence des modifications sur ses états financiers consolidés.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, ce qui fait largement appel au jugement.

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La direction doit exercer une grande part de jugement pour déterminer la valeur recouvrable, puisqu'elle doit estimer les flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT et déterminer un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Pour évaluer les flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats d'exploitation futurs à partir des prévisions et des estimations de prix obtenues de diverses sources de marché. Ces hypothèses clés ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels seront différents et pourraient donner lieu à des ajustements des actifs de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au titre du risque de marché et de facteurs de risque propres aux actifs.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont sensibles aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des prix futurs prévus ainsi que des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers consolidés. La valeur nette de réalisation des stocks pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreux pays. Pour établir sa charge d'impôt dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et du bien-fondé des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs d'impôt différé dans le futur. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable. Se reporter à la note 17 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des administrateurs et des membres de la direction. Les transactions avec ces parties liées sont décrites à la note 25 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 de la Société.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 18, « Juste valeur des instruments financiers », des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

La juste valeur des instruments financiers était comme suit :

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
	\$	\$
Swap sur rendement total	6 978	591
Placement en instruments de capitaux propres	3 000	3 000
Placement affecté	507	603

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des stratégies de gestion du risque connexes, se reporter à la note 26 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt en veillant à ce qu'une tranche raisonnable de sa dette à long terme soit constituée de créances subordonnées à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable. Une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait une incidence d'environ 1,1 M\$ sur le résultat avant impôt de la Société sur une période de douze mois en fonction des soldes impayés au 31 décembre 2024.

Monnaies étrangères

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison de certains engagements de vente, d'acquisitions prévues, de certaines charges d'exploitation et de dettes locales libellés en monnaie étrangère. En outre, ces activités sont exposées au risque de change surtout du fait de la trésorerie et d'autres comptes du fonds de roulement libellés dans d'autres monnaies que leurs monnaies fonctionnelles.

De plus, à l'occasion, la Société peut conclure des contrats de change à terme pour vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens et d'euros. Ces contrats visent à couvrir une partie du risque de change continu auquel sont exposés les flux de trésorerie de la Société puisqu'une grande partie de ses charges libellées en monnaies autres que le dollar américain est engagée en dollars canadiens et en euros. La Société peut également conclure des contrats de change en vue de vendre des euros en échange de dollars américains. Au 31 décembre 2024, la Société n'avait aucun contrat de change en cours.

Le tableau qui suit résume en équivalents de dollars américains au 31 décembre 2024 les principales expositions de la Société au risque de change liées à ses activités dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain :

(en milliers de dollars américains)	\$ CA	Euro	Livre sterling	HKD	MYR	Autre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie	1 204	2 641	126	56	43	8
Créances	1 074	7 162	-	-	1	-
Actifs financiers dérivés	6 978	-	-	-	-	-
Autres actifs courants	-	1 937	-	-	-	-
Autres actifs non courants	-	507	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et charges à payer	(16 058)	(8 571)	(386)	(227)	(369)	(746)
Dettes à long terme	(1 703)	-	-	-	-	-
Obligations locatives	(7 836)	(386)	-	(166)	-	-
Actifs (passifs) financiers nets	(16 341)	3 290	(260)	(337)	(325)	(738)

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de cinq points de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2024 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

(en milliers de dollars américains)	\$ CA	Euro	Livre sterling	HKD	MYR	Autre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Raffermissement de 5 %	(816)	165	(13)	(17)	(16)	(37)
Affaiblissement de 5 %	816	(165)	13	17	16	37

Pour les filiales de la Société dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain, l'exposition des actifs financiers et des passifs financiers libellés en dollars américains est de respectivement 8,6 M\$ et 0,9 M\$, pour une position nette de 7,8 M\$. Un raffermissement ou un affaiblissement de cinq points de pourcentage du taux de change entre les monnaies fonctionnelles de ces filiales et le dollar américain entraînerait une diminution ou une augmentation de 0,4 M\$ du résultat avant impôt sur le résultat.

Crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière pour la Société. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion du risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée selon IFRS 9, qui consiste à évaluer la correction de valeur pour pertes de crédit attendues en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Le taux de pertes attendues de la Société est estimé à la lumière des pertes de crédit subies au cours des trois exercices précédant la fin de la période. Les taux de pertes historiques sont alors ajustés en fonction des informations actuelles et prospectives sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société. Dans le passé, la Société n'a pas subi de pertes importantes relativement à ses créances clients. Par conséquent, la correction de valeur pour pertes à la fin de chaque période et la variation comptabilisée pour chaque période sont négligeables.

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la Société avait comptabilisé une correction de valeur pour pertes de respectivement néant et néant. La correction de valeur pour pertes est incluse dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration à l'état du résultat net consolidé, et est présentée nette des montants repris au titre de corrections de valeur de périodes antérieures.

Liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives. Afin de se conformer à ces clauses restrictives, la Société devra respecter ses estimations du BAIIA et des flux de trésorerie. La direction est d'avis que les hypothèses utilisées par la Société pour la préparation de ses estimations sont raisonnables. Le risque, toutefois, demeure. L'atteinte des résultats attendus dépend de la stabilité du prix des métaux et des autres matières premières, de la réduction de la dette grâce à l'optimisation du fonds de roulement de la Société et de la viabilité et du soutien continu des banques de la Société.

Risques et incertitudes

Dans le cours normal des activités, la Société est assujettie à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et à atteindre ses objectifs de croissance à long terme. La direction analyse ces risques et met en place des stratégies afin d'en réduire l'incidence sur la performance de la Société. Deux fois par année, le comité d'audit, le service d'audit interne du siège social et les équipes de direction des sites ont le mandat de passer en revue tous les risques d'entreprise. Les risques et les mesures d'atténuation des risques sont présentés au comité d'audit et au conseil d'administration périodiquement. La concrétisation de tous les risques décrits ci-après pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Les risques et les incertitudes qui ne sont actuellement pas connus de la Société ou que la Société ne considère actuellement pas comme significatifs pourraient devenir significatifs dans le futur, nuire à ses activités commerciales ou entraîner un recul du cours de son action.

Conjoncture économique mondiale

La Société exerce ses activités dans un contexte économique volatil. Un niveau de volatilité plus élevé associé à la conjoncture économique mondiale actuelle et à la contraction des marchés du crédit pourrait avoir une incidence sur la capacité de la Société à accéder à des sources de financement public et à obtenir du financement par emprunts ou par capitaux propres selon des modalités favorables, ainsi que sur l'évaluation des titres de la Société. Des fluctuations considérables ou une augmentation importante des taux de chômage, des taux d'intérêt ou des taux d'inflation pourraient donc avoir une incidence sur les activités d'exploitation, la situation financière et la rentabilité de la Société. De plus, la Société est exposée au risque de marché découlant de la situation inflationniste mondiale actuelle, divers facteurs environnementaux, sociaux, politiques, économiques et sanitaires ayant eu des répercussions importantes sur l'économie mondiale. Pour réduire l'inflation, plusieurs banques centrales ont resserré leur politique monétaire, ce qui a pesé sur les taux d'intérêt, les taux de change et le développement économique. Les risques de ralentissement économique, une récession, l'augmentation des taux d'intérêt, l'inflation, les tarifs douaniers, les sanctions, les restrictions commerciales, l'instabilité politique ainsi que la guerre et le terrorisme dans un ou plusieurs pays où la Société exerce ses activités pourraient avoir des effets négatifs sur le résultat net, la situation financière ou les flux de trésorerie de la Société.

Activités internationales

La Société exerce ses activités dans plusieurs pays, y compris la Chine et le Laos et, par conséquent, elle court des risques liés à l'exercice de ses activités à l'échelle internationale. La Société pourrait subir les contrecoups importants de ces risques, qui comprennent, sans s'y restreindre, l'intégration des activités internationales, les défis liés à l'assujettissement à plusieurs ordres juridiques et fiscaux, les changements de politique qui viendraient modifier des règlements touchant ses activités, l'éventualité d'un climat volatil sur le plan de l'économie et des relations de travail, l'instabilité politique, les taux de change, l'expropriation et les modifications relatives aux taxes et impôts et aux autres frais imposés par les autorités de réglementation. Bien que la Société exerce ses activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, rien ne garantit qu'elle ne subisse pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux activités qu'elle exerce sur le plan international. Avec le récent changement d'administration aux États-Unis, les perspectives économiques mondiales sont incertaines incluant ce qui a trait à la mise

en place d'éventuelles mesures commerciales protectionnistes qui pourraient inciter les pays touchés à exercer des représailles. Ces mesures et les tensions géopolitiques qu'elles entraîneraient pourraient avoir une incidence négative considérable sur nos activités, nos clients et nos fournisseurs.

Parmi les conditions ou événements qui pourraient perturber sa chaîne d'approvisionnement, interrompre la production dans ses installations ou celles de ses fournisseurs ou de ses clients, augmenter le coût des ventes et des autres charges d'exploitation, entraîner d'importantes pertes d'actifs ou nécessiter d'autres dépenses en immobilisations, mentionnons les suivants :

- les incendies, les pandémies (y compris les maladies infectieuses à l'échelle régionale et mondiale), les conditions climatiques exceptionnelles ou les catastrophes naturelles telles que les ouragans, les tornades, les inondations, les tsunamis, les typhons et les séismes;
- l'instabilité politique, l'agitation sociale, les conflits de travail, les guerres ou le terrorisme;
- la perturbation des activités portuaires, des services d'expédition et des services transitaires;
- les interruptions de services et d'infrastructures de base, y compris les pannes de courant et les pénuries d'eau;
- les changements dans la conjoncture économique d'une région ou d'un pays en particulier, tels qu'une récession;
- les nouvelles exigences d'homologation;
- les fluctuations importantes des taux de change;
- l'invasion de l'Ukraine par la Russie;
- le conflit qui sévit actuellement en Israël et dans la bande de Gaza;
- les nouvelles barrières commerciales, y compris les restrictions liées à l'importation et à l'exportation;
- l'imposition de tarifs sur ses produits ou intrants; et
- les modifications apportées aux exigences légales, politiques, sociales, culturelles, fiscales ou toute autre exigence réglementaire.

Les programmes d'assurance de la Société ne couvrent pas toutes les pertes possibles ayant trait à ses activités, notamment les dommages potentiels aux actifs, les pertes de profits et la responsabilité susceptible de découler des conditions ou des événements susmentionnés. De plus, son assurance pourrait ne pas couvrir entièrement les conséquences résultant d'une perte en raison des limites de couverture, des sous-limites de couverture ou des exclusions. Toute situation non couverte entièrement par son assurance pourrait nuire à ses activités.

Risques liés à la Chine

Le système juridique de la Chine continentale est un régime de droit civil reposant sur des statuts écrits. Contrairement au système de *common law*, il s'agit d'un système où les décisions rendues dans des causes de droit n'ont pratiquement pas de valeur de précédent. Le système juridique de la Chine continentale évoluant rapidement, l'interprétation de bien des lois, règlements et règles peut comporter des incohérences, et leur interprétation ainsi que leur application comportent une part d'incertitude. Ces incertitudes pourraient limiter la protection juridique dont jouit la Société. De plus, la Société ne peut prédire l'incidence des faits nouveaux touchant le système juridique de la Chine continentale, notamment l'adoption de nouvelles lois, les changements aux lois existantes ou leur interprétation et leur application, ou les droits de préemption des règlements locaux par les lois nationales. Une telle incertitude à l'égard des droits contractuels, des droits de propriété (incluant la propriété intellectuelle) et des droits procéduraux pourrait avoir une incidence négative sur les activités de la Société et compromettre sa capacité à poursuivre ses activités. En outre, des litiges en Chine continentale pourraient s'éterniser, ce qui occasionnerait des frais importants et détournerait les ressources de la Société et l'attention de la direction.

Le gouvernement de la Chine continentale exerce un contrôle important sur la croissance économique du territoire par son emprise sur l'attribution stratégique des ressources, l'imposition de restrictions liées à l'importation et à l'exportation, le remboursement des obligations libellées en devises, la fixation de la politique monétaire et l'attribution d'un traitement préférentiel à certaines industries ou à certaines sociétés. La croissance de l'économie chinoise peut ne pas se poursuivre et tout ralentissement peut avoir un effet défavorable sur les activités de la Société. Tout changement négatif dans la conjoncture économique de la Chine continentale, dans les politiques de son gouvernement ou dans ses lois et règlements pourrait nuire de façon importante à la croissance économique globale du territoire. De tels faits nouveaux pourraient avoir une incidence néfaste sur les activités de la Société, entraîner une baisse de la demande pour ses produits, nuire à l'approvisionnement en matériaux et en produits en provenance de Chine et porter atteinte à sa position concurrentielle.

Réglementation environnementale

Les activités de la Société supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et de règlements locaux, provinciaux, nationaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent ceux régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et des déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés, et la santé et sécurité au travail. Le non-respect de ces lois, règlements et permis applicables peut avoir de sérieuses conséquences, y compris nuire à sa réputation; mettre un frein à ses activités d'exploitation à l'une de ses installations; l'exposer à des amendes substantielles, à des pénalités et à des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, à des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, à des frais de nettoyage, à des dépenses en immobilisations ou à d'autres frais; augmenter les coûts de développement ou de production ainsi que le nombre de litiges ou d'instances réglementaires contre elle et nuire grandement à ses activités, à ses résultats d'exploitation ou à sa situation financière. La législation environnementale évolue d'une manière telle qu'elle nécessitera des normes et une application plus strictes, ainsi qu'une responsabilisation accrue pour la Société et ses administrateurs, dirigeants et employés. Des modifications à venir aux lois et aux règlements applicables en matière d'environnement, de santé et de sécurité pourraient entraîner une hausse considérable des frais et des contraintes liés au respect ou au maintien de la conformité ou autrement avoir une incidence défavorable sur ses activités, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière.

La Société a engagé et continuera d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter les lois et règlements en matière d'environnement. En ce qui a trait au rejet des eaux usées et aux émissions atmosphériques, des dépassements des limites permises selon les lois et règlements applicables ont été relevés par le passé dans certaines installations de la Société. Pour ces installations, la Société travaille en étroite collaboration avec les autorités gouvernementales et met en œuvre diverses mesures, comme la mise à niveau des équipements, en vue de respecter les limites. La direction est d'avis que la gestion des difficultés sur le plan de la conformité à la réglementation environnementale n'aura pas d'incidence significative sur les résultats ou le positionnement concurrentiel de la Société pour l'exercice 2025. De nouvelles circonstances, comme la mise en place de politiques de mise en application plus coercitives, l'adoption de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus stricts ou la découverte de nouvelles conditions environnementales, pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence négative significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Gestion de crises et des risques liés aux changements climatiques

Des événements inattendus, y compris des crises géopolitiques, des pandémies, des épidémies, des catastrophes naturelles, telles que des catastrophes de plus en plus fréquentes provoquées par des phénomènes météorologiques extrêmes liés aux changements climatiques, pourraient avoir des effets négatifs sur la capacité de la Société ou de ses fournisseurs à poursuivre leurs activités.

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

La Société pourrait faire l'objet d'attentes grandissantes de la part de ses parties prenantes en ce qui concerne les facteurs ESG, y compris de la part des investisseurs, qui accordent de plus en plus d'importance à ces facteurs lorsqu'ils évaluent leurs possibilités d'investissement. Les investissements futurs dans la Société ainsi que les partenariats futurs ou les relations commerciales futures avec la Société pourraient dépendre de diverses normes ESG, et le non-respect de ces normes en évolution pourrait avoir une incidence sur la réputation de la Société et sa capacité à obtenir du capital.

Santé et sécurité

La Société dispose de systèmes, de processus et de politiques en matière de santé, de sécurité et de bien-être qui visent à réduire les risques pour les employés, les sous-traitants et tout autre intervenant. Toutefois, sur les lieux de travail, les employés et les autres intervenants pourraient se retrouver à proximité de machinerie lourde ou de véhicules en mouvement, participer à des processus dangereux ou manipuler des matériaux très réglementés dans des endroits problématiques ou éloignés, ce qui pourrait accroître les risques pour leur santé et leur sécurité. L'incapacité de la Société ou des autres intervenants de mettre en place ou de suivre des procédures de sécurité appropriées pourrait entraîner des blessures, des maladies ou des pertes humaines ou causer des dommages à l'environnement ou aux biens de la Société ou des autres intervenants, ou entraîner des amendes réglementaires ou des poursuites civiles.

Prolongation du conflit armé en Ukraine

La guerre en Ukraine a profondément perturbé l'économie mondiale, et l'issue du conflit demeure incertaine à l'heure actuelle. Même si AZUR a déjà réalisé des ventes en Russie par le passé, le montant de ces ventes n'est pas significatif par rapport aux ventes de la Société dans leur ensemble. La prolongation du conflit armé en Ukraine ou son extension à d'autres pays d'Europe pourrait nuire aux économies européenne et mondiale, qui pourraient également subir les contrecoups de l'interruption éventuelle de l'approvisionnement en pétrole et en gaz naturel provenant de la Russie, qui est un grand exportateur de ces combustibles. Tous les facteurs précités pourraient avoir une incidence négative sur les ventes et les résultats d'exploitation de la Société.

Propagation de maladies

La propagation à l'échelle locale ou mondiale d'une maladie, d'un virus, notamment de la COVID-19, ou de toute autre maladie contagieuse, de même que les mesures prises par les gouvernements pour y faire face, pourraient avoir une incidence négative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Leurs effets sur les cycles économiques, bien que soudains, peuvent perturber temporairement les marchés où la Société exerce ses activités ainsi que la structure interne de la Société, et causer notamment des fermetures d'usines ou des pénuries de matières premières ou de main-d'œuvre, de même que les chaînes d'approvisionnement et les canaux de distribution.

Disponibilité et maintien en poste d'employés qualifiés

La Société compte sur l'expertise et le savoir-faire des membres de son personnel pour la poursuite de ses activités. Le départ de tout membre de son équipe pourrait avoir une incidence négative significative sur la Société. Sa réussite future dépend aussi de sa capacité à exécuter ses plans de relève, à attirer et à garder à son service ses employés clés et à former, garder à son service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans son équipe de direction et son équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise du secteur des métaux spéciaux et de la technologie d'affinage, sont essentiels à sa réussite et pourraient se révéler difficiles. La Société ne peut pas garantir qu'elle sera en mesure d'attirer et de garder à son service le personnel qualifié au besoin, tout particulièrement dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre qui touche plusieurs des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. L'incapacité de la Société à recruter et à garder à son service d'autres employés compétents dans l'avenir pourrait avoir une incidence négative sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Conventions collectives

Une partie du personnel de la Société est syndiqué et elle a des conventions collectives qui viennent à échéance à différentes dates. Si la Société n'est pas en mesure de renouveler ces conventions collectives à des conditions acceptables lorsque celles-ci doivent être renégociées, cela pourrait donner lieu à des arrêts ou conflits de travail, comme des grèves, des débrayages ou des lock-out, et nuire à sa performance.

Risques de litiges

La Société est susceptible de faire l'objet de poursuites au civil ou autres, qu'elles soient fondées ou non. Bien que la Société constitue des provisions en prévision de tels litiges, rien ne garantit que les provisions constituées pour l'ensemble des réclamations correspondront au montant à payer pour leur règlement. Un jugement important contre la Société ou l'imposition d'une amende ou d'une pénalité élevée pourrait avoir une incidence négative considérable sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Risques associés à notre stratégie de croissance

Le plan stratégique de la Société vise à lui permettre d'améliorer la rentabilité tout en réduisant la volatilité des résultats et en assurant une croissance continue de la qualité grâce aux initiatives de croissance en cours, au lancement de nouveaux produits et aux possibilités de fusion et d'acquisition futures. Rien ne garantit que les avantages attendus se matérialiseront ou se concrétiseront dans les délais prévus par la direction. Un certain nombre de facteurs, dont beaucoup sont indépendants de la volonté de la Société, pourraient avoir une incidence sur la réalisation de ces avantages. La poursuite de toute occasion d'affaires entraînerait des coûts pour la Société, lesquels pourraient être importants.

Concurrence

La Société est un chef de file de la production de semiconducteurs spécialisés et de métaux de haute performance et elle a peu de concurrents. Parmi ceux-ci, peu sont entièrement intégrés comme elle l'est ou offrent une gamme de produits semblable. Par conséquent, ses concurrents ne sont pas en pleine mesure d'offrir une gamme de services et de produits aussi complète que celle de 5N+. Cependant, rien ne garantit que cette situation perdurera, et la concurrence pourrait venir d'affineurs de métaux à bas prix ou de certains des clients de la Société qui décideraient de s'intégrer verticalement. Une plus forte concurrence pourrait avoir une incidence négative sur son chiffre d'affaires et ses marges d'exploitation si ses concurrents accaparent une part du marché et qu'elle n'est pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Prix des produits de base

Le prix des produits de base a une incidence sur les coûts de la Société, et le coût et la disponibilité de certains intrants varient en fonction d'un certain nombre de facteurs sur lesquels 5N+ n'a aucune prise, notamment la conjoncture politique et économique, les taux de change, l'inflation ou la déflation, l'offre et la demande de métaux à l'échelle mondiale, les fluctuations de la valeur du dollar américain et des monnaies étrangères, les opérations spéculatives, les sanctions commerciales, les tarifs, les coûts de main-d'œuvre, la concurrence, la surcapacité des producteurs et la majoration des tarifs. Toute variation de la disponibilité et des coûts des intrants pourrait avoir une incidence significative sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. Ces variations peuvent être imprévisibles et se produire sur de courtes périodes. L'incapacité de la Société à récupérer les hausses de coût pourrait nuire considérablement à ses activités, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie.

Sources d'approvisionnement

La Société pourrait être incapable de trouver des stocks essentiels de matières premières dont elle dépend pour exercer ses activités et rien ne garantit que les prix de ces matières essentielles n'augmenteront pas de manière fulgurante. La Société se procure actuellement ses matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui elle entretient des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraison pourrait réduire sa capacité de production et avoir une incidence sur ses livraisons aux clients, ce qui, par le fait même, aurait une incidence négative sur ses ventes et ses marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais liés au non-respect de certains de ses contrats d'approvisionnement.

De plus, des difficultés d'approvisionnement supplémentaires, découlant de la conjoncture économique engendrée par la pandémie de COVID-19 et du récent contexte de conflits et d'instabilité géopolitiques, telles que des retards dans le transport ou la hausse des prix des fournitures, pourraient avoir une incidence négative sur l'approvisionnement général de la Société, ainsi que sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Le Canada a adopté la *Loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement et modifiant le Tarif des douanes* (la « Loi »). Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024, la Loi exige que la Société procède à un examen de ses chaînes d'approvisionnement et produise des rapports annuels qui seront publiés sur son site Web et soumis au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, lesquels présenteront les mesures qu'elle a prises pour prévenir et atténuer le risque relatif au recours au travail forcé ou au travail des enfants dans ses chaînes d'approvisionnement. La conformité à la Loi pourrait entraîner une augmentation des coûts et le non-respect de la Loi pourrait avoir une incidence négative considérable sur la réputation, les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Malgré les mesures accrues que la Société déploie pour s'assurer que l'ensemble de sa chaîne d'approvisionnement est exempte de travail forcé, il existe néanmoins un risque lié au travail forcé dans le cas des produits qu'elle se procure auprès de tiers pour lesquels elle ne dispose pas d'une visibilité complète sur la chaîne d'approvisionnement. Par conséquent, la Société pourrait faire face à des difficultés réglementaires liées au respect des sanctions et réglementations applicables, de même qu'à des atteintes à sa réputation auprès de diverses parties prenantes si elle n'est pas en mesure de vérifier adéquatement l'origine des matériaux qu'elle se procure.

Protection des droits de propriété intellectuelle

La protection des procédés, des méthodes et des autres technologies exclusives de la Société est essentielle à ses activités. La Société compte sur les brevets internationaux ainsi que sur les secrets commerciaux et les ententes de confidentialité signées avec ses employés pour protéger ses droits de propriété intellectuelle. La Société a délibérément choisi de limiter le nombre de ses brevets dans certains cas de propriété intellectuelle afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de ses droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et de certaines technologies de grande valeur. Rien ne garantit que ses ententes de confidentialité procureront une protection utile de ses droits de propriété intellectuelle ou d'autres renseignements exclusifs en cas d'utilisation ou de divulgation non autorisée ou qu'elle pourra protéger efficacement ses secrets commerciaux.

Valorisation des stocks

La Société pourrait être exposée au risque associé à la valeur de ses stocks par rapport au prix du marché, et la nature très peu liquide d'une grande partie de ses stocks peut accroître ce risque. La Société compte sur une combinaison de techniques d'évaluation du risque normalisées, telles que la valeur à risque, ainsi que sur une appréciation plus empirique des conditions du marché pour gérer le niveau des stocks. Les décisions concernant les niveaux appropriés de stocks sont prises compte tenu des calculs de la valeur à risque et des conditions du marché.

Interruptions des activités

La Société pourrait subir des pertes si ses activités devaient être interrompues en raison de pannes d'équipement, de pannes d'électricité, d'incendies ou de dommages causés par l'eau, et d'événements similaires indépendants de sa volonté. Dans bien des cas, plus particulièrement dans le cas de ses contrats à long terme, elle a des obligations contractuelles de livrer des produits dans des délais prescrits. Toute perturbation de ses activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que lui portent les clients, d'entraîner l'annulation de ses contrats et de donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que la Société croie avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et qu'elle ait contracté une assurance tous risques contre celles-ci afin de protéger ses actifs et ses activités, il est possible qu'elle ait néanmoins à subir des interruptions, qui pourraient avoir une incidence négative sur ses activités de production et ses résultats financiers.

Perte de clients importants

La perte de clients importants, les fluctuations imprévues de la demande provenant de ces clients ou leur incapacité de s'acquitter de leurs obligations en vertu des contrats pourraient réduire considérablement les produits de la Société et avoir une incidence négative sur ses résultats d'exploitation.

Variations du carnet de commandes

La Société ne peut pas garantir que les prévisions relatives aux produits générés par son carnet de commandes se réaliseront à une date donnée ou que les marges seront à la hauteur des attentes. De plus, les contrats peuvent faire l'objet de retards, de suspensions, de résiliations, d'annulations, de révisions ou de tout autre ajustement découlant de facteurs sur lesquels la Société n'a aucune prise et qui pourraient avoir une incidence sur la valeur du carnet de commandes présentée et se répercuter défavorablement sur les produits et la rentabilité futurs.

Risques liés aux acquisitions

La Société a conclu l'acquisition d'AZUR en novembre 2021 et peut à l'occasion faire l'acquisition ou proposer de faire l'acquisition d'autres sociétés. L'incapacité de la Société d'intégrer correctement les sociétés acquises, les coûts, les retards et les obligations imprévus associés aux acquisitions, le départ possible d'employés clés à la suite d'une acquisition, les difficultés d'intégration des nouvelles activités et des nouveaux employés, le fait que le temps et l'attention de la direction soient détournés de leurs autres préoccupations d'affaires, les occasions et les questions de nature opérationnelle associées aux acquisitions ou à l'intégration d'acquisitions, la perte de vitesse des activités continues et la perturbation des activités, les incohérences possibles dans les procédures et les politiques des sociétés regroupées et la nécessité d'établir de nouveaux systèmes administratifs, notamment de comptabilité, de technologie de l'information et de ressources humaines; tous ces facteurs, pris individuellement, pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques

La Société compte sur les systèmes d'information, les technologies de communication, les applications commerciales et d'autres applications technologiques, notamment des réseaux mondiaux et régionaux, des infrastructures de serveurs et des systèmes d'exploitation complexes, pour assurer son fonctionnement adéquat. Si la Société n'est pas en mesure d'effectuer continuellement la maintenance de ses logiciels et de son matériel informatique, de mettre à niveau comme il se doit ses systèmes et son infrastructure de réseau, et de prendre d'autres mesures pour améliorer l'efficacité des systèmes et les protéger, cela pourrait interrompre ou ralentir l'ensemble de ses activités. Ce serait également le cas si son réseau, ses systèmes informatiques et ses systèmes de communication étaient endommagés ou si leur fonctionnement était interrompu en raison de catastrophes naturelles, de pannes de télécommunication, d'actes de guerre ou de terrorisme, de virus informatiques, d'actes de sabotage, d'erreurs humaines, d'atteintes à la sécurité physique ou électronique ou d'événements ou de perturbations similaires. La Société fait également face à des menaces d'accès non autorisés aux systèmes, de piratage informatique, de programmes malveillants et de cyberattaques organisées. Après la pandémie et la levée des restrictions liées à la COVID-19, un nombre important d'employés continuent de travailler à distance, ce qui pourrait contribuer à accroître les tentatives de cyberattaque.

Des consultations avec l'équipe de haute direction ont lieu régulièrement pour surveiller l'avancement des divers projets en matière de cybersécurité ainsi que passer en revue les incidents importants et les différents indicateurs de performance liés à la sécurité. L'équipe de direction rend compte de son travail aux membres du conseil d'administration deux fois par année. La fonction informatique du siège social s'occupe de la mise en œuvre et de la coordination des mesures de prévention, de détection et de correction en matière de cybersécurité. Ces mesures consistent, entre autres, en la mise en œuvre de contrôles rigoureux d'accès aux systèmes, la mise en place de programmes de sensibilisation en matière de sécurité de l'information et le recrutement d'entreprises spécialisées pour la réalisation occasionnelle de tests d'intrusion.

Bien que la Société n'ait subi aucune perte importante découlant de cyberattaques ou d'autres atteintes à la sécurité de l'information par le passé, rien ne garantit qu'elle ne subira pas de telles pertes dans l'avenir étant donné le caractère évolutif de ces menaces.

Protection des données

Toute atteinte à la confidentialité des données pourrait avoir une incidence négative sur les résultats d'exploitation et la rentabilité de la Société. La protection de la vie privée et la sécurité des données sont devenues des enjeux importants en Amérique du Nord comme en Europe, de même que dans plusieurs autres pays où la Société exerce ses activités. Le cadre réglementaire relatif à la sécurité et à la protection des données à caractère personnel évolue rapidement et il pourrait s'avérer difficile de se conformer à toutes les lois et réglementations applicables en la matière, au Canada et dans d'autres pays. En outre, des agences et organismes gouvernementaux, au pays et à l'étranger, ont déjà adopté ou pourraient adopter dans le futur des lois et des règlements ayant une incidence sur la protection des données, lesquels sont tous susceptibles d'être invalidés par les instances judiciaires concernées à l'étranger. De surcroît, divers organismes sectoriels adoptent et préconisent régulièrement de nouvelles normes dans ce domaine.

Valeur de marché des actions ordinaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « VNP ». La valeur de marché des titres de nombreuses entreprises connaît de temps à autre d'importantes fluctuations qui ne sont pas nécessairement liées à la performance opérationnelle, à la valeur des actifs sous-jacents ou aux perspectives de croissance future de ces entreprises. Rien ne garantit qu'il n'y aura pas de fluctuation du prix des actions ordinaires de la Société qui pourraient occasionner des pertes aux investisseurs.

Subventions et autres programmes incitatifs

La diminution, l'élimination ou l'expiration des subventions gouvernementales, des incitatifs économiques, des incitatifs fiscaux, des encouragements en matière de recherche et développement et de développement commercial ou l'adoption d'autres politiques publiques pourraient avoir une incidence négative sur la performance financière de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées dans le présent rapport de gestion. La direction de la Société estime que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent une information utile aux investisseurs sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société, car elles constituent des indicateurs clés supplémentaires de sa performance. Ces mesures non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures reconnues en vertu des normes IFRS de comptabilité et n'ont pas de définition normalisée prescrite selon ces normes; elles pourraient donc ne pas être comparables à des mesures portant des noms semblables présentées par d'autres émetteurs. Ces mesures ne doivent pas être considérées comme des données remplaçant l'information financière préparée selon les normes IFRS de comptabilité.

Le carnet de commandes représente les commandes attendues que la Société a reçues, mais qui n'ont pas encore été exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois. Il est exprimé en dollars et estimé en nombre de jours, lequel ne peut dépasser 365 jours. Les nouvelles commandes représentent le nombre de commandes reçues durant la période considérée, exprimé en nombre de jours, et sont calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus en jours, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de 5N+ à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges d'intérêts, la charge (le recouvrement) d'impôt et l'amortissement. 5N+ a recours au BAIIA, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Voici un rapprochement du BAIIA avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	T4 2024	T4 2023	E 2024	E 2023
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	1 006	2 284	14 672	15 399
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	2 446	2 129	9 169	8 834
Charge (recouvrement) d'impôt	2 415	(734)	8 936	3 275
Amortissement	4 373	4 057	16 791	16 110
BAIIA	10 240	7 736	49 568	43 618

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au résultat d'exploitation comme défini avant l'incidence de la dépréciation des stocks, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, de la perte (du profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, de la perte (du profit) à la réévaluation d'un instrument financier, de la dépréciation (reprise de dépréciation) des actifs non courants, des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, et de l'amortissement. 5N+ a recours au BAIIA ajusté, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

RAPPORT DE GESTION

Voici un rapprochement du BAIIA ajusté et de la marge du BAIIA ajusté avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables :

(en milliers de dollars américains)	T4 2024	T4 2023	E 2024	E 2023
	\$	\$	\$	\$
Produits	70 854	65 063	289 281	242 371
Charges d'exploitation	(64 701)	(61 023)	(257 053)	(214 999)
Résultat d'exploitation	6 153	4 040	32 228	27 372
Charge de rémunération à base d'actions	309	414	906	1 432
(Profit) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	(2 089)	1 051
Perte à la réévaluation d'un instrument financier	1 000	-	1 000	-
(Reprise de dépréciation) dépréciation des actifs non courants	(120)	64	2 706	672
Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration	769	458	1 790	(8 314)
Amortissement	4 373	4 057	16 791	16 110
BAIIA ajusté	12 484	9 033	53 332	38 323
Marge du BAIIA ajusté	17,6 %	13,9 %	18,4 %	15,8 %

Les charges d'exploitation ajustées correspondent aux charges d'exploitation compte non tenu de la dépréciation des stocks, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, de la perte (du profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, de la perte (du profit) à la réévaluation d'un instrument financier, de la dépréciation (reprise de dépréciation) des actifs non courants, des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, et de l'amortissement. 5N+ a recours aux charges d'exploitation ajustées pour calculer le BAIIA ajusté. 5N+ croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Voici un rapprochement des charges d'exploitation ajustées avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	T4 2024	T4 2023	E 2024	E 2023
	\$	\$	\$	\$
Charges d'exploitation	64 701	61 023	257 053	214 999
Charge de rémunération à base d'actions	(309)	(414)	(906)	(1 432)
Profit (perte) sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	2 089	(1 051)
Perte à la réévaluation d'un instrument financier	(1 000)	-	(1 000)	-
Reprise de dépréciation (dépréciation) des actifs non courants	120	(64)	(2 706)	(672)
(Coûts) produits associés aux litiges et aux activités de restructuration	(769)	(458)	(1 790)	8 314
Amortissement	(4 373)	(4 057)	(16 791)	(16 110)
Charges d'exploitation ajustées	58 370	56 030	235 949	204 048

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence de la dépréciation des stocks, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, de la perte (du profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, de la perte (du profit) à la réévaluation d'un instrument financier, de la dépréciation (reprise de dépréciation) des actifs non courants, et des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, après déduction de la charge (du recouvrement) d'impôt s'y rapportant. 5N+ a recours au résultat net ajusté, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de charges ou de produits qui sont inhabituels. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation. 5N+ a recours au résultat de base ajusté par action, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de charges ou de produits qui sont inhabituels. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Voici un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat de base par action ajusté avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables :

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action et le nombre d'actions)	T4 2024	T4 2023	E 2024	E 2023
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	1 006	2 284	14 672	15 399
Résultat de base par action	0,01 \$	0,03 \$	0,17 \$	0,17 \$
Éléments de rapprochement :				
Charge de rémunération à base d'actions	309	414	906	1 432
(Profit) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	(2 089)	1 051
Perte à la réévaluation d'un instrument financier	1 000	-	1 000	-
(Reprise de dépréciation) dépréciation des actifs non courants	(120)	64	2 706	672
Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration	769	458	1 790	(8 314)
Recouvrement d'impôt sur les éléments imposables ci-dessus	(181)	(226)	(598)	(854)
Résultat net ajusté	2 783	2 994	18 387	9 386
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	89 042 801	88 704 724	88 886 157	88 533 263
Résultat de base ajusté par action	0,03 \$	0,03 \$	0,21 \$	0,11 \$

La marge brute ajustée est une mesure servant à déterminer ce que rapportent les ventes en déduisant le coût des ventes, à l'exclusion de l'amortissement et de la charge de dépréciation des stocks. Cette mesure est également exprimée en pourcentage des produits, en divisant le montant de la marge brute ajustée par le total des produits.

Voici un rapprochement de la marge brute ajustée avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	T4 2024	T4 2023	E 2024	E 2023
	\$	\$	\$	\$
Total des produits	70 854	65 063	289 281	242 371
Coût des ventes	(51 104)	(49 677)	(211 413)	(184 833)
Marge brute	19 750	15 386	77 868	57 538
Amortissement inclus dans le coût des ventes	3 643	3 189	13 445	12 656
Marge brute ajustée	23 393	18 575	91 313	70 194
Marge brute ajustée en pourcentage	33,0 %	28,5 %	31,6 %	29,0 %

La dette nette correspond au montant total de la dette moins la trésorerie. Toute mesure financière présentée par suite de l'adoption de la norme IFRS 16 relativement aux obligations locatives est exclue du calcul. La dette nette constitue un indicateur de la situation financière globale de 5N+.

Le ratio dette nette/BAIIA correspond à la dette nette divisée par le BAIIA des douze derniers mois.

Voici un rapprochement du total de la dette et de la dette nette avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables :

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
	\$	\$
Dette bancaire	-	-
Dette à long terme, y compris la partie courante	122 203	108 500
Obligation locative, y compris la partie courante	29 402	30 139
Sous-total de la dette	151 605	138 639
Obligation locative, y compris la partie courante	(29 402)	(30 139)
Total de la dette	122 203	108 500
Trésorerie	(22 142)	(34 706)
Dette nette	100 061	73 794

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre l'actif courant et le passif courant. Étant donné que la Société est actuellement endettée, elle se sert de cette mesure comme d'un indicateur de son efficacité financière et elle s'efforce de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant l'actif courant par le passif courant.

RAPPORT DE GESTION

Voici un rapprochement du fonds de roulement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
	\$	\$
Stocks	137 823	105 850
Autres actifs courants, à l'exclusion des stocks	79 572	76 113
Actif courant	217 395	181 963
Passif courant	(60 481)	(81 807)
Fonds de roulement	156 914	100 156
Ratio du fonds de roulement	3,59	2,22

Renseignements supplémentaires

Les actions ordinaires de 5N+ sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.com

Principales informations financières trimestrielles

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	30 juin 2024	31 mars 2024	31 déc. 2023	30 sept. 2023	30 juin 2023	31 mars 2023
					\$	\$	\$	\$
Produits	70 854	78 828	74 580	65 019	65 063	62 946	59 075	55 287
BAlIA	10 240	14 368	13 196	11 764	7 736	9 582	17 530	8 770
BAlIA ajusté	12 484	15 621	13 490	11 737	9 033	9 649	10 844	8 797
Résultat net	1 006	6 370	4 789	2 507	2 284	1 518	10 143	1 454
Résultat de base par action	0,01 \$	0,07 \$	0,05 \$	0,03 \$	0,03 \$	0,02 \$	0,11 \$	0,02 \$
Résultat dilué par action	0,01 \$	0,07 \$	0,05 \$	0,03 \$	0,03 \$	0,02 \$	0,11 \$	0,02 \$
Résultat net ajusté	2 783	7 841	4 991	2 772	2 994	1 742	3 187	1 463
Résultat de base ajusté par action	0,03 \$	0,09 \$	0,06 \$	0,03 \$	0,03 \$	0,02 \$	0,04 \$	0,02 \$
Flux de trésorerie d'exploitation avant variation nette des éléments du fonds de roulement hors trésorerie	6 958	11 875	9 503	7 144	5 883	5 064	15 227	5 877
Carnet de commandes	326 jours	289 jours	300 jours	288 jours	292 jours	284 jours	289 jours	306 jours

Le résultat net est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N+.

Principales informations financières annuelles

Aux 31 décembre et pour les exercices clos les 31 décembre (en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	2024	2023	2022
	\$	\$	\$
Produits	289 281	242 371	264 223
BAlIA	49 568	43 618	4 636
BAlIA ajusté	53 332	38 323	30 028
Résultat net	14 672	15 399	(22 999)
Résultat de base par action	0,17 \$	0,17 \$	(0,26) \$
Résultat dilué par action	0,16 \$	0,17 \$	(0,26) \$
Résultat net ajusté	18 387	9 386	(267)
Résultat net de base ajusté par action	0,21 \$	0,11 \$	- \$
Flux de trésorerie d'exploitation avant variation nette des éléments du fonds de roulement hors trésorerie	35 480	32 051	13 498
Carnet de commandes	326 jours	292 jours	253 jours
Données du bilan			
Total de l'actif	376 907	350 202	347 985
Total du passif non courant	177 408	139 803	172 363
Dette nette	100 061	73 794	78 309
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	139 018	128 592	112 776

Le résultat net est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N+.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés et les notes complémentaires ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, qui intègrent les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (normes IFRS de comptabilité). Il incombe à la direction de choisir les méthodes comptables et d'établir les jugements et les estimations comptables importants.

La direction est également responsable de toutes les autres informations incluses dans le rapport de gestion et il lui appartient de s'assurer que ces informations concordent avec l'information contenue dans les états financiers consolidés.

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière adéquat, qui comprend les politiques et les procédures qui fournissent une assurance raisonnable à l'égard de la protection des actifs ainsi que de l'exhaustivité, le caractère fidèle et l'exactitude des états financiers consolidés.

Le Comité d'audit et de gestion des risques, composé entièrement d'administrateurs indépendants, examine la qualité et l'intégrité de l'information financière de la Société et fait ses recommandations au conseil d'administration au sujet de l'approbation des états financiers, surveille la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités quant au caractère adéquat des systèmes de contrôle interne appropriés, s'assure de l'indépendance, des compétences et de la nomination des auditeurs externes et examine les honoraires des services d'audit, des services liés à l'audit et des services autres que d'audit ainsi que les frais connexes. Le conseil d'administration approuve les états financiers consolidés de la Société et le rapport de gestion avant leur publication. Le Comité d'audit et de gestion des risques rencontre la direction, l'auditeur interne et les auditeurs externes au moins quatre fois par année pour examiner l'information financière, les obligations d'information, les questions liées à l'audit et d'autres points.

Les auditeurs externes, à savoir PricewaterhouseCoopers s.r.l./S.E.N.C.R.L., effectuent un audit indépendant des états financiers consolidés conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et expriment leur opinion à leur égard. Ces normes exigent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Les auditeurs externes ont un accès illimité au Comité d'audit et de gestion des risques et rencontrent celui-ci régulièrement.

(signé) Gervais Jacques

Gervais Jacques
Président et chef de la direction

(signé) Richard Perron

Richard Perron
Chef de la direction financière

Montréal, Canada
Le 25 février 2025



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de 5N Plus Inc.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de 5N Plus Inc. et de ses filiales (collectivement, la Société) aux 31 décembre 2024 et 2023, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (Normes IFRS de comptabilité).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les états de la situation financière consolidés aux 31 décembre 2024 et 2023;
- les états du résultat net consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les états du résultat global consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les états des variations des capitaux propres consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les notes complémentaires, qui comprennent les informations significatives sur les méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, Téléc. courriel : ca_montreal_main_fax@pwc.com

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit	Traitement de la question clé de l'audit dans le cadre de notre audit
<p>Évaluation des stocks</p> <p><i>Se référer à la note 2 – Informations significatives sur les méthodes comptables et à la note 5 – Stocks, des états financiers consolidés.</i></p> <p>La valeur comptable des stocks aux états financiers consolidés de la Société s'établissait à 137,8 millions de dollars au 31 décembre 2024. Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Pour estimer la valeur nette de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La direction a exercé son jugement pour estimer la valeur nette de réalisation des stocks, ce qui a impliqué l'utilisation d'hypothèses importantes, y compris la prise en compte des prix de produits similaires sur le marché au moment où les estimations sont faites et des prix de vente futurs prévus.</p> <p>Nous avons considéré cette question comme étant une question clé de l'audit en raison de l'importance du solde des stocks, des divers types d'éléments de stocks et du jugement utilisé par la direction dans la détermination de la valeur nette de réalisation des stocks, ce qui a nécessité un effort d'audit accru dans la mise en œuvre des procédures d'audit.</p>	<p>Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tester la façon dont la direction a estimé la valeur nette de réalisation des stocks, en effectuant notamment ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> – Tester les données utilisées par la direction pour déterminer la valeur nette de réalisation. – Évaluer si la méthode d'estimation de la valeur nette de réalisation est appropriée. – Évaluer le caractère raisonnable des hypothèses importantes utilisées par la direction pour calculer la valeur nette de réalisation des stocks, en les comparant à ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> ○ Prix de produits similaires sur le marché au moment où les estimations sont faites; ○ Prix de vente futurs prévus. • Pour un échantillon d'éléments de stocks, comparer les estimations des prix de stocks de l'exercice antérieur par rapport aux prix de vente réels au cours de l'exercice.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion, que nous avons obtenu avant la date du présent rapport, et des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel, qui est censé être mis à notre disposition après cette date.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons pas ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués à l'égard des autres informations que nous avons obtenues avant la date du présent rapport, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard. Si, à la lecture des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes IFRS de comptabilité, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe de la Société pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de l'auditeur, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Sébastien Bellemare.

/s/PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 25 février 2025

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A116819

ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars américains)

	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
		\$	\$
Actif			
Actif courant			
Trésorerie		22 142	34 706
Créances	4	42 172	33 437
Stocks	5	137 823	105 850
Impôt sur le résultat à recevoir	17	1 811	1 672
Actifs financiers dérivés	18	6 978	591
Autres actifs courants	6	6 469	5 707
Total de l'actif courant		217 395	181 963
Immobilisations corporelles	7	85 995	84 600
Actifs au titre de droits d'utilisation	8	28 583	29 290
Immobilisations incorporelles	9	22 929	29 304
Goodwill	10	10 665	11 825
Actifs d'impôt différé	17	7 358	8 261
Autres actifs	11, 18	3 982	4 959
Total de l'actif non courant		159 512	168 239
Total de l'actif		376 907	350 202
Passif			
Passif courant			
Dettes fournisseurs et charges à payer	12	42 116	37 024
Impôt sur le résultat à payer	17	5 207	4 535
Partie courante des produits différés	15	11 206	13 437
Partie courante des obligations locatives	8	1 952	1 811
Partie courante de la dette à long terme	13	-	25 000
Total du passif courant		60 481	81 807
Dettes à long terme	13	122 203	83 500
Passifs d'impôt différé	17	5 737	5 284
Obligations au titre des régimes d'avantages du personnel	14	12 624	13 393
Obligations locatives	8	27 450	28 328
Produits différés	15	8 688	5 629
Autres passifs	16	706	3 669
Total du passif non courant		177 408	139 803
Total du passif		237 889	221 610
Capitaux propres		139 018	128 592
Total du passif et des capitaux propres		376 907	350 202

Engagements et éventualités (note 24)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT NET CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, sauf les informations par action)

	Notes	2024	2023
		\$	\$
Produits		289 281	242 371
Coût des ventes	28	211 413	184 833
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	28	34 026	29 410
Autres charges (produits), montant net	28	11 614	756
		257 053	214 999
Résultat d'exploitation		32 228	27 372
Charges financières			
Intérêt sur la dette à long terme	13	8 210	8 262
Intérêts théoriques et autres charges d'intérêts		959	572
Profits de change		(549)	(136)
		8 620	8 698
Résultat avant impôt sur le résultat		23 608	18 674
Charge (recouvrement) d'impôt			
Exigible	17	6 945	6 674
Différé	17	1 991	(3 399)
		8 936	3 275
Résultat net		14 672	15 399
Résultat de base par action	22	0,17	0,17
Résultat dilué par action	22	0,16	0,17

Le résultat net est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains)

	Notes	2024	2023
		\$	\$
Résultat net		14 672	15 399
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui pourraient être reclassés en résultat net ultérieurement			
Écart de change		(4 936)	590
		(4 936)	590
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net ultérieurement			
Réévaluation des obligations au titre des régimes d'avantages du personnel	14	(277)	(1 572)
Impôt sur le résultat		86	492
		(191)	(1 080)
Autres éléments du résultat global		(5 127)	(490)
Résultat global		9 545	14 909

Le résultat global est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, sauf les informations par action)

2024	Nombre d'actions	Capital-actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit	Total des capitaux propres
Soldes au début de l'exercice	88 704 724	\$ 21 884	\$ 343 012	\$ (6 477)	\$ (229 827)	\$ 128 592
Résultat net pour l'exercice	-	-	-	-	14 672	14 672
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(5 127)	-	(5 127)
Résultat global	-	-	-	(5 127)	14 672	9 545
Exercice d'options sur actions	338 077	911	(259)	-	-	652
Rémunération à base d'actions (note 23)	-	-	229	-	-	229
Soldes à la fin de l'exercice	89 042 801	22 795	342 982	(11 604)	(215 155)	139 018

2023	Nombre d'actions	Capital-actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit	Total des capitaux propres
Soldes au début de l'exercice	88 330 236	\$ 21 004	\$ 342 985	\$ (5 987)	\$ (245 226)	\$ 112 776
Résultat net pour l'exercice	-	-	-	-	15 399	15 399
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(490)	-	(490)
Résultat global	-	-	-	(490)	15 399	14 909
Exercice d'options sur actions	374 488	880	(247)	-	-	633
Rémunération à base d'actions (note 23)	-	-	274	-	-	274
Soldes à la fin de l'exercice	88 704 724	21 884	343 012	(6 477)	(229 827)	128 592

Les capitaux propres sont entièrement attribuables aux actionnaires de 5N Plus inc.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains)

	Notes	2024	2023
		\$	\$
Activités d'exploitation			
Résultat net		14 672	15 399
Ajustements de rapprochement du résultat net aux flux de trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles	7	11 039	10 297
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	8	2 611	2 538
Amortissement des immobilisations incorporelles	9	3 141	3 275
Amortissement des autres actifs	11	248	258
Perte à la réévaluation d'un instrument financier	11, 28	1 000	-
Dépréciation des actifs non courants	7, 9, 28	2 706	672
Diminution de la correction de valeur pour pertes	4, 26	(10)	(114)
Charge de rémunération à base d'actions	23	7 189	2 768
Impôt sur le résultat différé	17	1 991	(3 399)
Intérêts théoriques	8, 13	1 232	690
Obligations au titre des régimes d'avantages du personnel	14	(248)	(246)
(Profit) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	7, 28	(2 066)	973
Profit latent sur les instruments financiers détenus à des fins autres que de couverture		(6 735)	(1 694)
(Profit) perte de change latent(e) sur les actifs et passifs		(1 290)	634
Flux de trésorerie d'exploitation avant ce qui suit :		35 480	32 051
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	20	(42 366)	(13 077)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		(6 886)	18 974
Activités d'investissement			
Ajouts d'immobilisations corporelles	7, 20	(20 767)	(17 341)
Ajouts d'immobilisations incorporelles	9	(418)	(902)
Acquisition d'un placement en instruments de capitaux propres	11	(1 000)	(1 000)
Produit tiré du règlement de la convention de dépôt indexé	18	-	6 506
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles	7	4 205	375
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(17 980)	(12 362)
Activités de financement			
Remboursement de la dette à long terme	13	(10 000)	(12 500)
Produit tiré de l'émission de dette à long terme	13	24 889	-
Coûts différés relatifs à la dette à long terme	11	(101)	-
Émission d'actions ordinaires		652	633
Portions des paiements de loyers se rapportant au principal	20	(3 052)	(2 858)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		12 388	(14 725)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie		(86)	128
Diminution nette de la trésorerie		(12 564)	(7 985)
Trésorerie au début de l'exercice		34 706	42 691
Trésorerie à la fin de l'exercice		22 142	34 706
Informations supplémentaires¹			
Impôt sur le résultat payé		6 017	6 945
Intérêts payés		8 171	7 332

¹⁾ Les montants payés au titre de l'impôt sur le résultat et des intérêts ont été pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

1. Nature des activités

Société internationale établie au Canada, 5N Plus inc. (« 5N+ » ou la « Société ») est un producteur mondial de semiconducteurs spécialisés et de matériaux de haute performance. Ces matériaux ultrapurs constituent souvent la partie critique des produits de ses clients, qui comptent sur la fiabilité d'approvisionnement de 5N+ pour assurer la performance et la durabilité de leurs propres produits. La Société déploie un éventail de technologies exclusives et éprouvées pour mettre au point et fabriquer ses produits, lesquels donnent lieu à de nombreuses utilisations dans différents secteurs de pointe, notamment les énergies renouvelables, la sécurité, la filière spatiale, l'industrie pharmaceutique, l'imagerie médicale et la production industrielle. Le siège social de la Société est situé au 4385, rue Garand, Montréal (Québec) H4R 2B4. La Société gère des centres de recherche-développement, de production et de vente stratégiquement situés dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique du Nord et en Asie. La Société a pour mission d'être essentielle à ses clients, d'offrir une culture prisée par ses employés et d'inspirer confiance à ses actionnaires. Ses valeurs fondamentales sont l'intégrité, l'engagement, l'orientation client, le développement durable, l'amélioration continue, la santé et la sécurité. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX). Dans les présents états financiers consolidés, la Société s'entend de 5N+ et de ses filiales. Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Semiconducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé, le 25 février 2025, la publication des présents états financiers consolidés.

2. Informations significatives sur les méthodes comptables

Les informations significatives sur les méthodes comptables appliquées pour l'établissement des présents états financiers consolidés sont énoncées ci-après. Ces méthodes ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, à moins d'indication contraire.

Base d'établissement

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (normes IFRS de comptabilité). Ils ont été dressés selon le principe du coût historique, sauf pour certains actifs financiers et passifs financiers qui ont été évalués à leur juste valeur, comme il est décrit ci-dessous.

La préparation d'états financiers consolidés conformes aux normes IFRS de comptabilité repose sur l'utilisation de certaines estimations comptables cruciales. Elle exige aussi que la direction pose des jugements dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments d'une grande complexité ou nécessitant beaucoup de jugement, ou ceux qui sous-tendent des hypothèses et des estimations importantes par rapport aux états financiers consolidés, sont abordés dans la présente note, à la section intitulée « Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables ».

Filiales

Les filiales sont toutes des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une filiale lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le tableau qui suit présente les principales entités ayant une incidence importante sur les résultats ou sur les actifs de la Société :

	Pays où la société a été constituée	Participation (%)	
		2024	2023
5N Plus inc.	Canada	100 %	100 %
5N PV GmbH	Allemagne	100 %	100 %
AZUR SPACE Solar Power GmbH (« AZUR »)	Allemagne	100 %	100 %
5N Plus Lübeck GmbH	Allemagne	100 %	100 %
5N Plus Asia Limited	Hong Kong	100 %	100 %
5N Plus Wisconsin Inc.	États-Unis	100 %	100 %

Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées au besoin afin d'assurer leur cohérence avec celles adoptées par la Société.

Conversion des devises

a) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Société sont le dollar américain. Une monnaie fonctionnelle est déterminée pour chacune des entités de la Société, et les éléments présentés dans les états financiers de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie fonctionnelle.

b) Transactions et soldes

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours du change en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires et les éléments des produits et des charges libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours du change en vigueur à la date des transactions respectives. Les profits et pertes de change découlant du règlement de ces transactions sont comptabilisés à l'état du résultat net consolidé.

Les profits et pertes de change sont présentés dans le poste « (Profits) pertes de change » à l'état du résultat net consolidé.

c) Établissements à l'étranger

Les actifs et passifs de filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain sont convertis en dollars américains aux cours du change en vigueur à la date de clôture. Les écarts de change découlant de cette conversion sont inclus dans le poste « Écart de change » dans les autres éléments du résultat global. Les produits et les charges sont convertis aux cours du change moyens de la période.

Information sectorielle

Les deux secteurs opérationnels présentés par la Société sont le secteur Semiconducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles et des indicateurs clés de performance définis sont utilisés pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Les activités du secteur Semiconducteurs spécialisés sont exercées en Amérique du Nord et en Europe. Ce secteur fabrique et vend des produits utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs de l'énergie renouvelable, des satellites spatiaux ainsi que de l'imagerie. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), de l'imagerie médicale, de l'imagerie infrarouge, de l'optoélectronique et des applications avancées dans les secteurs de l'électronique. Ces produits entrent dans la composition de composés semiconducteurs, de substrats semiconducteurs, de métaux de très grande pureté, de substrats semiconducteurs fabriqués par épitaxie, de cellules solaires et d'assemblages. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Semiconducteurs spécialisés sont inclus dans ce secteur.

Les activités du secteur Matériaux de haute performance sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Ce secteur fabrique et vend des produits qui sont utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs des produits pharmaceutiques, des soins de santé et de la production industrielle. Les principaux produits sont vendus sous forme d'ingrédients pharmaceutiques actifs, de produits chimiques spécialisés, de métaux de qualité commerciale, d'alliages et de poudres spécialisées. Toutes les ventes de métaux de qualité commerciale et de poudres spécialisées ont été regroupées dans les ventes du secteur Matériaux de haute performance. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux de haute performance sont inclus dans ce secteur.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières ont été regroupés sous la rubrique « Siège social et montants non affectés ».

Chaque secteur opérationnel est géré séparément, car chaque gamme de produits exige des technologies, des ressources et des stratégies de marketing différentes. Toutes les transactions entre le secteur Semiconducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance ont été éliminées à la consolidation.

Comptabilisation des produits

Les produits proviennent de la vente de produits manufacturés et de la prestation de services et sont évalués aux montants stipulés dans les contrats conclus avec les clients.

La vente de produits manufacturés est comptabilisée lorsque les produits sont livrés au client, ce qui correspond également au moment où le contrôle des produits est transféré, et lorsqu'il n'existe plus aucune obligation non remplie susceptible d'avoir une incidence sur l'acceptation des produits par le client. La livraison a lieu lorsque les produits ont été expédiés à l'emplacement convenu, que le risque de perte a été transféré au client et que ce dernier a accepté les produits conformément au contrat de vente.

Les créances sont comptabilisées une fois que les produits ont été livrés ou que les services ont été rendus, car c'est à ce moment précis que la contrepartie est inconditionnelle, seul l'écoulement du temps permettant de déterminer que le paiement est exigible. La Société ne s'attend pas à conclure des contrats pour lesquels la période entre la fourniture des produits ou services promis à un client et le paiement par le client excède un an. Par conséquent, la Société ne procède à aucun ajustement des prix de transaction pour refléter la valeur temps de l'argent.

La Société comptabilise des produits différés à titre de passifs non courants pour les contrats générateurs de produits à long terme conclus avec des clients. Ces contrats sont comptabilisés d'après le nombre estimé de produits manufacturés devant être livrés. La partie de ce montant qui devrait être réalisée dans un délai d'un an est comptabilisée au poste « Partie courante des produits différés ». Les paiements en trésorerie reçus ou les avances à recevoir aux termes d'accords contractuels en lien avec la vente de biens sont également comptabilisés dans les produits différés jusqu'au moment où toutes les conditions de comptabilisation des produits énoncées précédemment sont respectées. La Société ne s'attend pas à conclure d'accords contractuels aux termes desquels des paiements en trésorerie ou des avances seront reçus plus d'un an avant la livraison des biens sous-jacents. Par conséquent, ces avances sont également présentées au poste « Partie courante des produits différés ».

Subventions publiques

Les subventions publiques sont comptabilisées à leur juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la subvention sera reçue et que la Société se conformera à toutes les conditions qui y sont attachées.

Les subventions qui compensent une dépense spécifique engagée par la Société sont comptabilisées en réduction des charges connexes à l'état du résultat net consolidé.

Les subventions liées à des actifs sont portées en diminution de la valeur comptable des actifs auxquels elles sont liées. Ces subventions sont comptabilisées à l'état du résultat net consolidé sur la durée d'utilité de l'actif amortissable à titre de réduction de la dotation aux amortissements.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite du cumul des amortissements, du cumul des pertes de valeur et des reprises ultérieures, le cas échéant. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité estimative en tenant compte des valeurs résiduelles. Les durées d'utilité sont comme suit :

	Période
Terrains	Non amortis
Bâtiments	25 ans
Matériel de production	Jusqu'à 15 ans
Mobilier	De 3 à 10 ans
Matériel de bureau	De 3 à 10 ans
Matériel roulant	De 3 à 10 ans
Améliorations locatives	Sur la durée du contrat de location

L'amortissement des travaux en cours ne commence que lorsque les actifs visés sont prêts à être utilisés. Les coûts ne sont inscrits à l'actif que s'ils sont directement attribuables à la construction ou au développement des actifs.

Les valeurs résiduelles, la méthode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revues annuellement et ajustées au besoin.

Contrats de location

La Société rend compte de ses contrats de location en comptabilisant un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation correspondante à la date à laquelle le bien loué est à la disposition de la Société. Les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location sont évalués initialement en fonction de la valeur actualisée.

Actifs au titre de droits d'utilisation

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur une base linéaire sur la durée d'utilité du bien, ou sur la durée du contrat de location si elle est plus courte.

Obligations locatives

Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actualisée nette des paiements de loyers futurs.

La valeur actualisée des paiements de loyers est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location. Si ce taux ne peut pas être déterminé, le taux d'emprunt marginal du preneur est utilisé. Il s'agit du taux que le preneur aurait à payer pour emprunter, selon des modalités similaires, les fonds nécessaires pour se procurer un bien de valeur similaire dans un environnement économique similaire.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Les paiements associés aux contrats de location à court terme et aux contrats de location de biens de faible valeur sont comptabilisés en charges à l'état du résultat net consolidé selon la méthode linéaire. Les contrats de location à court terme sont des contrats de location d'une durée de 12 mois ou moins. Les biens de faible valeur comprennent de l'équipement informatique et des petits meubles de bureau.

Des options de prolongation sont incluses dans un certain nombre de contrats de location d'immobilisations corporelles de la Société. Ces modalités sont utilisées en vue de maximiser la flexibilité opérationnelle aux fins de la gestion des contrats. La majorité des options de prolongation détenues ne peuvent être exercées que par la Société et ne peuvent pas l'être par les bailleurs respectifs.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au coût, déduction faite du cumul des amortissements, du cumul des pertes de valeur et des reprises, le cas échéant.

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une base linéaire sur leur durée d'utilité suivante en années :

	Période
Relations clients	15 ans
Technologie	Au plus 15 ans
Nom commercial	10 ans
Logiciels	5 ans
Frais de développement	Au plus 10 ans
Carnet de commandes	3 ans

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises et est initialement évalué à la date d'acquisition. Par la suite, le goodwill est comptabilisé au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

À la date de l'acquisition, le goodwill est affecté à l'unité génératrice de trésorerie (UGT) ou au groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est affecté aux secteurs opérationnels de la Société, soit le niveau auquel le principal décideur opérationnel de la Société en assure le suivi. L'UGT est soumise annuellement à un test de dépréciation, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'UGT pourrait s'être dépréciée. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable du goodwill affecté à l'UGT, puis à la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata. Les pertes de valeur sont comptabilisées à l'état du résultat net consolidé. Les pertes de valeur du goodwill ne sont pas reprises au cours de périodes ultérieures.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers de la Société qui ont une durée d'utilité indéterminée et les actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés ne sont pas amortis, et leur valeur comptable est soumise à un test de dépréciation chaque année ou lorsqu'il existe un indice de dépréciation. Les actifs amortissables sont soumis à un test de dépréciation chaque fois que des événements ou des changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée du coût de sortie. La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement, sauf si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie d'autres actifs ou groupes d'actifs, auquel cas l'UGT à laquelle l'actif appartient est utilisée pour déterminer la valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées à l'état du résultat net consolidé.

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société évalue la possibilité que des pertes de valeur comptabilisées antérieurement puissent faire l'objet d'une reprise. Une perte de valeur est reprise s'il existe des indices que la perte a diminué ou n'existe plus en raison de modifications apportées aux estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée à la suite d'une reprise de perte de valeur, ne doit cependant pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. Les reprises sont comptabilisées à l'état du résultat net consolidé.

Instruments financiers

Les actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie liés aux actifs sont arrivés à expiration ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété.

Les actifs financiers et passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté à l'état de la situation financière consolidé si la Société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Évaluation

Lors de la comptabilisation initiale, la Société évalue un actif financier ou un passif financier à sa juste valeur majorée ou minorée, dans le cas d'un actif financier ou d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission de cet actif financier ou de ce passif financier. Les coûts de transaction des actifs financiers ou des passifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés en charges à l'état du résultat net consolidé.

Les actifs financiers comprenant des dérivés incorporés sont considérés dans leur intégralité pour établir si leurs flux de trésorerie correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts.

L'évaluation au cours des périodes ultérieures dépend du classement de l'instrument financier. La Société a classé ses instruments financiers dans les catégories suivantes en se basant sur la raison pour laquelle ils ont été acquis et sur leurs caractéristiques.

Actifs financiers

Titres de créance

Lors des évaluations ultérieures, la Société classe ses titres de créances selon deux catégories d'évaluation, soit :

- Coût amorti : Les actifs détenus aux fins de la perception des flux de trésorerie contractuels, lorsque ces derniers représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts, sont évalués au coût amorti. Les produits d'intérêts tirés de ces actifs financiers sont inclus dans les produits financiers selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tout profit ou toute perte découlant de la décomptabilisation est directement comptabilisé à l'état du résultat net consolidé et présenté dans les autres profits et pertes, avec les profits et pertes de change. Les pertes de valeur sont présentées dans un poste distinct à l'état du résultat net consolidé.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

- Juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) : Les actifs ne respectant pas les critères de comptabilisation au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) sont évalués à la JVRN. Un profit ou une perte sur un titre de créance qui est ultérieurement évalué à la JVRN est comptabilisé à l'état du résultat net consolidé et présenté dans les autres charges (produits), montant net dans la période au cours de laquelle il survient.

Placement en instruments de capitaux propres

Pour l'évaluation ultérieure, les placements en instruments de capitaux propres que la Société n'a pas fait le choix irrévocable de présenter à la JVAERG sont évalués à la JVRN. Le profit ou la perte sur un placement en instruments de capitaux propres qui est ultérieurement évalué à la JVRN est comptabilisé à l'état du résultat net consolidé et présenté dans les autres charges (produits), montant net dans la période au cours de laquelle il survient.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception des passifs financiers qui sont évalués à la JVRN. Ces passifs, y compris les dérivés qui sont des passifs, sont ultérieurement évalués à la juste valeur.

Classement des instruments financiers

Catégorie	Instruments financiers
Actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	Swap sur rendement total (note 18) Placement en instruments de capitaux propres (note 11) Placement affecté (note 11)
Actifs financiers et passifs financiers au coût amorti	Trésorerie Créances Trésorerie détenue en mains tierces (note 6) Dettes fournisseurs et charges à payer Dettes à long terme

Dépréciation

À chaque date de clôture, la Société évalue de manière prospective les pertes de crédit attendues découlant de ses titres de créance comptabilisés au coût amorti. La méthode de dépréciation appliquée nécessite de déterminer s'il y a eu une importante augmentation du risque de crédit.

Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée comme l'autorise IFRS 9, laquelle exige que les pertes attendues pour la durée de vie soient comptabilisées au moment de la comptabilisation initiale des créances (note 26). La Société suppose qu'il n'y a aucune augmentation importante du risque de crédit pour les instruments dont le risque de crédit est faible.

Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de conclusion d'un contrat dérivé et sont ultérieurement réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du profit ou de la perte qui en résulte dépend de la désignation ou non du dérivé à titre d'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert.

Pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023, la Société n'a désigné aucun instrument financier dérivé comme instrument de couverture.

Trésorerie détenue en mains tierces

La trésorerie détenue en mains tierces correspond à la trésorerie soumise à des restrictions aux termes d'un accord contractuel, et elle est détenue dans un compte bancaire séparé. La trésorerie détenue en mains tierces est présentée dans les autres actifs courants.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au coût ou à la valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. Le coût comprend toutes les dépenses directement attribuables au procédé de fabrication ainsi que les parties acceptables des frais généraux fixes de production compte tenu de la capacité de production normale. Les coûts des éléments qui sont habituellement fongibles sont affectés en utilisant la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des frais de vente applicables. Lorsque les circonstances qui justifiaient précédemment de déprécier les stocks en deçà du coût n'existent plus ou lorsqu'il y a des indications claires d'une augmentation de la valeur nette de réalisation en raison d'un changement de la situation économique, le montant de la dépréciation fait l'objet d'une reprise (c'est-à-dire que la reprise est limitée au montant de la dépréciation initiale), de sorte que la nouvelle valeur comptable correspond au coût ou à la valeur nette de réalisation révisée si celle-ci est inférieure.

À l'occasion, lorsque la quasi-totalité des matières premières nécessaires est en stock, la Société peut choisir de conclure des contrats de vente à prix fixe à long terme. Les quantités requises de matières premières pour honorer ces contrats sont spécifiquement affectées, et le coût moyen des matières premières est comptabilisé séparément pendant toute la durée des contrats.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt de l'exercice, qui comprend la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé, est comptabilisée à l'état du résultat net consolidé, sauf si elle est liée à des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auquel cas la charge d'impôt est aussi comptabilisée respectivement dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres.

a) Impôt exigible

La charge d'impôt exigible est établie d'après les lois fiscales adoptées ou quasi adoptées à la date de l'état de la situation financière consolidé dans les pays où la Société et ses filiales exercent leurs activités et où le bénéfice imposable est généré. La direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux applicables prêtent à interprétation. Au besoin, elle inscrit des charges en fonction des montants qu'elle s'attend à devoir payer à l'administration fiscale.

b) Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable au titre des différences temporaires survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers consolidés. Cependant, les passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés s'ils découlent de la comptabilisation initiale du goodwill. L'impôt différé est calculé selon les taux d'impôt et les lois fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de l'état de la situation financière consolidé et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle les actifs d'impôt différé correspondants seront réalisés ou les passifs d'impôt différé correspondants seront réglés.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporaires pourront être imputées, sera disponible.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Un impôt différé est présenté pour rendre compte de l'incidence des différences temporaires liées à des participations dans des filiales, sauf dans le cas des passifs d'impôt différé lorsque la Société est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et qu'il est probable que cette différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et les passifs d'impôt exigible et lorsque les actifs et les passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable, ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les soldes sur la base de leur montant net.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche sont inscrits dans les autres charges (produits), montant net à l'état du résultat net consolidé pour la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les frais de développement qui sont des frais directement attribuables, internes ou externes, sont passés en charges à l'état du résultat net consolidé, sauf si la Société peut démontrer tout ce qui suit (auquel cas, ils sont comptabilisés dans les frais de développement compris dans les immobilisations incorporelles) :

- la faisabilité technique de l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- sa capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. La Société doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle; et
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Avantages futurs du personnel

La Société cotise à deux régimes de retraite à prestations définies. Les principales méthodes comptables s'appliquant aux avantages futurs du personnel sont les suivantes :

- le coût au titre des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite obtenus par les membres du personnel est établi par calcul actuariel selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, les taux d'intérêt du marché ainsi que les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des actifs du régime, de l'âge de la retraite des salariés et des coûts prévus des soins de santé;
- aux fins du calcul des intérêts nets sur le passif net au titre des prestations, les actifs du régime sont évalués à la juste valeur; et
- les écarts actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience et de la modification des hypothèses actuarielles sont comptabilisés dans les capitaux propres, dans les autres éléments du résultat global, au cours de la période pendant laquelle ils se produisent.

Paiements fondés sur des actions

La juste valeur du régime de paiements fondés sur des actions qui sont réglés en instruments de capitaux propres est déterminée en appliquant le modèle de Black et Scholes à la date d'attribution. Les données utilisées pour l'évaluation comprennent le cours de l'action à la date d'évaluation, le prix d'exercice de l'instrument, la volatilité attendue, la durée de vie moyenne pondérée prévue de l'instrument, les dividendes attendus et le taux d'intérêt sans risque. L'incidence des conditions de service et des conditions d'acquisition des droits autres que des conditions de marché n'est pas prise en considération lors de la détermination de la juste valeur. La charge de rémunération des droits réglés en instruments de capitaux propres est comptabilisée à l'état du résultat net consolidé sur la période d'acquisition selon la méthode de l'amortissement dégressif, selon laquelle la juste valeur de chaque tranche est comptabilisée sur sa propre période d'acquisition compte tenu du nombre de droits dont l'acquisition est prévue.

Pour les paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie, la charge de rémunération est déterminée en fonction de la juste valeur du passif contracté à chaque date de clôture jusqu'au moment du règlement des droits attribués. La juste valeur de la charge de rémunération est calculée en multipliant le nombre d'unités dont les droits seront vraisemblablement acquis par la juste valeur d'une unité à la date d'attribution selon la valeur de marché des actions ordinaires de la Société, en tenant compte de l'avancement de l'acquisition des droits. Jusqu'à ce que le passif soit réglé, la Société réévalue la juste valeur du passif à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et à la date du règlement, les variations de la juste valeur étant comptabilisées à l'état du résultat net consolidé.

Résultat par action

Le résultat dilué par action ne reflète les hypothèses de conversion, d'exercice ou d'émission éventuelle de titres que si ces hypothèses ont un effet dilutif sur le résultat par action. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des options sur actions.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

La direction doit exercer une grande part de jugement pour déterminer la valeur recouvrable, puisqu'elle doit estimer les flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT et déterminer un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Pour évaluer les flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats d'exploitation futurs à partir des prévisions et des estimations de prix obtenues de diverses sources de marché. Ces hypothèses clés ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels seront différents et pourraient donner lieu à des ajustements des actifs de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et aux facteurs de risque propres aux actifs.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des prix futurs prévus ainsi que des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers consolidés. La valeur nette de réalisation des stocks pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreux pays. Pour établir sa charge d'impôt dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et du bien-fondé des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs d'impôt différé dans le futur. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable.

3. Adoption de nouvelles normes comptables et changements futurs de méthodes comptables

Adoption de nouvelles normes comptables

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a évalué les nouvelles normes IFRS de comptabilité publiées et entrées en vigueur et a déterminé qu'elles n'avaient pas d'incidence importante sur ses états financiers.

Changements futurs de méthodes comptables

La norme suivante a été publiée, mais n'est pas encore en vigueur :

IFRS 18 – États financiers : Présentation et informations à fournir

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18, qui remplace IAS 1, *Présentation des états financiers*. La nouvelle norme renferme une structure prescrite pour la présentation de l'état du résultat net, des obligations d'information se rapportant aux mesures de la performance définies par la direction et des indications sur le regroupement des informations financières. Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027. La Société évalue actuellement l'incidence des modifications sur ses états financiers consolidés.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

4. Créances

	2024	2023
	\$	\$
Créances clients, montant brut	35 410	25 155
Correction de valeur pour pertes (note 26)	(28)	(38)
Créances clients	35 382	25 117
Taxes de vente à recouvrer	3 882	4 963
Autres créances	2 908	3 357
Total des créances	42 172	33 437

Les facteurs de risque de crédit auxquels est exposée la Société ainsi que le calcul de la correction de valeur pour pertes sont présentés à la note 26.

La quasi-totalité des créances est donnée en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 13).

5. Stocks

	2024	2023
	\$	\$
Matières premières	51 316	36 297
Produits finis	86 507	69 553
Total des stocks	137 823	105 850

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, des stocks d'un montant total de 124 327 \$ ont été passés en charges dans le coût des ventes (101 176 \$ pour 2023).

La quasi-totalité des stocks est donnée en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 13).

6. Autres actifs courants

	2024	2023
	\$	\$
Trésorerie détenue en mains tierces	1 937	2 212
Charges payées d'avance et créances diverses	4 532	3 495
Total des autres actifs courants	6 469	5 707

Le 19 décembre 2022, la Société s'est départie de sa participation de 100 % dans 5N Plus Belgium SA. Dans le cadre de la transaction, une provision a été comptabilisée afin de couvrir les coûts à être engagés par les nouveaux propriétaires pour assurer la conformité du site aux plus récentes normes environnementales. De cette provision, un montant de 2,0 millions d'euros a été déposé en mains tierces. Au 31 décembre 2024, le solde du montant entiercé s'établissait à 1,9 million d'euros.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

7. Immobilisations corporelles

	Terrains et bâtiments	Matériel de production	Travaux en cours	Mobilier, matériel de bureau et matériel roulant	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2022	10 944	42 761	19 911	1 419	2 916	77 951
Ajouts	30	893	18 598	500	332	20 353
Sorties (note 28)	-	(288)	(3 571)	(3)	(1)	(3 863)
Amortissement	(765)	(8 535)	-	(556)	(441)	(10 297)
Dépréciation	-	(672)	-	-	-	(672)
Transfert entre catégories	-	17 537	(17 597)	15	45	-
Incidence des variations du taux de change	(25)	706	358	18	71	1 128
Valeur comptable nette au 31 décembre 2023	10 184	52 402	17 699	1 393	2 922	84 600
Ajouts	72	9 834	7 991	385	283	18 565
Sorties (note 28)	-	(1 254)	(1 082)	(3)	-	(2 339)
Amortissement	(744)	(9 364)	-	(502)	(429)	(11 039)
Dépréciation	-	(440)	(567)	-	-	(1 007)
Transfert entre catégories	73	16 765	(18 254)	34	1 382	-
Incidence des variations du taux de change	(38)	(2 228)	(309)	(28)	(182)	(2 785)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2024	9 547	65 715	5 478	1 279	3 976	85 995
Au 31 décembre 2023						
Coût	18 791	107 675	17 699	5 136	6 676	155 977
Cumul des amortissements	(8 607)	(55 273)	-	(3 743)	(3 754)	(71 377)
Valeur comptable nette	10 184	52 402	17 699	1 393	2 922	84 600
Au 31 décembre 2024						
Coût	18 828	125 054	5 478	5 191	8 074	162 625
Cumul des amortissements	(9 281)	(59 339)	-	(3 912)	(4 098)	(76 630)
Valeur comptable nette	9 547	65 715	5 478	1 279	3 976	85 995

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Au cours de l'exercice 2024, la Société a comptabilisé un montant de 567 \$ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants visant les immobilisations corporelles du secteur Semiconducteurs spécialisés, afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable du matériel de production à la suite de la décision de la Société d'abandonner la construction d'un actif.

Au cours de l'exercice 2024, la Société a comptabilisé un montant de 440 \$ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants visant les immobilisations corporelles du secteur Matériaux de haute performance, afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable du matériel de production à la suite de la décision de la Société de prioriser des activités de production spécifiques pour soutenir ses activités de base.

Au cours de l'exercice 2023, la Société a comptabilisé un montant de 672 \$ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants visant les immobilisations corporelles du secteur Matériaux de haute performance, afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable du matériel de production à la suite de la décision de la Société de passer à du matériel de plus grande capacité.

Au 31 décembre 2024, les immobilisations corporelles comprenaient des paiements anticipés pour travaux en cours de 669 \$ (6 669 \$ au 31 décembre 2023).

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les ajouts d'immobilisations corporelles comprenaient un montant de 1 332 \$ au titre de l'aide gouvernementale (néant pour 2023) comptabilisé en lien avec les prêts ne portant pas intérêt (note 13).

La quasi-totalité des immobilisations corporelles est donnée en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 13).

8. Contrats de location

Actifs au titre de droits d'utilisation

	Bâtiments	Matériel de production	Matériel de bureau et matériel roulant	Total
	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2022	29 572	158	352	30 082
Ajouts	229	12	207	448
Modifications apportées à des contrats de location	654	24	-	678
Amortissement	(2 292)	(66)	(180)	(2 538)
Incidence des variations du taux de change et autres	618	-	2	620
Valeur comptable nette au 31 décembre 2023	28 781	128	381	29 290
Ajouts	2 434	135	178	2 747
Modifications apportées à des contrats de location	189	-	-	189
Amortissement	(2 337)	(68)	(206)	(2 611)
Incidence des variations du taux de change et autres	(1 013)	-	(19)	(1 032)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2024	28 054	195	334	28 583
Au 31 décembre 2023				
Coût	35 357	335	737	36 429
Cumul des amortissements	(6 576)	(207)	(356)	(7 139)
Valeur comptable nette	28 781	128	381	29 290
Au 31 décembre 2024				
Coût	36 781	375	732	37 888
Cumul des amortissements	(8 727)	(180)	(398)	(9 305)
Valeur comptable nette	28 054	195	334	28 583

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Obligations locatives

	2024	2023
	\$	\$
Partie courante	1 952	1 811
Partie non courante	27 450	28 328
Total des obligations locatives (note 20)	29 402	30 139

Montants comptabilisés à l'état du résultat net consolidé :

	2024	2023
	\$	\$
Intérêts théoriques ¹	1 095	690
Produits tirés de la sous-location d'actifs au titre de droits d'utilisation ²	(66)	(71)
Paievements de loyers variables non pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative ³	221	200
Charges relatives à des contrats de location à court terme ³	63	103
Charges relatives à des contrats de location de biens de faible valeur, à l'exclusion des contrats de location de biens de faible valeur à court terme ³	430	256

¹ Inclus dans les charges financières.

² Inclus dans les autres charges (produits), montant net.

³ Inclus dans le coût des ventes et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration.

9. Immobilisations incorporelles

	Relations clients	Technologie	Nom commercial, logiciels, frais de développement et autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2022	9 517	12 768	9 278	31 563
Ajouts	-	-	902	902
Amortissement	(688)	(1 223)	(1 364)	(3 275)
Incidence des variations du taux de change	-	11	103	114
Valeur comptable nette au 31 décembre 2023	8 829	11 556	8 919	29 304
Ajouts	-	-	418	418
Amortissement	(688)	(1 114)	(1 339)	(3 141)
Dépréciation	-	(729)	(970)	(1 699)
Incidence des variations du taux de change	(798)	(953)	(202)	(1 953)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2024	7 343	8 760	6 826	22 929
Au 31 décembre 2023				
Coût	10 425	15 045	16 503	41 973
Cumul des amortissements	(1 596)	(3 489)	(7 584)	(12 669)
Valeur comptable nette	8 829	11 556	8 919	29 304
Au 31 décembre 2024				
Coût	9 402	13 079	15 712	38 193
Cumul des amortissements	(2 059)	(4 319)	(8 886)	(15 264)
Valeur comptable nette	7 343	8 760	6 826	22 929

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Au 31 décembre 2024, les immobilisations incorporelles non encore amorties du fait qu'elles n'étaient pas encore prêtes en vue de leur utilisation prévue s'élevaient à 826 \$ (1 568 \$ en 2023). Les frais de développement, qui comprennent des coûts inscrits à l'actif de 7 472 \$ (11 295 \$ en 2023), ont trait aux immobilisations incorporelles générées en interne.

Au cours de l'exercice 2024, la Société a comptabilisé un montant de 1 699 \$ au titre de la dépréciation des actifs non courants visant les immobilisations incorporelles du secteur Matériaux de haute performance, afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable de la technologie et des frais de développement à la suite de la vente par la Société de matériel de production inutilisé, une évaluation tenant compte des flux de trésorerie résiduels attendus de ces immobilisations incorporelles.

10. Goodwill

	2024	2023
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	11 825	11 825
Incidence des variations du taux de change	(1 160)	-
Solde à la fin de l'exercice	10 665	11 825

Aux fins du test de dépréciation annuel du goodwill de la Société, AZUR est considérée comme une UGT à part entière, qui fait partie du secteur Semiconducteurs spécialisés. À la lumière des résultats obtenus, il a été déterminé qu'il n'était pas nécessaire de comptabiliser de perte de valeur. La valeur recouvrable a été établie à partir de la valeur d'utilité de l'UGT, calculée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie.

Les principales hypothèses utilisées pour cette méthode sont décrites ci-après :

- Flux de trésorerie : Les flux de trésorerie estimatifs ont été projetés d'après les résultats d'exploitation réels de sources internes, en tenant compte des tendances du secteur et du marché. Pour les trois premières années de la période de projection de cinq ans, les prévisions ont été établies par la direction. Pour la période de deux ans restante, les flux de trésorerie ont été calculés au moyen du taux de croissance annuel composé des produits de 2019 à 2024.
- Taux de croissance final : Un taux de croissance final de 5,0 %, établi d'après les attentes du secteur et les tendances du marché, a été utilisé pour extrapoler les projections de la Société.
- Taux d'actualisation : Les flux de trésorerie sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt estimé en fonction du coût moyen pondéré du capital historique pour le secteur. Le taux d'actualisation utilisé était de 7,9 % (9,2 % en 2023).

11. Autres actifs

	2024	2023
	\$	\$
Frais de financement différés	372	519
Placement en instruments de capitaux propres	3 000	3 000
Charges payées d'avance	101	836
Placement affecté et autres	509	604
Total des autres actifs	3 982	4 959

En janvier 2024, la Société a augmenté sa participation minoritaire dans Microbion Corporation (« Microbion ») d'un montant de 1 000 \$. En décembre 2024, elle a comptabilisé une perte de réévaluation de 1 000 \$ à l'égard de ses actifs financiers à la suite de la révision des estimations de la juste valeur de l'instrument de capitaux propres qu'elle détient dans Microbion afin de tenir compte des difficultés croissantes des sociétés de recherche pharmaceutique à mobiliser des capitaux. Au 31 décembre 2024, la participation de la Société dans Microbion était évaluée à 3 000 \$ (3 000 \$ au 31 décembre 2023).

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

La Société détient également un placement affecté de 507 \$ (603 \$ en 2023), qui est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net.

12. Dettes fournisseurs et charges à payer

	2024	2023
	\$	\$
Dettes fournisseurs	15 286	17 906
Charges à payer ¹⁾	26 830	19 118
Total des dettes fournisseurs et charges à payer	42 116	37 024

¹⁾ Au 31 décembre 2024, un montant de 1 922 \$ était encore dû en ce qui a trait à la provision de 2 362 \$ au titre des charges à payer au 31 décembre 2023. Des charges à payer de 1 790 \$ ont été comptabilisées en 2024, et il restait 1 319 \$ de ce montant à payer au 31 décembre 2024.

13. Dette à long terme

	2024	2023
	\$	\$
Facilité renouvelable garantie de premier rang de 124 000 \$ auprès d'un syndicat bancaire, échéant en avril 2026	105 500	83 500
Prêt subordonné à terme consenti par Investissement Québec, échéant en mars 2028	15 000	25 000
Prêt ne portant pas intérêt consenti par Investissement Québec, échéant en février 2030	1 210	-
Prêt ne portant pas intérêt consenti par Développement économique Canada pour les régions du Québec, échéant en décembre 2032	493	-
	122 203	108 500
Moins la partie courante de la dette à long terme	-	(25 000)
	122 203	83 500

Facilité renouvelable garantie de premier rang

En juin 2022, la Société a conclu une facilité de crédit multidevise renouvelable garantie de premier rang de 124 000 \$ échéant en avril 2026 pour remplacer sa facilité renouvelable garantie de premier rang de 124 000 \$ échéant en avril 2023. En tout temps, la Société peut demander que la facilité de crédit soit augmentée en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 30 000 \$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs. Des emprunts en dollars américains, en dollars canadiens ou en dollars de Hong Kong (à hauteur de 4 000 \$) peuvent être effectués aux termes de cette facilité de crédit renouvelable. Les emprunts portent intérêt au taux préférentiel du Canada, au taux de base des États-Unis, au taux de base de Hong Kong ou au taux SOFR majoré d'une marge fondée sur le ratio dette nette de premier rang/BAIIA consolidé de la Société. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2024, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

Prêt subordonné à terme consenti par Investissement Québec

En mars 2024, la Société a conclu une convention de prêt subordonné à terme de 15 000 \$ avec Investissement Québec pour remplacer le précédent prêt subordonné à terme de 25 000 \$ échu en mars 2024. Le nouveau prêt à terme porte intérêt à un taux équivalent au taux des obligations du Trésor américain à quatre ans majoré d'une marge de 5,38 %, soit 9,71 %. En vertu des modalités du prêt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2024, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

Prêt ne portant pas intérêt consenti par Investissement Québec

En février 2024, la Société a reçu un montant de 2 700 \$ CA d'Investissement Québec en vertu d'une convention de prêt à terme ne portant pas intérêt dont il est possible de prélever un montant maximum de 2 850 \$ CA dépendamment de l'admissibilité des dépenses en immobilisations engagées en lien avec les investissements de la Société dans son installation de fabrication située à Montréal. Sous réserve du respect de certains critères, la Société s'attend à ce que le prêt fasse l'objet d'une exonération de remboursement de 500 \$ CA. Le prêt est assorti d'un moratoire de deux ans sur le remboursement et est, par la suite, remboursable par versements mensuels sur une période de quatre ans. En vertu des modalités du prêt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2024, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

Prêt ne portant pas intérêt consenti par Développement économique Canada pour les régions du Québec

En mars 2024, la Société a reçu un montant de 1 217 \$ CA de Développement économique Canada pour les régions du Québec en vertu d'une convention de prêt à terme ne portant pas intérêt dont il est possible de prélever un montant maximum de 3 000 \$ CA dépendamment de l'admissibilité des dépenses en immobilisations engagées. Au plus tard au 31 décembre 2025, un autre moratoire de deux ans sur le remboursement commencera. Par la suite, le prêt est remboursable par versements mensuels sur une période de cinq ans.

14. Obligations au titre des régimes d'avantages du personnel

La Société a établi deux régimes de retraite à prestations définies en Allemagne, fondés sur le salaire ouvrant droit à pension et le nombre d'années de service.

Régime à prestations définies non capitalisé

Un engagement d'avantages directs a été donné aux anciens directeurs généraux et directeurs principaux. Un engagement d'avantages indirects a été donné aux membres du personnel par l'entremise d'Unterstützungseinrichtung der HEK GmbH e.V. Les engagements ont été donnés aux membres du personnel entrés en fonction le 31 décembre 1993 ou avant cette date.

Régime à prestations définies capitalisé

Les obligations au titre des prestations de retraite sont associées à un fonds de pension en vertu duquel un engagement en ce qui a trait à la pension de vieillesse, d'invalidité et de survivants a été donné aux directeurs et aux membres du personnel entrés en fonction le 31 décembre 2007 ou avant cette date. Les droits à prestations sont déterminés par la loi sur les régimes de retraite des employeurs (Gesetz über die Verbesserung der betrieblichen Altersversorgung). Le régime de retraite est entièrement capitalisé par l'entremise de deux fonds de stratégies à rendement absolu détenus auprès de Generali Pensionsfond AG. Ces fonds de placement sont cotés sur des marchés actifs.

	2024	2023
	\$	\$
Juste valeur des actifs des régimes	2 044	2 269
Valeur actualisée de l'obligation capitalisée	3 632	3 839
Valeur actualisée de l'obligation capitalisée, montant net	1 588	1 570
Valeur actualisée de l'obligation non capitalisée	11 036	11 823
Valeur actualisée des obligations, montant net	12 624	13 393

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Les variations des obligations au titre des prestations définies se présentent comme suit :

	2024			2023		
	Non capitalisées	Capitalisées	Total	Non capitalisées	Capitalisées	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Début de l'exercice	11 823	3 839	15 662	10 581	3 425	14 006
Coût des services rendus au cours de l'exercice	45	-	45	39	-	39
Coût financier	394	129	523	432	140	572
Incidence des variations du taux de change	(697)	(240)	(937)	374	131	505
Prestations versées	(719)	(187)	(906)	(695)	(187)	(882)
Écarts actuariels						
Découlant de changements dans les hypothèses financières	112	60	172	761	304	1 065
Découlant de changements dans d'autres hypothèses	78	31	109	331	26	357
Fin de l'exercice	11 036	3 632	14 668	11 823	3 839	15 662

Les variations des actifs des régimes se présentent comme suit :

	2024	2023
	\$	\$
Début de l'exercice	2 269	2 363
Produits d'intérêts	75	97
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans les produits d'intérêts	4	(150)
Cotisations	22	65
Prestations de retraite versées	(187)	(187)
Incidence des variations du taux de change	(139)	81
Fin de l'exercice	2 044	2 269

Les principales hypothèses actuarielles aux 31 décembre se présentent comme suit :

	2024		2023	
	Non capitalisées	Capitalisées	Non capitalisées	Capitalisées
Taux d'actualisation	3,4 %	3,5 %	3,5 %	3,5 %
Taux de croissance des salaires	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %
Taux de croissance des retraites	2,3 %	2,1 %	2,3 %	2,0 %

Les hypothèses relatives à la mortalité reposent sur les tables de mortalité intitulées « Richttafeln 2018 G » du professeur Klaus Heubeck, qui sont utilisées comme données biométriques de base selon l'âge anticipé de la retraite conformément à la loi RV-Altersgrenzenanpassungsgesetz datée du 20 avril 2007 pour le régime à prestations définies non capitalisé et selon l'âge anticipé de la retraite établi à 65 ans pour le régime à prestations définies capitalisé.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

La sensibilité des obligations au titre des prestations définies aux variations des hypothèses est présentée ci-dessous. L'incidence sur chaque régime de la variation d'une hypothèse est pondérée proportionnellement au total des obligations de retraite pour établir l'incidence totale de chaque hypothèse présentée.

Incidence sur les obligations au titre des prestations définies						
	Variation de l'hypothèse		Augmentation de l'hypothèse		Diminution de l'hypothèse	
	Non capitalisées	Capitalisées	Non capitalisées	Capitalisées	Non capitalisées	Capitalisées
Taux d'actualisation	0,50 %	0,50 %	(4,92) %	(5,82) %	5,38 %	6,45 %
Taux de croissance des salaires	0,50 %	0,50 %	0,20 %	- %	(0,20) %	- %
Taux de croissance des retraites	0,50 %	0,50 %	4,40 %	5,22 %	(4,08) %	(4,83) %

	Augmentation de l'hypothèse de 1 an		Diminution de l'hypothèse de 1 an	
	Non capitalisées	Capitalisées	Non capitalisées	Capitalisées
	Espérance de vie	4,16 %	3,61 %	(3,68) %

La durée moyenne pondérée des obligations au titre des prestations définies capitalisées et non capitalisées est respectivement de 10,19 ans et 12,17 ans (10,51 ans et 12,35 ans en 2023).

Du fait de ses régimes de retraite à prestations définies, la Société est exposée à un certain nombre de risques, dont les plus importants sont décrits ci-après.

La Société est principalement exposée aux risques liés à l'économie et à la démographie, tels que l'inflation des salaires et les variations de l'espérance de vie, tout particulièrement en ce qui a trait à ses obligations au titre des régimes d'avantages du personnel. Ces obligations consistent à fournir des avantages pour la durée de vie des bénéficiaires. Par conséquent, si l'espérance de vie augmente, les passifs de ces régimes augmenteront aussi. Ces obligations dépendent aussi du taux d'actualisation.

Les actifs du régime de retraite à prestations définies sont investis pour pouvoir satisfaire aux obligations au titre des régimes de retraite capitalisées. La capacité de la Société à acquitter les obligations des régimes d'avantages du personnel au moyen des actifs des régimes est tributaire du risque de marché, comme le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Le risque de crédit a également une incidence sur les actifs des régimes, car ils sont en partie composés de placements dans des obligations. Un défaut de la part de l'émetteur d'une obligation aurait pour effet de diminuer les actifs des régimes et la Société aurait, de ce fait, plus de difficulté à respecter les obligations des régimes d'avantages du personnel.

L'analyse des échéances prévues du passif au titre des prestations définies non actualisé se présente comme suit :

	2024			2023		
	Non capitalisées	Capitalisées	Total	Non capitalisées	Capitalisées	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Moins de 1 an	679	194	873	710	198	908
De 1 an à 5 ans	2 820	822	3 642	2 984	845	3 829
Plus de 5 ans	13 030	4 954	17 984	14 553	5 537	20 090
Total	16 529	5 970	22 499	18 247	6 580	24 827

Les cotisations qui devraient être versées aux régimes de retraite pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025 s'élèvent à 873 \$.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

15. Produits différés

	2024	2023
	\$	\$
Paiements anticipés de clients	9 754	11 591
Partie courante des produits différés liés à des contrats à long terme	1 452	1 846
Partie courante des produits différés	11 206	13 437
Partie non courante des produits différés liés à des contrats à long terme	8 688	5 629
Partie non courante des produits différés	8 688	5 629
Total des produits différés	19 894	19 066

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les produits réalisés en lien avec le solde des produits différés au début de l'exercice se sont élevés à 9 118 \$ (10 441 \$ en 2023).

16. Autres passifs

	2024	2023
	\$	\$
Début de l'exercice	3 669	2 141
Augmentation des passifs	-	1 723
Montants utilisés	(2 916)	(231)
Incidence des variations du taux de change	(47)	36
Fin de l'exercice	706	3 669

Au cours de l'exercice 2024, un dépôt de 2 850 \$ a été comptabilisé en résultat à la sortie d'immobilisations corporelles. Au 31 décembre 2024, les autres passifs étaient essentiellement composés de primes d'ancienneté.

17. Impôt sur le résultat

	2024	2023
	\$	\$
Impôt exigible :		
Impôt exigible pour l'exercice	6 718	6 459
Ajustement au titre des estimations des exercices antérieurs	227	215
Total de l'impôt exigible	6 945	6 674
Impôt différé :		
Comptabilisation et résorption des différences temporaires	1 734	(3 615)
Ajustement au titre des estimations des exercices antérieurs	257	216
Total de l'impôt différé	1 991	(3 399)
Charge d'impôt	8 936	3 275

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le tableau qui suit présente un rapprochement de l'impôt sur le résultat, calculé selon les taux d'impôt prévus par la loi au Canada, et de l'impôt sur le résultat comme présenté :

	2024	2023
	\$	\$
Résultat avant impôt sur le résultat	23 608	18 674
Taux d'impôt prévu par la loi au Canada	26,5 %	26,5 %
Impôt sur le résultat au taux prévu par la loi au Canada	6 256	4 949
Augmentation (diminution) découlant des éléments suivants :		
Pertes non comptabilisées reportées en avant	969	911
(Profit non imposable) charge non déductible à des fins fiscales	(293)	312
Produits non imposables associés aux litiges et aux activités de restructuration	-	(2 341)
Écart de change non déductible (non imposable)	1 169	(1 354)
Effet de l'écart entre les taux d'impôt étrangers et les taux d'impôt au Canada	12	3
Retenues d'impôt sur les dividendes de groupe	400	410
Ajustement au titre des estimations des exercices antérieurs	484	431
Autre	(61)	(46)
Charge d'impôt	8 936	3 275

Pour la Société, le taux d'impôt applicable prévu par la loi au Canada correspond aux taux combinés canadiens applicables à la compétence fiscale dont dépend la Société dans l'exercice de ses activités.

Les variations des montants d'impôt différé se présentent comme suit :

	2024	2023
	\$	\$
Début de l'exercice	2 977	(957)
Impôt lié à des composantes des autres éléments du résultat global	86	492
(Charge) recouvrement comptabilisé dans l'état du résultat net consolidé	(1 991)	3 399
Incidence des variations du taux de change	549	43
Fin de l'exercice	1 621	2 977

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Les variations des actifs et des passifs d'impôt différé au cours de l'exercice, compte non tenu de la compensation des soldes au sein d'une même compétence fiscale, se présentent comme suit :

Actifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles		Stocks		Immobilisations incorporelles		Perte reportée en avant		Autres attributs fiscaux reportés en avant		Obligation au titre des prestations de retraite		Divers		Compensation par compétence fiscale		Total	
	\$		\$		\$		\$		\$		\$		\$		\$			
Au 31 décembre 2022	788		1 393		307		3 062		649		2 780		48		9 027		(3 025)	6 002
(Charge) recouvrement comptabilisé(e) dans l'état du résultat net consolidé	(180)		(388)		160		4 042		340		400		11		4 385			
Recouvrement comptabilisé dans le résultat global	-		-		-		-		-		492		-		492			
Incidence des variations du taux de change	-		-		-		-		-		-		43		43			
Au 31 décembre 2023	608		1 005		467		7 104		989		3 672		102		13 947		(5 686)	8 261
(Charge) recouvrement comptabilisé(e) dans l'état du résultat net consolidé	(151)		1 405		(467)		(1 855)		666		(626)		949		(79)			
Recouvrement comptabilisé dans le résultat global	-		-		-		-		-		86		-		86			
Incidence des variations du taux de change	-		-		-		-		-		-		549		549			
Au 31 décembre 2024	457		2 410		-		5 249		1 655		3 132		1 600		14 503		(7 145)	7 358

Passifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles		Stocks		Immobilisations incorporelles		Divers		Compensation par compétence fiscale		Total
	\$		\$		\$		\$		\$		
Au 31 décembre 2022	826		13		826		8 984		161		9 984
Charge (recouvrement) comptabilisé(e) dans l'état du résultat net consolidé	1 609		(13)		(697)		87				986
Au 31 décembre 2023	2 435		-		8 287		248				10 970
Charge (recouvrement) comptabilisé(e) dans l'état du résultat net consolidé	1 293		234		(1 315)		1 700				1 912
Au 31 décembre 2024	3 728		234		6 972		1 948				12 882
											(7 145)
											5 737

Aucun passif d'impôt différé relatif aux retenues d'impôt et aux impôts qui seraient payables sur le résultat non distribué de certaines filiales n'a été comptabilisé. Ces montants sont toujours réinvestis. Le résultat non distribué s'élevait au total à 76 484 \$ au 31 décembre 2024 (60 089 \$ en 2023).

Au 31 décembre 2024, les pertes fiscales d'exploitation de la Société pouvant être reportées en avant et pour lesquelles aucune économie d'impôt différé n'a été comptabilisée sont les suivantes :

	\$	Échéance
Belgique	14 275	Aucune limite
États-Unis	39 317	Aucune limite
Hong Kong	9 349	Aucune limite

Au 31 décembre 2024, la Société comptait d'autres différences temporaires déductibles de 335 \$ à l'égard desquelles aucune économie d'impôt différé n'a été comptabilisée (323 \$ en 2023).

18. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige un modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit de l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société ont été pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs financiers et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- La valeur comptable se rapproche de la juste valeur de ses actifs financiers et de ses passifs financiers à court terme, notamment la trésorerie, les créances, la trésorerie détenue en mains tierces ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer en raison de l'échéance à court terme de ces instruments;
- la juste valeur de son placement en instruments de capitaux propres est calculée en utilisant des données d'entrée non observables importantes, qui représentent la meilleure information disponible;
- la juste valeur de son placement affecté est calculée en utilisant l'espérance de vie prévue, la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés et les taux d'actualisation estimés. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché en vigueur à chaque date de clôture;
- la juste valeur des instruments dérivés, qui comprennent le swap sur rendement total, est calculée en tenant compte des fluctuations du cours de l'action libellée en dollars canadiens et des taux de change, déduction faite du coût financier restant. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché en vigueur à chaque date de clôture. Les instruments dérivés tiennent compte du montant estimé que la Société recevra ou aura à payer pour régler les contrats à la date de clôture; et
- la juste valeur de la dette à long terme est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculée au moyen du taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le tableau suivant présente la valeur comptable des instruments financiers, qui se rapproche de leur juste valeur, par catégorie, aux 31 décembre 2024 et 2023 :

Au 31 décembre 2024				Valeur comptable
	À la juste valeur par le biais du résultat net	Au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Total
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Trésorerie	-	22 142	-	22 142
Créances	-	42 172	-	42 172
Actifs financiers dérivés	6 978	-	-	6 978
Autres actifs courants	-	1 937	-	1 937
Autres actifs non courants	3 507	-	-	3 507
Total	10 485	66 251	-	76 736
Passifs financiers				
Dettes fournisseurs et charges à payer	-	-	42 116	42 116
Dette à long terme	-	-	122 203	122 203
Total	-	-	164 319	164 319

Au 31 décembre 2023				Valeur comptable
	À la juste valeur par le biais du résultat net	Au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Total
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Trésorerie	-	34 706	-	34 706
Créances	-	33 437	-	33 437
Actifs financiers dérivés	591	-	-	591
Autres actifs courants	-	2 212	-	2 212
Autres actifs non courants	3 603	-	-	3 603
Total	4 194	70 355	-	74 549
Passifs financiers				
Dettes fournisseurs et charges à payer	-	-	37 024	37 024
Dette à long terme	-	-	108 500	108 500
Total	-	-	145 524	145 524

Hiérarchie de la juste valeur

La hiérarchie de la juste valeur reflète l'importance des données utilisées pour les évaluations, et ses niveaux se présentent comme suit :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou pour le passif concerné, soit directement (sous forme de prix), soit indirectement (déterminées à partir de prix); et
- Niveau 3 : données relatives à l'actif ou au passif qui comprennent des données non observables importantes.

Le tableau qui suit présente les instruments financiers, par niveau, évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidé :

Au 31 décembre 2024	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$
Actifs financiers			
À la juste valeur par le biais du résultat net			
Swap sur rendement total	-	6 978	-
Placement en instruments de capitaux propres (note 11)	-	-	3 000
Placement affecté (note 11)	-	-	507
Total	-	6 978	3 507

Au 31 décembre 2023	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$
Actifs financiers			
À la juste valeur par le biais du résultat net			
Swap sur rendement total	-	591	-
Placement en instruments de capitaux propres (note 11)	-	-	3 000
Placement affecté (note 11)	-	-	603
Total	-	591	3 603

En mars 2023, la convention de dépôt indexé conclue avec une grande institution financière canadienne en juin 2017 a été convertie en un swap sur rendement total aux termes duquel les fluctuations du cours des actions sont réglées annuellement en trésorerie. Dans le cadre de cette conversion, la Société a reçu un montant de 6 506 \$ correspondant à la juste valeur de la convention de dépôt indexé à la date de la conversion.

La Société a conclu le swap sur rendement total (auparavant la convention de dépôt indexé) en vue de réduire l'exposition de ses bénéficiaires aux fluctuations du cours de son action pour ses régimes d'unités d'actions différées, d'unités d'actions liées au rendement, d'unités d'actions restreintes et de droits à l'appréciation d'actions. Aux termes de ce swap, la Société obtient les avantages économiques de l'appréciation du cours de l'action, tout en effectuant des paiements à l'institution financière au titre des coûts de financement engagés par l'institution et de toute moins-value du cours de l'action. Le swap sur rendement total permet de contrebalancer en partie les fluctuations du cours de l'action de la Société se répercutant sur le coût des régimes d'unités d'actions différées, d'unités d'actions liées au rendement, d'unités d'actions restreintes et de droits à l'appréciation d'actions. Au 31 décembre 2024, le swap sur rendement total visait 2 571 569 actions ordinaires de la Société.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

19. Secteurs opérationnels

Les tableaux qui suivent présentent les informations examinées par le principal décideur opérationnel de la Société pour l'évaluation de la performance :

	2024	2023
	\$	\$
Semiconducteurs spécialisés	202 329	156 479
Matériaux de haute performance	86 952	85 892
Total des produits	289 281	242 371
Semiconducteurs spécialisés	44 008	27 544
Matériaux de haute performance	22 072	21 948
Siège social et montants non affectés	(12 748)	(11 169)
BAIIA ajusté¹	53 332	38 323
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	9 169	8 834
Amortissement	16 791	16 110
Charge de rémunération à base d'actions (note 23)	906	1 432
Profits de change	(549)	(136)
Perte à la réévaluation d'un instrument financier (notes 11 et 28)	1 000	-
Dépréciation des actifs non courants (notes 7, 9 et 28)	2 706	672
(Profit) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles (notes 7 et 28)	(2 089)	1 051
Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration (note 28)	1 790	(8 314)
Résultat avant impôt sur le résultat	23 608	18 674

¹⁾ Résultat avant impôt sur le résultat, amortissement, charge de rémunération à base d'actions, dépréciation des actifs non courants, (profit) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles, coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, et charges financières.

	2024	2023
	\$	\$
Dépenses en immobilisations		
Semiconducteurs spécialisés	16 183	12 838
Matériaux de haute performance	4 537	4 458
Siège social et montants non affectés	47	45
Total	20 767	17 341

	2024	2023
	\$	\$
Actifs excluant les actifs d'impôt différé		
Semiconducteurs spécialisés	199 224	195 087
Matériaux de haute performance	146 788	131 570
Siège social et montants non affectés	23 537	15 284
Total	369 549	341 941

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

La répartition géographique des produits de la Société en fonction de l'emplacement des clients de cette dernière pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023 ainsi que les actifs non courants identifiables aux 31 décembre 2024 et 2023 sont résumés dans les tableaux suivants :

Produits	2024	2023
	\$	\$
Asie		
Chine	12 109	12 846
Japon	6 045	4 270
Autre	18 114	20 211
Amériques		
États-Unis	138 000	107 158
Autre	8 244	9 128
Europe		
Allemagne	52 235	43 284
Belgique	8 905	5 334
Pays-Bas	2 856	3 425
France	7 771	9 426
Autre	27 979	23 709
Autre	7 023	3 580
Total	289 281	242 371

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, un client représentait environ 26 % (23 % en 2023) des produits. De cette tranche, 26 % (23 % en 2023) étaient inclus dans le secteur Semiconducteurs spécialisés.

Actifs non courants (excluant les actifs d'impôt différé et les instruments financiers)	2024	2023
	\$	\$
Asie	3 007	3 132
États-Unis	11 090	12 382
Canada	29 556	31 566
Allemagne	104 994	109 295
Total	148 647	156 375

20. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La ventilation de la variation nette des éléments du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation est la suivante :

	2024	2023
	\$	\$
(Augmentation) diminution des actifs :		
Créances	(9 354)	74
Stocks	(33 864)	(18 844)
Impôt sur le résultat à recevoir	(139)	3 811
Autres actifs courants	9	7 838
(Diminution) augmentation des passifs :		
Dettes fournisseurs et charges à payer	(1 682)	(6 051)
Impôt sur le résultat à payer	685	(4 245)
Produits différés	1 979	4 340
Variation nette	(42 366)	(13 077)

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

b) Le rapprochement des actifs/passifs découlant des activités de financement se présente comme suit :

	Variations hors trésorerie						31 décembre 2024
	31 décembre 2023	Flux de trésorerie	Intérêts théoriques	Fluctuation du taux de change	Variations de la juste valeur	Fonds de roulement hors trésorerie	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme (note 13)	108 500	14 889	137	(102)	(1 332)	111	122 203
Obligations locatives (note 8)	30 139	(3 052)	1 095	(1 716)	-	2 936	29 402
Total du passif net découlant des activités de financement	138 639	11 837	1 232	(1 818)	(1 332)	3 047	151 605

	Variations hors trésorerie						31 décembre 2023
	31 décembre 2022	Flux de trésorerie	Intérêts théoriques	Fluctuation du taux de change	Variations de la juste valeur	Fonds de roulement hors trésorerie	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	121 000	(12 500)	-	-	-	-	108 500
Obligations locatives	30 402	(2 858)	690	779	-	1 126	30 139
Total du passif net découlant des activités de financement	151 402	(15 358)	690	779	-	1 126	138 639

c) Les opérations suivantes sont soit exclues des tableaux des flux de trésorerie consolidés, soit incluses dans ceux-ci :

	2024	2023
	\$	\$
Exclusion des ajouts impayés à la fin de l'exercice : Ajouts d'immobilisations corporelles	344	1 214
Inclusion des ajouts impayés au début de l'exercice : Ajouts d'immobilisations corporelles	1 214	717
Exclusion du produit hors trésorerie de la sortie d'immobilisations corporelles (note 28)	200	2 515

d) Les ajouts d'immobilisations corporelles comprennent ce qui suit :

	2024	2023
	\$	\$
Ajouts d'immobilisations corporelles avant paiements anticipés	19 444	17 387
Paiements anticipés pour travaux en cours	1 323	2 469
Moins les dépôts hors trésorerie pour travaux en cours	-	(2 515)
Ajouts d'immobilisations corporelles	20 767	17 341

21. Capital-actions

Autorisé :

- un nombre illimité d'actions ordinaires, participantes et sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action; et
- un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés, pour chaque catégorie d'actions, par le conseil d'administration. Aux 31 décembre 2024 et 2023, aucune action privilégiée n'avait été émise.

22. Résultat par action

Le tableau qui suit présente le rapprochement des numérateurs et des dénominateurs utilisés pour le calcul du résultat de base et dilué par action :

Numérateurs	2024	2023
	\$	\$
Résultat net pour l'exercice	14 672	15 399
Dénominateurs	2024	2023
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	88 886 157	88 533 263
Effet dilutif :		
Options sur actions	777 483	517 120
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué	89 663 640	89 050 383

Au 31 décembre 2024, 139 620 options sur actions au total étaient exclues du nombre moyen pondéré d'actions – dilué, à cause de leur effet antidilutif.

Au 31 décembre 2023, 219 864 options sur actions au total étaient exclues du nombre moyen pondéré d'actions – dilué, à cause de leur effet antidilutif.

23. Rémunération à base d'actions

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement

Le 4 novembre 2015, la Société a adopté un nouveau régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement (le « régime ») pour remplacer le régime d'unités d'actions restreintes précédent, afin d'améliorer la capacité de la Société à attirer et à maintenir en poste les personnes les plus compétentes pour agir à titre d'employés, d'administrateurs ou de dirigeants de la Société et de ses entreprises liées et de promouvoir un meilleur alignement des intérêts entre ces employés, ces administrateurs, ces dirigeants et les actionnaires de la Société. Le régime permet à la Société d'attribuer aux participants admissibles : i) des unités d'actions restreintes fictives qui s'acquiescent au plus tard trois ans après la date d'attribution; et ii) des unités d'actions liées au rendement fictives qui s'acquiescent au terme de certaines périodes, d'au plus trois ans, et en fonction de l'atteinte de certains critères de rendement déterminés par le conseil d'administration. Ce type de régime prévoit le règlement des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées au rendement au comptant ou en actions ordinaires émises à même le capital autorisé de la Société, d'un montant équivalent au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement.

Dans le cas d'un licenciement motivé par la Société ou d'une démission volontaire du participant avant la fin d'un cycle de rendement, toutes les unités d'actions restreintes et les unités d'actions liées au rendement seront immédiatement annulées par déchéance, à la date à laquelle le participant est informé de son licenciement ou démissionne.

Dans le cas d'une cessation d'emploi non motivée par la Société, par exemple, si le participant est considéré comme étant en congé d'invalidité à long terme ou si le participant prend sa retraite avant la fin d'un cycle de rendement, le nombre d'unités d'actions restreintes qui seront acquies à la date de la cessation d'emploi sera calculé au prorata en fonction du nombre de mois travaillés jusqu'à la fin du cycle de rendement et toutes les unités d'actions liées au rendement seront immédiatement annulées par déchéance.

Dans le cas du décès du participant avant la fin d'un cycle de rendement, le nombre d'unités d'actions restreintes qui seront acquies sera calculé au prorata en fonction du nombre de mois travaillés jusqu'à la fin de l'exercice précédant le décès du participant et toutes les unités d'actions liées au rendement seront immédiatement annulées par déchéance.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être émises selon le régime s'élève à 5 000 000. Les actions ordinaires relatives aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement devant être réglées au moyen de l'émission d'actions ordinaires, mais qui ont fait l'objet d'une renonciation ou qui ont été annulées ou réglées au comptant, doivent être disponibles pour les unités d'actions restreintes et les unités d'actions liées au rendement pouvant être attribuées par la suite aux termes de ce régime. Aucune unité d'actions restreinte ou unité d'actions liée au rendement devant être réglée au moyen de l'émission d'actions ordinaires ne peut être attribuée à un participant sauf si le nombre d'actions ordinaires : a) émises à des « initiés » au cours d'une période de un an donnée; et b) pouvant être émises à des « initiés » en tout temps aux termes du régime, ou en combinaison avec d'autres régimes de rémunération fondés sur des actions de la Société, ne peut dépasser 10 % du nombre total des actions ordinaires émises et en circulation.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, dans le cadre du régime, la Société a attribué 121 870 unités d'actions restreintes (155 873 pour 2023), elle en a réglé 75 542 (111 458 pour 2023), et 4 500 unités d'actions restreintes ont été annulées par déchéance (3 000 pour 2023). Au 31 décembre 2024, 361 724 unités d'actions restreintes étaient en cours (319 896 pour 2023) dans le cadre du régime.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société n'a attribué aucune unité d'action liée au rendement (aucune pour 2023), elle n'en a réglé aucune (aucune pour 2023) et n'en a annulé aucune (aucune pour 2023). Au 31 décembre 2024, aucune unité d'action liée au rendement n'était en cours (aucune pour 2023).

Régime de droits à l'appréciation d'actions

Le 7 juin 2010, la Société a adopté un régime d'unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers, qui a été légèrement modifié le 7 novembre 2012 par la Société et est devenu un régime de droits à l'appréciation d'actions qui permet à la Société d'attribuer aux administrateurs, aux membres de la direction et aux employés étrangers qui y sont admissibles des options sur actions fictives. Les droits à l'appréciation d'actions ont généralement une durée de six ans et s'acquiert de façon égale sur une période de quatre ans à raison de 25 % par année à compter de l'exercice suivant la date d'attribution des droits à l'appréciation d'actions. Le montant versé en trésorerie est égal à la somme des différences positives entre le cours moyen pondéré selon le volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des vingt (20) jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'exercice et le prix d'attribution de chaque droit à l'appréciation d'actions racheté.

Les variations des obligations de paiement de la Société découlant des variations de la valeur de marché des actions ordinaires à la Bourse de Toronto sont passées en charges à la fin de chaque période. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a attribué 78 955 droits à l'appréciation d'actions (63 839 pour 2023), elle en a réglé 508 420 (127 874 pour 2023), et n'en a annulé aucun (16 250 droits annulés pour 2023). Au 31 décembre 2024, 414 407 droits à l'appréciation d'actions étaient en cours (843 872 pour 2023).

Régime d'unités d'actions différées

Le 7 mai 2014, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées, qui permet à la Société d'attribuer des unités d'actions fictives à des administrateurs et à des membres de la direction et employés clés désignés par le conseil, afin d'améliorer la capacité de la Société à attirer et à garder des personnes possédant la meilleure combinaison de compétences et d'expérience pour siéger au conseil d'administration de la Société ou pour intégrer l'équipe de direction. À moins que le conseil d'administration juge approprié d'en décider autrement, les unités d'actions différées s'acquiert en totalité à leur date d'attribution et sont payables au comptant à la date à laquelle l'administrateur cesse d'occuper ses fonctions ou à la date de cessation d'emploi du dirigeant ou de l'employé. Le montant versé au comptant est égal au cours moyen pondéré selon le volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des vingt (20) jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date de paiement des unités d'actions différées.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a attribué 96 191 unités d'actions différées (156 701 pour 2023) et en a réglé 465 969 (aucune pour 2023). Au 31 décembre 2024, 1 489 766 unités d'actions différées étaient en cours (1 859 544 pour 2023).

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser 5 000 000. Les options attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation le 31 décembre 2024 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date d'attribution. À moins que le conseil d'administration juge approprié d'en décider autrement, les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société (collectivement les « titulaires d'options »), et un an après le décès, le départ à la retraite ou le début de l'invalidité permanente du titulaire d'options, selon le cas, ou avant l'expiration de l'option, selon le premier de ces événements à survenir.

Le tableau suivant présente de l'information concernant toutes les options sur actions en cours :

	2024		2023	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$ CA		\$ CA
En cours au début de l'exercice	1 365 162	1,90	1 598 938	1,91
Attribuées	139 620	4,47	140 712	2,74
Exercées	(338 077)	2,63	(374 488)	2,28
En cours à la fin de l'exercice	1 166 705	1,99	1 365 162	1,90
Exercables à la fin de l'exercice	523 013	1,64	458 454	2,10

Le tableau suivant présente les options sur actions en cours au 31 décembre 2024 :

	Prix d'exercice		Nombre d'options		Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)
	Bas	Élevé	Exercables	En cours	
	\$ CA	\$ CA			
Mai 2027	3,28	3,28	-	12 053	2,36
Décembre 2027	2,42	2,42	150 000	150 000	2,92
Mars 2028	2,27	2,27	-	36 485	3,18
Mai 2028	1,23	1,23	350 000	700 000	3,38
Février 2029	2,74	2,74	23 013	128 547	4,15
Mars 2030	4,38	4,38	-	119 620	5,16
Mai 2030	5,00	5,00	-	20 000	5,35
			523 013	1 166 705	3,61

La juste valeur des options sur actions à la date d'attribution a été évaluée au moyen du modèle de Black et Scholes. Le cours historique des actions ordinaires de la Société sert à estimer la volatilité prévue, et les taux des obligations d'État servent à estimer le taux d'intérêt sans risque.

Le tableau qui suit présente les données utilisées pour évaluer les justes valeurs moyennes à la date d'attribution des options sur actions attribuées pendant les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023 :

	2024	2023
Volatilité prévue du cours de l'action	56 %	60 %
Dividende	Aucun	Aucun
Taux d'intérêt sans risque	3,68 %	3,81 %
Durée de vie prévue de l'option	4 ans	4 ans
Juste valeur – moyenne pondérée des options émises	2,09 \$ CA	1,36 \$ CA

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le tableau qui suit présente la charge de rémunération à base d'actions comptabilisée à l'état du résultat net consolidé pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023 :

Charge	2024	2023
	\$	\$
Unités d'actions restreintes	935	304
Droits à l'appréciation d'actions	1 382	528
Unités d'actions différées	4 643	1 662
Options sur actions	229	274
Swap sur rendement total (note 18)	(6 283)	(1 336)
Total	906	1 432

Les montants suivants ont été comptabilisés :

Passif	2024	2023
	\$	\$
Unités d'actions restreintes	1 084	474
Droits à l'appréciation d'actions	1 088	1 007
Unités d'actions différées	7 511	5 051
Total	9 683	6 532
Valeur intrinsèque des unités dont les droits étaient acquis	7 592	6 046

24. Engagements et éventualités

Engagements

Au 31 décembre 2024, dans le cours normal des activités, la Société avait conclu des lettres de crédit d'un montant de 190 \$ (551 \$ en 2023).

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs éventuels ou à des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

25. Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des administrateurs et des membres de la direction.

Sauf indication contraire, aucune des transactions avec ces parties liées n'est assortie de conditions particulières et aucune garantie n'a été donnée ou reçue. Les soldes impayés sont réglés en trésorerie.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs (dirigeants ou non) et certains cadres supérieurs. Les charges liées à la rémunération des principaux dirigeants pour des services à titre de membres du personnel sont présentées ci-après :

	2024	2023
	\$	\$
Salaires	2 785	2 160
Rémunération à base d'actions et autres (note 23)	6 642	2 563
Total	9 427	4 723

26. Gestion du risque financier

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques financiers, notamment le risque de marché (risque de change, risque de taux d'intérêt et autre risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que le résultat net ou la valeur des instruments financiers de la Société fluctuent par suite de variations des prix du marché, comme les taux de change, les cours des actions et les taux d'intérêt.

La gestion du risque de marché vise à ramener à des niveaux acceptables l'exposition de la Société à de telles variations tout en maximisant le rendement.

a) Risque de change

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison de certains engagements de vente, d'acquisitions prévues, de certaines charges d'exploitation et de dettes locales libellées en monnaie étrangère. En outre, ces activités sont exposées au risque de change surtout du fait de la trésorerie et d'autres comptes du fonds de roulement libellés dans d'autres monnaies que leurs monnaies fonctionnelles.

Le tableau qui suit résume en équivalents de dollars américains les principales expositions de la Société au risque de change liées à ses activités libellées en dollars américains (monnaie fonctionnelle) au 31 décembre 2024 :

	2024					
	\$ CA	Euro	Livre sterling	HKD	MYR	Autre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie	1 204	2 641	126	56	43	8
Créances	1 074	7 162	-	-	1	-
Actifs financiers dérivés	6 978	-	-	-	-	-
Autres actifs courants	-	1 937	-	-	-	-
Autres actifs non courants	-	507	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et charges à payer	(16 058)	(8 571)	(386)	(227)	(369)	(746)
Dettes à long terme	(1 703)	-	-	-	-	-
Obligations locatives	(7 836)	(386)	-	(166)	-	-
Actifs (passifs) financiers nets	(16 341)	3 290	(260)	(337)	(325)	(738)

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de cinq points de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2024 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	HKD	MYR	Autre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Raffermissement de 5 %	(816)	165	(13)	(17)	(16)	(37)
Affaiblissement de 5 %	816	(165)	13	17	16	37

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Pour les filiales de la Société dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain, l'exposition des actifs financiers et des passifs financiers libellés en dollars américains est de respectivement 8 649 \$ et 895 \$, pour une position nette de 7 754 \$. Un raffermissement ou un affaiblissement de cinq points de pourcentage du taux de change entre les monnaies fonctionnelles de ces filiales et le dollar américain entraînerait une diminution ou une augmentation de 388 \$ du résultat avant impôt sur le résultat.

À l'occasion, la Société peut conclure des contrats de change à terme pour vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens et d'euros. Ces contrats visent à couvrir une partie du risque de change continu auquel sont exposés les flux de trésorerie de la Société puisqu'une grande partie de ses charges libellées en monnaies autres que le dollar américain est engagée en dollars canadiens et en euros. La Société pourrait également conclure des contrats de change en vue de vendre des euros en échange de dollars américains. Au 31 décembre 2024, la Société n'avait aucun contrat de change en cours.

b) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt en veillant à ce qu'une tranche raisonnable de sa dette à long terme soit constituée de créances subordonnées à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable. Une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait une incidence d'environ 1 055 \$ sur le résultat avant impôt de la Société sur une période de douze mois en fonction des soldes impayés au 31 décembre 2024.

c) Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs fluctuent du fait des variations des prix du marché, autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière pour la Société. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion du risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée selon IFRS 9, qui consiste à évaluer la correction de valeur pour pertes de crédit attendues en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie.

Le taux de pertes attendues de la Société est estimé à la lumière des pertes de crédit subies au cours des trois exercices précédant la fin de la période. Les taux de pertes historiques sont alors ajustés en fonction des informations actuelles et prospectives sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société. Dans le passé, la Société n'a pas subi de pertes importantes relativement à ses créances clients. Par conséquent, la correction de valeur pour pertes à la fin de chaque période et la variation comptabilisée pour chaque période sont négligeables.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le tableau qui suit présente les créances clients en souffrance :

	2024	2023
	\$	\$
Non en souffrance	34 877	23 889
En souffrance depuis plus de 30 jours	430	71
En souffrance depuis plus de 60 jours	103	1 195
Valeur comptable brute	35 410	25 155
Correction de valeur pour pertes	(28)	(38)
Total des créances clients	35 382	25 117

Au cours de l'exercice 2024, une correction de valeur pour pertes de 2 \$ a été comptabilisée en charges (2 \$ pour l'exercice 2023). La correction de valeur pour pertes est incluse dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration à l'état du résultat net consolidé, et est présentée nette des montants repris au titre de corrections de valeur de périodes antérieures.

Les montants imputés au compte de correction de valeur pour pertes sont habituellement sortis lorsqu'on ne s'attend raisonnablement pas à les recouvrer.

Les contreparties aux instruments financiers peuvent également exposer la Société à des pertes de crédit si elles ne respectent pas leurs obligations aux termes des contrats. Les contreparties de la Société pour ses dérivés et opérations de trésorerie se limitent à des institutions financières de qualité de crédit supérieure, qui font l'objet d'un suivi continu. Les évaluations de la solvabilité des contreparties reposent sur la santé financière des institutions et la cote de crédit accordée par des agences de notation externes. Par conséquent, aucune perte de valeur n'a été identifiée au 31 décembre 2024.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie contractuels des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2024 :

	2024						
	Valeur comptable	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans et plus	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes fournisseurs et charges à payer	42 116	42 116	-	-	-	-	42 116
Dettes à long terme	122 203	7 952	109 462	1 865	15 942	1 153	136 374
Obligations locatives	29 402	2 910	2 812	2 734	2 779	24 901	36 136
Total	193 721	52 978	112 274	4 599	18 721	26 054	214 626

Les flux de trésorerie contractuels faisant l'objet de taux d'intérêt variables ou libellés en monnaie étrangère sont déterminés en fonction du cours au comptant en vigueur le 31 décembre 2024.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

27. Gestion du capital

Les objectifs de la Société dans la gestion de son capital sont de préserver sa capacité à poursuivre ses activités afin de fournir un rendement sur investissement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes, ainsi que de maintenir une structure du capital optimale aux fins de réduction du coût de financement.

La Société doit obtenir l'approbation de ses prêteurs pour certaines opérations en capital, comme le paiement de dividendes et les dépenses en immobilisations supérieures à un certain niveau.

La Société surveille son capital en fonction du ratio dettes/capitaux propres. Ce ratio correspond au quotient obtenu en divisant la dette nette par les capitaux propres. La dette nette correspond aux emprunts (comprenant la dette à long terme dans l'état de la situation financière consolidé) moins la trésorerie. Toute nouvelle mesure financière présentée par suite de l'adoption d'IFRS 16, *Contrats de locations*, relativement aux obligations locatives est exclue du calcul.

Aux 31 décembre 2024 et 2023, les ratios dettes/capitaux propres se présentent comme suit :

	2024	2023
	\$	\$
Dette à long terme, y compris la partie courante	122 203	108 500
Total de la dette	122 203	108 500
Moins la trésorerie	(22 142)	(34 706)
Dette nette	100 061	73 794
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	139 018	128 592
Ratio dettes/capitaux propres	72 %	57 %

28. Charges, classées par nature

Les charges, classées par nature, se composent de ce qui suit :

	2024	2023
	\$	\$
Salaires	62 299	54 772
Amortissement des immobilisations corporelles (note 7)	11 039	10 297
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation (note 8)	2 611	2 538
Amortissement des autres actifs (note 11)	248	258
Autres charges (produits), montant net		
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 9)	3 141	3 275
Charge de rémunération à base d'actions (note 23)	906	1 432
(Profit) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles ¹	(2 066)	973
Perte à la réévaluation d'un instrument financier (note 11)	1 000	-
Dépréciation des actifs non courants (notes 7 et 9)	2 706	672
Frais de recherche et de développement, déduction faite des crédits d'impôt ²	4 307	2 890
Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, montant net ³	1 790	(8 314)
Autres produits	(170)	(172)

- 1) Comprend un profit de 2 089 \$ découlant de la vente de matériel de production inutilisé du secteur Matériaux de haute performance à la suite de la décision de la Société de passer à du matériel de plus grande capacité.

Comprend une perte sur la sortie de matériel de production de 1 051 \$ du secteur Semiconducteurs spécialisés découlant d'une modification apportée par la Société aux exigences et aux fonctionnalités techniques. La Société s'est départie de ce matériel de production dans le cadre d'une transaction non monétaire avec un fournisseur en échange d'un crédit qui pourra être utilisé lors d'achats futurs de matériel de production.

- 2) Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les frais de recherche et de développement sont présentés déduction faite de crédits d'impôt d'un montant de 1 824 \$ découlant de l'obtention de subventions de recherche et développement. La somme de 1 488 \$ qu'il reste à recevoir au titre de ces subventions est incluse dans les créances clients au 31 décembre 2024.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les frais de recherche et de développement sont présentés déduction faite de crédits d'impôt d'un montant de 4 060 \$ découlant de l'obtention de subventions de recherche et développement. La somme de 2 045 \$ qu'il reste à recevoir au titre de ces subventions est incluse dans les créances clients au 31 décembre 2023.

- 3) En 2024, la Société a comptabilisé des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, notamment :
- montant de 437 \$ au titre d'une provision en lien avec un acompte qui devra probablement être remboursé à un client;
 - montant de 346 \$ en lien avec un changement à l'équipe de direction;
 - charge de 162 \$ liée à l'externalisation du service de comptabilité et de contrôle d'une filiale;
 - coûts de 845 \$ liés à la fermeture de sites en Asie.

En 2023, la Société a comptabilisé des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, notamment :

- produits de 8 974 \$ reçus de l'ancien actionnaire d'AZUR. Le montant reçu est conforme aux clauses de la convention d'achat d'actions et sans lien avec la performance d'AZUR après l'acquisition;
- coûts de 131 \$ liés à la fermeture d'un site en Asie;
- montant de 158 \$ en lien avec des changements à l'équipe de direction; et
- charge de 228 \$ en lien avec des créances diverses devenues non recouvrables pendant l'exercice.

Renseignements supplémentaires

Cote boursière

Le titre de 5N+ se négocie à la Bourse de Toronto sous le symbole VNP.

Agent de transfert et registraire

Services aux investisseurs Computershare inc.

Auditeurs

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Siège social

4385, rue Garand Montréal (Québec)
Canada H4R 2B4

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :

Relations avec les investisseurs
5N Plus inc.
4385, rue Garand Montréal (Québec)
Canada H4R 2B4
T : 514-856-0644
invest@5nplus.com

If you wish to receive an English copy of this annual report, please write to:

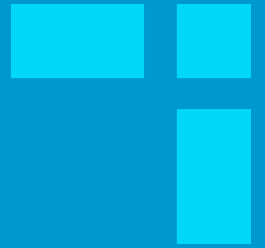
Relations avec les investisseurs
5N Plus inc.
4385, rue Garand, Montréal (Québec) H4R 2B4

Aussi disponible à l'adresse www.5nplus.com



100%







5N Plus inc.

4385, rue Garand
Montréal (Québec) Canada
H4R 2B4

www.5nplus.com